

## La conviction de M. Gorbatchev

Le spectacle comptait autant que les paroles, lundi 18 février au Kremlin, lorsque M. Gorbatchev s'est adressé au forum international qu'il avait convié à Moscou. On n'a pas été frappé en effet par l'image d'Andrei Sakharov - dont il est difficile de mettre en doute la sincérité - applaudissant le secrétaire général du PC soviétique ?

Les choses vont vite actuellement en URSS, même si tout le monde ne marche pas du même pas. Les services de sécurité notamment ne mettent pas une bonne volonté excessive à suivre M. Gorbatchev sur le terrain des libertés, et certaines bavures ressemblent presque à un sabotage de sa politique d'ouverture et de « transparence ». Sans aucun doute également, toute une classe de petits patrons locaux ne voit guère d'un bon œil des projets de réformes et de « démocratisation » qui mettront en cause inévitablement, s'ils sont menés à bien, leurs privilèges et le confort de leur situation.

Force est cependant de constater que M. Gorbatchev, loin de se laisser intimider, continue d'aller de l'avant, expliquant à qui veut l'entendre qu'il n'existe pas pour l'URSS d'autre solution que la « restructuration », dont il a fait son mot d'ordre et dont il souligne inlassablement le caractère « irréversible ». Telle est la « nouvelle mentalité » qu'il veut inculquer à ses compatriotes.

Le numéro un du Kremlin s'est exprimé sur ce thème, lundi, avec une particulière force de conviction. Il a d'ailleurs donné toute sa cohérence à son discours en affirmant : « Notre politique internationale est plus que jamais déterminée par notre politique intérieure. » En bref, l'URSS doit aujourd'hui se concentrer sur la difficile rénovation de son système économique, social, voire politique ; elle a besoin pour cela d'une paix stable à l'extérieur.

C'est plus qu'un appel du pied à tous les partenaires de Moscou à travers le monde, à commencer par Washington. Les longs développements consacrés par M. Gorbatchev aux dangers de la course aux armements, dans l'espace ou ailleurs, montrent la priorité qu'il accorde à ce domaine. Les conversations en cours à Genève permettront de juger s'il est prêt à faire preuve de la souplesse nécessaire pour que certains au moins des accords ébauchés à Reykjavik puissent se matérialiser. A supposer que les Etats-Unis y soient eux-mêmes disposés...

Sur d'autres terrains, le chef du PC soviétique a l'occasion de démontrer sa bonne volonté. L'Afghanistan par exemple, où ses initiatives de paix ont été jusqu'ici relativement modestes et n'ont pas suffi en tous cas pour ouvrir la voie à un règlement.

Il demeure qu'une vision politique a été définie lundi au Kremlin avec une clarté qui tranche, une fois de plus, sur le discours compassé et la langue de bois trop souvent de mode autrefois à Moscou. Quelques actes concrets - en particulier la libération annoncée ou effective de dissidents célèbres - sont des gages concrets donnés aux intellectuels soviétiques aussi bien qu'à l'opinion internationale.

Faut-il, comme le souhaite M. Genscher, « prendre au mot » M. Gorbatchev ? Il n'est plus temps en tous cas de ne voir dans sa politique qu'une action de propagande et de douter de sa volonté de faire réellement bouger les choses en URSS.

(Lire nos informations pages 3, 4 et 34.)

## Les difficultés de la cohabitation

### La situation en Nouvelle-Calédonie inquiète vivement M. Mitterrand

Le projet de loi fixant l'organisation du référendum d'autodétermination en Nouvelle-Calédonie doit être adopté, mercredi 18 février, par le conseil des ministres. Dans un entretien paru mardi dans « le Quotidien de Paris », le ministre des DOM-TOM, M. Bernard Pons, a lancé un avertissement au président de la République, qui se montre de plus en plus inquiet de la situation dans le territoire.

Le casse-tête calédonien, qui a déjà laminé tant de bonnes volontés, semble décidément avoir la faculté perverse d'échauffer les esprits. C'est en tout cas un véritable défi que M. Pons lance à M. Mitterrand, dans ses déclarations de ce mardi au Quotidien de Paris, au risque de provoquer, de la part du chef de l'Etat, une réaction encore plus spectaculaire que celle qui était déjà, discrètement, annoncée à l'Elysée.

Ce n'est pas la première fois que le ministre des départements et territoires d'outre-mer se singularise dans la conduite des affaires calédoniennes. Déjà, en mai 1986, quand M. Mitterrand avait exprimé ses réserves sur les orientations du nouveau gouvernement en Nouvelle-Calédonie, M. Pons lui avait porté la contradiction au sein même du conseil des ministres.

Cette fois, le ministre des DOM-TOM ne se borne pas à prier le président de la République et dont il souligne inlassablement le caractère « irréversible ». Telle est la « nouvelle mentalité » qu'il veut inculquer à ses compatriotes.

Le numéro un du Kremlin s'est exprimé sur ce thème, lundi, avec une particulière force de conviction. Il a d'ailleurs donné toute sa cohérence à son discours en affirmant : « Notre politique internationale est plus que jamais déterminée par notre politique intérieure. » En bref, l'URSS doit aujourd'hui se concentrer sur la difficile rénovation de son système économique, social, voire politique ; elle a besoin pour cela d'une paix stable à l'extérieur.

C'est plus qu'un appel du pied à tous les partenaires de Moscou à travers le monde, à commencer par Washington. Les longs développements consacrés par M. Gorbatchev aux dangers de la course aux armements, dans l'espace ou ailleurs, montrent la priorité qu'il accorde à ce domaine. Les conversations en cours à Genève permettront de juger s'il est prêt à faire preuve de la souplesse nécessaire pour que certains au moins des accords ébauchés à Reykjavik puissent se matérialiser. A supposer que les Etats-Unis y soient eux-mêmes disposés...

présidentielle qui reprendrait à son compte le point de vue des adversaires du gouvernement constituerait un encouragement aux extrémistes révolutionnaires.

ALAIN ROLLAT.

(Lire la suite et nos informations page 8.)

## Examen de passage à la CNCL



Les candidats à la « 5 » défendent leur dossier devant la Commission nationale de la communication et des libertés.

## Accusations, insinuations et démentis

# La gauche, la droite, et les otages

Certains proches de M. Chirac ont-ils fait échouer la libération des otages français détenus au Liban d'abord en janvier 1986, puis en mars de la même année, à la veille des élections législatives, en promettant à l'Iran des conditions plus avantageuses lorsque la droite serait au pouvoir ?

Telle est la très grave question que soulèvent deux publications qui n'ont jamais caché leur sympathie pour les socialistes : le *Matin* pour lequel la responsabilité de M. Chirac ne fait pas de doute, et le *Nouvel Observateur*, beaucoup plus nuancé. La pièce essentielle du dossier a été publiée le 20 janvier dernier dans le *Matin* : il s'agit d'un télégramme ultra-secret transmis à Paris, la veille des législatives, par Eric Rouleau, ambassadeur à Tunis, et Pierre Lafrance, chargé d'affaires à Téhéran. Eric Rouleau, qui a quitté l'ambassade de Tunis pour établir le contact avec Moshen Rafiqdoust, un des

chefs des pasdaran, se trouve alors en Iran depuis plusieurs jours et pense être parvenu à un accord débouchant sur la libération des otages, moyennant l'éclaircissement d'Anis Naccache, le chef du commando qui avait tenté d'assassiner Chapour Bakhtiar, ancien premier ministre iranien, et le remboursement à l'Iran du fameux prêt effectué par le chah à Eurodif (1,6 milliard de dollars, intérêts compris).

Mais au dernier moment, Moshen Rafiqdoust annonce à Eric Rouleau que la négociation est rompue, car les propositions françaises sont « trop tardives et modestes ». « L'opposition », écrit Eric Rouleau et Pierre Lafrance, dans leur télégramme, entretiens des relations suivies depuis trois mois avec les ravisseurs et (...) avec des milieux proches du gouvernement iranien, en leur promettant un règlement beaucoup plus avantageux que

celui élaboré par l'actuel gouvernement. L'opposition aurait encore mis en garde les intéressés contre tout accord qui valoriserait l'actuelle majorité aux yeux de l'opinion française à la veille des élections législatives. »

Que prouve ce document ultra-confidentiel dont seuls François Mitterrand, Laurent Fabius et Roland Dumas étaient en principe destinataires ? Que les Iraniens rompent en affirmant disposer de propositions plus avantageuses de l'opposition. Pas plus, pas moins. Et cette rupture intervient alors que la presse iranienne se déchaîne depuis plusieurs semaines contre les dirigeants socialistes en général, et contre François Mitterrand en particulier, dont elle affirme vouloir la défaite aux élections du 16 mars. Les affirmations des Iraniens faisant état de propositions plus avantageuses de l'opposition doivent être replacées dans ce contexte. On peut même se

démander, à la lumière d'événements antérieurs, notamment la libération des otages américains le lendemain de la défaite électorale du président Carter, si les dirigeants français ne sont pas tombés dans un piège iranien en poursuivant la négociation jusqu'à la veille d'une consultation électorale dont Téhéran prétendait influencer les résultats. Mais c'est là une autre question.

Le texte d'Eric Rouleau et de Pierre Lafrance fait bien état de « relations suivies » entre l'opposition française, les ravisseurs et Téhéran, mais il ne cite aucun nom. Certaines sources socialistes sont plus prolixes, et c'est toujours le nom de M. Michel Roussin, aujourd'hui conseiller à Mathignon, qui est cité. Mais ce dernier se défend comme un beau diable d'avoir été mêlé à cette affaire avant le 16 mars.

JACQUES AMALRIC.  
(Lire la suite page 5.)

## Un entretien avec le violoniste Sandor Vegh

# L'émerveillement musical

La Camerata Academica du Mozarteum de Salzbourg donne quatre concerts au Théâtre de la Ville, sous la direction de son chef actuel, Sandor Vegh, violoniste illustre.

En dirigeant, Sandor Vegh n'ajoute pas une corde à son arc, et rien ne lui est plus étranger que l'idée de gravir ainsi un échelon supplémentaire dans la hiérarchie. Il se soucie seulement de communiquer cette respiration intérieure qu'il porte en lui. « Ce n'est pas moi qui joue, dit-il, c'est quelque chose qui joue en moi, et, quand je dirige, c'est la même chose. C'est d'abord affaire de rayonnement intérieur. Si on en est dépourvu, la technique n'est d'aucun secours. Mais, diriger, ce n'est pas donner des ordres,

précise-t-il, en mimant tout à coup les gestes coupants et saccadés de ceux qui pilotent l'orchestre comme une machine, c'est laisser jouer. »

Il sourit en regardant si l'interlocuteur est assez surpris avant d'aller plus loin. « Il faut donner confiance aux musiciens et préserver le sens de la responsabilité individuelle. C'est pour cela que je préfère les petites formations où l'on peut discuter avec chacun puis, le soir du concert, laisser faire. Un jour comme ceci, un autre comme cela. Parce qu'on ne joue jamais exactement pareil ; cela dépend de la salle, du public. Si l'acoustique change, le tempo doit changer, parce qu'un bon musicien écoute les vibrations qui reviennent à son oreille. C'est

pour cela qu'on ne peut pas vraiment répéter dans une salle vide.

« Mais, ce qui est tout aussi important, c'est le changement de nos vibrations intérieures. Quand je suis à Amsterdam, je vais toujours au Rijksmuseum voir mes tableaux préférés, mais chaque fois j'en retire une impression différente. Pour un interprète, la création, c'est la variation, comme dans un même arbre chaque feuille est différente. Et puis, il faut oser changer sa façon de jouer en suivant l'intuition du moment, même dans la salle de concert !

« L'idée de la plupart des musiciens aujourd'hui, c'est d'être toujours sur les sommets. Alors, il n'y a pas de sommet.

GÉRARD CONDÉ.  
(Lire la suite page 13.)

## Les troupes françaises au Tchad

Une visite aux unités qui « verrouillent » l'est à Abéché.

PAGE 6

## Procès à Jérusalem

John Demanjuk est-il « Ivan le terrible » ?

PAGE 5

## Un président pour le parc des Cévennes

Docteur Blanc contre docteur Monod.

PAGE 9

## Le Monde

### SCIENCES ET MÉDECINE

■ Le Varro, fléau des raches. ■ SIDA : les virus de la discordie. ■ Secteurs de pointe : la résistance magnétique contre la chaptalisation.

Pages 17 à 19

## TV : les producteurs jugent les candidats

Un entretien avec M. Gérard Ducaux-Rupp, président de la Fédération des producteurs de films et de programmes audiovisuels.

PAGE 11

## Le carnél d'Auschwitz

Les relations entre juifs et catholiques risquent de s'assombrir.

PAGE 11

Le sommaire complet se trouve page 34

**IL Y AURA D'AUTRES OTAGES DE LA CHARITE**

**JEAN-CHRISTOPHE RUFIN**

**LE PIÈGE**

Quand l'aide humanitaire remplace la guerre

Quand l'aide humanitaire remplace la guerre : un document-vérité de Jean-Christophe RUFIN

**J.C. LATTES**

صحة من الامم

# Débats

## Une ambition pour la police

*L'institution et les hommes doivent être mis à l'abri de la politisation et viser le professionnalisme*

**D**OTÉE d'un potentiel humain considérable, la police nationale a souvent éprouvé des difficultés à intégrer progressivement la formidable mutation sociologique et technologique qui bouleverse la société depuis plus de quinze ans.

Victime d'une gestion chaotique, elle n'a jamais été capable de conduire de grands projets résolument tournés vers l'avenir et a toujours supporté des réformes circonstanciées, adoptées sous la pression des événements. Récompensée, l'alternance, puis la cohabitation, ont eu le mérite de jeter un éclairage nouveau sur l'institution, de balayer certaines idées reçues et, surtout, de provoquer dans tous les partis une réflexion globale sur la fonction policière.

Hélas ! la classe politique, par ignorance, dogmatisme ou suspicion, a souvent méfié les genres, et les policiers attendent encore les grands choix susceptibles de rassembler, dans le même consensus, les Français et leur police. Qu'on le veuille ou non, le policier n'est pas un fonctionnaire, parmi les fonctionnaires et toute tentative de « banalisation totale » de cette fonction ne peut qu'entamer la capacité opérationnelle et l'efficacité de nos formations dans la lutte contre le grand banditisme, la moyenne délinquance ou le terrorisme.

### Une infinie complexité

Le Syndicat des commissaires de police et des hauts fonctionnaires de la police nationale, riche de différentes sensibilités de son bureau national et de sa très forte représentativité, préconise, depuis longtemps, en dehors de réformes profondes qu'il serait trop long de développer ici, deux axes de réflexion : mettre fin à la politisation de la police ; professionnaliser l'institution.

Il est naturel et indispensable d'associer les policiers à la réflexion portant sur le devenir de l'institution et de recueillir leur adhésion dans l'action quotidienne de la mission de police, mais il est également fondamental d'assurer la pérennité des grands principes qui, jusqu' alors, caractérisaient la notion de service public.

par DANIEL DUGLÉRY (\*)

Constater, comme l'a écrit le chef de corps de l'Inspection générale de l'administration, en 1983, qu'il existe des formations réputées de droite ou de gauche ; lire dans la presse des déclarations d'un leader syndical policier revendiquant clairement une appartenance politique, cela marque, non seulement le dévoiement profond du fait syndical, mais souligne le danger, pour notre démocratie, d'une police entraînée par la volonté de quelques-uns dans la bataille politique.

Il est donc primordial de donner rapidement l'impulsion à une dynamique de concertation qui s'attacherait à respecter scrupuleusement les droits des fonctionnaires, mais qui rappellerait aussi leurs devoirs de policiers au service du public.

Débarrasser la police nationale des querelles partisans pour lui rendre sérénité et dignité nécessite, d'une part, la réaffirmation de certains éléments du pouvoir hiérarchique, la responsabilisation et la motivation des policiers à tous les niveaux et, d'autre part, une amélioration des structures de concertation au sein du ministère de l'intérieur.

Parce qu'elle se trouve au centre des choses et parce qu'elle exerce souvent une sorte de fascination mythique, la police est fréquemment détournée de sa mission originelle. Ce métier difficile, qui procède de l'infinie complexité des rapports entre les hommes, requiert un vrai professionnalisme et suppose mal, l'histoire l'a toujours montré, l'immixtion de la connotation politicienne dans la gestion du quotidien.

Il est regrettable que, trop souvent, à un certain niveau, les décideurs ne soient plus policiers et sacrifient, sciemment ou non, l'institution au politicien. Il suffit de se remémorer le discrédit jeté brutalement sur la police marseillaise par certaines déclarations inopportunes, engageant, en 1983, le poids de révélations judiciaires dans une campagne électorale, pour comprendre nos préoccupations.

Le gouvernement doit fixer les grandes orientations sécuritaires, (\*) Secrétaire général du Syndicat des commissaires de police et des hauts fonctionnaires de la police nationale.

il appartient ensuite aux commissaires et aux fonctionnaires placés sous leur autorité de les intégrer pour assurer, dans le cadre des lois et règlements, la protection des personnes et des biens.

Professionnaliser l'institution, c'est inculquer à toutes les directions actives l'unité de doctrine et de commandement qui, aujourd'hui, fait cruellement défaut. Nous suggérons, pour ce faire, la création de directions régionales, confiées à des cadres supérieurs de la police nationale, qui impliqueraient davantage les policiers dans la vie des collectivités territoriales en pondérant l'effet néfaste des structures verticales et en renforçant le contact avec la population. Il conviendrait également d'associer davantage les policiers, riches de leur expérience du terrain et de la connaissance qu'ils ont des hommes, à l'évaluation de leurs besoins.

### Mieux adapter et rationaliser les choix

Malgré des tentatives de déconcentration, le niveau de décision, pour beaucoup d'opérations, échappe toujours au policier, et il est aujourd'hui urgent, afin de mieux adapter et rationaliser les choix, de ne plus écarter les actifs de la gestion, de la logistique.

L'accueil du public, la sécurisation de la voie publique, doivent sans cesse être améliorés. La réalisation d'une telle politique nécessite la mise en œuvre de structures et de moyens qui, à l'évidence, intéressent l'ensemble du corps policier.

Enfin, la professionnalisation des hommes, c'est admettre la particularité de la mission policière et améliorer sans cesse l'œuvre de formation des personnels. C'est accorder à ceux qui connaissent des droits et des devoirs particuliers, un statut et des règles de gestion qui intègrent vraiment la spécificité de ce métier.

Il est fondamental, pour rendre les policiers plus disponibles et plus efficaces, de réaffirmer la protection juridique et morale qu'ils ont en droit d'attendre, mais aussi de leur offrir des perspectives de carrière attractives dans un vrai métier au service du bien public.

## SUITES D'ALTERNANCE

*Quand les gouvernants changent, les missions de l'Etat doivent-elles changer ? Non, estime M. Jacques Pommatau, pour qui les lois universitaires en vigueur doivent être appliquées et non insidieusement contournées. Non, pense M. Daniel Ducléry, pour lequel les missions de la police devraient cesser d'être soumises aux aléas de la politisation.*

## Université et illégalité

*Le pouvoir n'applique pas la loi en vigueur et la contourne obstinément*

**R**IEN appris, rien oublié, les ministres chargés de gérer l'éducation nationale, la recherche et l'enseignement supérieur semblent poursuivre avec une incroyable obstination leurs projets initiaux, même ceux que l'hostilité la plus large et la plus unanimement partagée aurait dû faire rayser de la « plate-forme RPR-UDF pour gouverner ensemble ».

Le geste d'apaisement du 8 décembre avec la retombée, tout à fait normale, de l'action des étudiants, des lycéens et des personnels n'aurait-il servi qu'à préparer une nouvelle stratégie au service des mêmes projets ?

A propos de l'enseignement supérieur, cette hypothèse est de plus en plus crédible. Le gouvernement actuel, en encourageant les établissements d'enseignement supérieur, au lendemain du 16 mars 1986, à ne pas appliquer la loi Savary, avait choisi le terrain de l'illégalité.

Il a décidé aujourd'hui de continuer sur la même voie. Lors de la dernière conférence des présidents d'université, qui s'est tenue le 22 janvier, refusant des propositions, qui, malgré les réserves que l'on pourrait formuler sur leur contenu, avaient le mérite de débloquent la situation et de permettre une application rapide de la loi en vigueur, MM. Monory et Valade ont invité les présidents d'université à ouvrir une période expérimentale durant laquelle cohabiteraient les lois Faure et Savary. On ne peut qu'être confondu devant une telle solution, choquante sur le fond, et plus que contestable juridiquement. Il ne fait pas de doute que la volonté ministérielle, traduite dans une note remise aux présidents d'université, ouvrirait la

par JACQUES POMMATAU (\*) porte à tous les recours, si elle recevait une pleine application.

Quelle crédibilité accorder à un pouvoir politique, qui, au nom du libéralisme, au nom de la liberté de l'enseignement, au nom de l'indépendance des professeurs, appelle à ne pas appliquer la loi en vigueur ?

Nous remarquerons que le gouvernement, une fois encore, cherche à temporiser et tente de faire passer par la voie réglementaire un certain nombre de dispositions prévues notamment dans le projet Devaquet.

### De nouvelles forces ont vu le jour

Nous en tenons pour preuve le décret récent instaurant le Conseil national des universités, qui rejette la représentation paritaire des enseignants existant dans les textes antérieurs, et accroît le poids du politique dans les instances scientifiques en augmentant le nombre des membres nommés et par là même le poids des professeurs.

On voudrait nous faire croire que la liberté, élément constitutif fondamental de l'Université, a pour conséquence de reconnaître aux seuls professeurs le droit d'administration et de décision, car ils porteraient seuls la responsabilité des activités scientifiques.

« Nous ne sommes plus au dix-neuvième siècle », l'Université a évolué et avec elle ses missions. Celles-ci ont entraîné la création de catégories différentes de per-

(\*) Secrétaire général de la Fédération de l'éducation nationale (FEN).

sonnels. Les étudiants sont devenus des acteurs à part entière, et de nouveaux usagers sont apparus avec le développement de la formation professionnelle continue et de la promotion sociale. De nouvelles forces ont donc vu le jour, dont on voudrait nous persuader qu'elles compromettent la liberté de fonction des professeurs. Ces nouvelles forces qui s'expriment, notamment au travers du mouvement étudiant, traduisent des solidarités sociales et économiques, qui veulent s'affirmer en tant que telles au sein des universités, et prendre leur part, rien que leur part, à la gestion de celles-ci.

Le Conseil constitutionnel n'affirme-t-il pas que les catégories de personnels autres que les professeurs bénéficient, pour les responsabilités qui sont les leurs, d'une indépendance de fonction analogue ? L'indépendance des professeurs constituerait donc, de fait, une garantie de l'indépendance de fonction des autres personnels !

De tout cela, nos responsables politiques n'ont que faire. Certains ont eu la faiblesse de croire que ce gouvernement, après avoir décidé d'une pause, s'engagerait sur une voie nouvelle. Le premier ministre n'a-t-il pas lors de sa dernière conférence de presse déclaré que certains Français s'interrogeaient et qu'il les avait entendus ? Ecoutez, entendus, mais certainement pas compris !

Il serait grand temps, pour ce gouvernement, de trouver le chemin du vrai dialogue social avec les forces intermédiaires, qu'il ne pourra continuer à ignorer et à mépriser, sauf à vouloir créer une nouvelle période de troubles dont il supporterait, encore une fois, seul, la responsabilité.

### La « machine communiste »

Daniel Vernet a pronostiqué (le Monde du 30 janvier) l'échec du débat en cours au sein du Parti communiste français, échec inscrit, selon lui, dans la construction même de ce qu'il appelle la « machine communiste » (...).

Il faut remonter très loin dans le temps pour retrouver une situation par certains aspects analogue à celle d'aujourd'hui : un parti confronté à la question de son avenir, affaibli par un jeu de balancier entre l'opportunisme et l'étroitesse, un parti en voie d'être coupé de larges couches sociales (...) un parti en recul d'influence partout, y compris dans ses bastions (...).

Alors que tout bouge, il est hasardeux et, au fond, méprisant pour le Parti communiste et ses militants de considérer, comme le fait Daniel Vernet, que tout va se passer comme à l'époque du débat avec Marcel Servin et Laurent Casanova. J'observe d'ailleurs que le secrétaire général à un peu nuancé les propos inopportuns, assimilant des « renoisseurs » à des « liquidateurs », qui ont relancé une polémique publique et dont le contenu n'a rien de très rassurant, au moment où nous sentons les esprits évoluer à notre égard, au lendemain du grand mouvement lycéen et étudiant avec lequel nous avions noué des rapports positifs et prometteurs.

De nombreux communistes (...) sont convaincus que si le risque de dérive droite de quelques camarades est réel — malgré l'expérience faite d'une gestion social-démocrate docile au patronat — le danger le plus grand aujourd'hui est le repli sectaire, l'évitement, y compris dans l'application des principes du centralisme démocratique.

Ces militants agissent pour leur parti et non contre lui, pour le faire grandir et non pour le quitter. Leurs interrogations, leurs réflexions, ne sauraient être assimilées à une activité fractionnelle. Ni les Cassandre de la presse, ni les frères socialistes, ni les rudiments de certains dirigeants, ne les détourneront de leur combat. (...) « Que les bouches s'ouvrent ». L'écho de cet appel de Maurice Thorez, devenu historique — mais dont Daniel Vernet a curieusement oublié de créditer la « machine communiste », retentit avec une force nouvelle dans nos rangs.

LUCIEN LANTERNIER, maître (PCF) de Genevilliers.

### Francçais

Je vous écris pour vous faire part de ma surprise et de ma colère lorsque j'ai demandé à la mairie du qua-

torzième arrondissement, où je réside, le renouvellement de mon passeport. Il existe deux types de Français : ceux « d'origine », qui n'ont rien à justifier, à qui le maire remet un passeport sur place ; et les autres, de seconde zone, les naturalisés (je l'ai été en 1968 de parents marocains né au Maroc), qui doivent se présenter à la préfecture de police, quai de Gesvres, pour qu'on « étudie la demande de renouvellement » et qui doivent justifier de leur nationalité. A quel service donc cette d'identité, passeport actuel même périmé et livret militaire ? Il s'agit bien là d'un code de la nationalité avant la lettre.

D'HENRY AMZALLAG, psychiatre des hôpitaux (Paris).

### Regrets à recueils

Comme la plupart des organes de presse, votre journal annonçait que la direction de la SNCF accorderait la gratuité du transport sur son réseau aux enfants de moins de douze ans durant la période des vacances d'hiver, du 10 février au 10 mars. Les principaux bénéficiaires de cette campagne de promotion devaient être les familles avec enfants.

Il semble toutefois que les familles n'aient pas intérêt à se grouper pour bénéficier des largesses promises : la SNCF vient de nous refuser la gratuité pour un déplacement collectif de jeunes scolaires à Lanslebourg le 3 mars. Chaque maman serait-elle obligée de faire un petit tour dans le Jura pour que son enfant profite des regrets de la direction de nos chemins de fer ?

JEAN-PIERRE PITON, (Buc, Fretzner).

## Le Monde

7, RUE DES ITALIENS, 75-47 PARIS CEDEX 09  
Télex MONDPAR 65872 F  
Téléphone : (1) 45-23-06-31  
Tél. : (1) 42-47-97-27

Édité par la S.A.R.L. Le Monde

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication  
Anciens directeurs : Hubert Beau-Méry (1944-1969), Jacques Fattet (1969-1982), André Larrous (1982-1985)  
Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.  
Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société : Société civile « Les Rédacteurs du Monde », Société anonyme des locuteurs du Monde, Le Monde-Entreprises, M.M. André Fontaine, gérant, et Hubert Beau-Méry, fondateur.  
Administrateur général : Bernard Wozniak  
Rédacteur en chef : Daniel Vernet.  
Correspondant en chef : Claude Salas.

### Le Monde PUBLICITE

5, rue de Montpensier, 75007 PARIS  
Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71  
Télex MONDPUB 206 136 F

Le Monde USPS 705-910 is published daily, except Sundays for \$ 400 per year by Le Monde c/o Speedpost, 46-46 25th street, L.G.I. N.Y. 11104. Second class postage paid at New York, N.Y. postmaster : send address changes to Le Monde c/o Speedpost U.S.A. P.M.C., 46-46 25th street, L.I.C., N.Y. 11104.

### ABONNEMENTS BP 507 09

75422 PARIS CEDEX 09  
Tél. : (1) 42-47-98-72

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois  
FRANCE  
354 F 672 F 954 F 1 200 F  
TOUS PAYS ÉTRANGERS  
PAR VOIE NORMALE  
687 F 1 337 F 1 952 F 2 530 F  
ÉTRANGER (par mandat)  
L - BELGIQUE-LUXEMBOURG  
PAYS-BAS  
399 F 762 F 1 089 F 1 380 F  
IL - SUISSE, TUNISIE  
504 F 972 F 1 404 F 1 980 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.  
Changements d'adresse délimités ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.  
Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

### Le Monde TÉLÉMATIQUE

Composé 36-16 - Tapes LEMONDE

Reproduction interdite de tous articles sauf accord avec l'administration  
Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437  
ISSN : 0395 - 2057

# Etranger

## RFA: verdict à Bonn La condamnation à de lourdes amendes de deux anciens ministres met provisoirement fin à l'affaire Flick

Bonn  
de notre correspondant

Le tribunal de Bonn a mis un terme, lundi 16 février, au plus grand scandale politico-financier ouest-allemand de l'après-guerre en rendant un verdict à double sens dans le procès Flick (le Monde du 17 février). Si le principal chef d'accusation - la corruption - n'a pas été retenu contre les trois accusés, le juge s'est cependant référé à son blâmant jugement. « Un soupçon qui n'est pas insignifiant » - pour reprendre les attendus du verdict - continue à peser sur Otto Graf Lambsdorff et Hans Friedrich, anciens ministres de l'économie, et Eberhard von Braunschweig, ancien ministre de l'économie et du développement.

Au terme d'un procès qui aura duré dix-huit mois, les trois hommes sont sortis libres du tribunal. Ils ont été condamnés pour fraude fiscale à des peines inférieures à celles réclamées par l'accusation publique: M. von Braunschweig à deux ans de prison avec sursis et 500 000 marks d'amende, MM. Lambsdorff et Friedrich à respectivement 180 000 et 61 500 marks d'amende. M. von Braunschweig était accusé d'avoir systématiquement contourné le fait de constituer pour le groupe Flick une « caisse noire » servant à financer ses amis politiques. M. Friedrich, entré en 1977 au conseil d'administration de la Dresdner Bank, a été condamné pour avoir utilisé le truchement d'associations d'intérêt public servant de couverture pour faire dégrèver d'impôts les donations de sa banque aux partis politiques. M. Lambsdorff a été condamné pour avoir détourné les fonds du trésorier du parti libéral, sous un réseau de sociétés factices pour établir de fausses factures en échange de fonds reçus par le FDP.

L'utilisation à grande échelle de fausses factures et d'associations d'intérêt public de couverture était devenue depuis les années 50 une pratique généralisée dans tous les partis politiques. Sa découverte en 1975 par les agents des contributions, à la suite d'un banal contrôle fiscal, avait suscité un énorme émoi dans l'opinion, conduisant à la mise en cause de très nombreux responsables politiques de tout premier plan et à des procès en série dans le milieu des affaires et de la finance. Du chancelier Kohl au président du Parti social-démocrate, M. Willy Brandt, il n'est presque pas un dirigeant du pays qui n'ait eu à répondre de ses agissements devant la commission d'enquête parlementaire mise en place pour tirer les conséquences de l'affaire sur le plan législatif.

### Une comptabilité bien tenue

Le scandale, qui avait provoqué en 1984 la démission du président du Bundestag, Rainer Barzel, n'avait toutefois pris sa véritable dimension qu'avec la mise à jour des agissements de l'ancien groupe industriel Flick. Non seulement les sommes en jeu étaient très importantes, mais ce groupe, l'un des fleurons de l'industrie allemande, traitait derrière lui une histoire sulfureuse. Condamné à sept ans de prison par le tribunal de Nuremberg après la guerre, son fondateur, Friedrich Flick, avait dû à une partie de sa réussite aux largesses dont il avait fait preuve à l'égard des dirigeants de la République de Weimar puis du Parti nazi. Il n'en a pas fallu davantage pour rappeler aux Allemands de l'Ouest de sombres souvenirs. Le petit carnet de comptabilité du groupe, qui restera dans les annales,

contenait les noms de presque tout le Gotha politique avec en face de chacun d'eux, des dates et des sommes. Cette découverte a notamment conduit les enquêteurs à s'interroger sur la collusion entre les générosités de M. von Braunschweig envers le Parti libéral et un dégrèvement fiscal de 800 millions de Deutschmarks accordés par le ministre de l'économie au groupe Flick sur le produit de la vente de 20% des actions qu'il détenait dans Mercedes. Le dossier avait été traité à l'époque par MM. Hans Friedrichs et Otto Graf Lambsdorff, qui s'étaient succédés comme ministres



de l'économie dans le gouvernement de M. Helmut Schmidt. Bien que très contesté au sein même de l'administration, le fameux dégrèvement avait été finalement accordé grâce à un artifice de la législation sur l'investissement des bénéfices des entreprises.

Les procureurs du dossier Flick ont finalement estimé que le rapprochement des faits était suffisamment troublant pour justifier les trois soupçons. Trois inculpations ont été retenues et tentatives de prise d'influence sont lancées en juin 1984 contre MM. Friedrichs, Lambsdorff et von Braunschweig. Cette inculpation a fait couler beaucoup d'encre. Comme l'a rappelé lundi le juge - pour le déplorable - elle a provoqué à plusieurs reprises la mise en cause de l'indépendance de la justice au sein de la magistrature. Si l'accusation publique, comme elle l'a souligné au cours de son réquisitoire, le 29 janvier dernier, en route à sa conviction de la culpabilité des trois accusés, il était devenu rapidement clair qu'elle n'arriverait pas à la prouver. Dans un pré-verdict, le président du tribunal avait annoncé dès l'année dernière qu'il considérait cette partie du dossier comme close.

HENRY DE BRESSON.

## Le Forum international de Moscou Andrei Sakharov a applaudi le discours de M. Mikhaïl Gorbatchev au Kremlin

Andrei Sakharov, comme le reste de l'assistance, s'est levé pour applaudir le discours prononcé, lundi 16 février, au Kremlin, par M. Gorbatchev devant les participants au Forum international pour un monde sans armes nucléaires, pour la survie de l'humanité. La télévision soviétique a plusieurs fois montré des images de l'académ-

icien. Celui-ci, toutefois, n'a pas participé comme on s'y attendait à la conférence de presse donnée dans la soirée par certaines des personnalités invitées au Forum.

Le discours du secrétaire général du PC soviétique est accueilli de manières diverses à l'étranger. A Londres, le ministre adjoint au Foreign Office, M. Timothy Renton, a estimé qu'il y a un réel effort au sommet pour changer de politique en URSS et que l'Occident doit en être conscient. Aucune réaction officielle n'a encore été enregistrée à Washington, où une relative déception s'exprimait néanmoins devant le fait que M. Gorbatchev n'a avancé aucune proposition nouvelle en matière de désarmement.

## « Nous avons besoin d'une vaste démocratisation de toute la vie sociale »

Voici, sur les différents aspects abordés, les passages les plus marquants du discours prononcé le lundi 16 février devant le Forum international, à Moscou, par M. Gorbatchev.

### LE DANGER DES ARMEMENTS NUCLÉAIRES

« Aujourd'hui, un sous-marin stratégique porte un potentiel d'extermination égal à plusieurs secondes guerres mondiales. Et ces sous-marins se comptent par dizaines et, à part eux, il y a encore bien d'autres systèmes nucléaires. Il est impossible de se représenter cet enfer (...)

Après la seconde guerre mondiale (comme d'ailleurs après la première), des tentatives ont été faites pour instaurer un ordre mondial qui empêcherait la massacre des peuples de se répéter (...)

Après une guerre nucléaire, il n'y aura plus de problèmes. Car il n'y aura plus personne pour se réunir, pas même autour d'une table de négociations. Mais autour d'une souche. Autour d'une pierre. Une seconde arche de Noé ne survivra pas au déluge nucléaire.

### LA « RESTRUCTURATION » EN URSS

« Vous êtes venus en Union soviétique à un moment où des transformations révolutionnaires sont en cours dans notre pays. Elles ont une importance considérable pour notre société. Pour le socialisme dans son ensemble et pour le monde entier.

Ce n'est qu'après avoir compris leur contenu, leur sens et leurs objectifs que l'on peut juger correctement de notre politique internationale. Devant mon peuple, devant vous et devant le monde entier, je déclare en toute responsabilité que notre politique internationale est plus que jamais déterminée par notre politique intérieure, par l'intérêt que nous avons à nous consacrer sur notre travail d'éducation, afin de développer notre pays. C'est précisément pour cette raison que nous avons besoin d'une paix stable et d'une

orientation prévisible et constructive des relations internationales (...)

« Eh bien, la restructuration que nous avons engagée sur une aussi vaste échelle, et qui est irréversible, montre à tous dans quelle direction nous voulons orienter nos réformes (...)

« (...) Notre intention principale est de faire valoir le potentiel du socialisme en mettant en œuvre les forces de tout le peuple. A cet effet, nous avons besoin que fonctionnent librement et à plein régime toutes les organisations sociales et d'Etat (...). Nous avons besoin d'une vaste démocratisation de toute la vie sociale (...)

« Mais nous voulons que l'on nous comprenne bien. Nous espérons que la communauté mondiale saura enfin reconnaître que si nous désirons rendre notre pays meilleur, personne n'aura à en pâtir. Le monde entier ne fera qu'y gagner.

### LES « PROBLÈMES HUMANITAIRES »

« Tout le monde peut constater que nous avons de nouvelles approches des problèmes humanitaires, classés dans la « troisième corbeille d'Iélaïski ». Je dois pourtant découvrir ceux qui violent le résultat des pressions que l'Occident exerce sur nous. Ceux qui pensent que nous cherchons à plaire tout en dissimulant nos véritables objectifs. Non, il faut y voir un autre résultat de la nouvelle mentalité.

### LE DÉSARMEMENT

« Je voudrais revenir sur Reykjavik. Ce n'a pas été un échec. Mais une période. Les négociations n'ont pas été des négociations ordinaires. Mais une heure de vérité quand une perspective fantastique nous permettait de nous engager dans la voie d'un monde dénucléarisé s'est dessinée (...)

« Si Reykjavik a provoqué partout dans le monde une réaction aussi violente, c'est que nous y avons travaillé. Le problème de la réduction des arsenaux nucléaires dans un registre conceptuel fondamentalement nouveau, comme un problème à la fois politique et psychologique, et

non comme un problème purement militaire et technique. On a presque trouvé la solution. Mais qu'aurait-on fait de ce « presque » qui nous empêche, à Reykjavik, d'atteindre la ligne d'arrivée? (...) Quand, à un moment donné, les deux parties ont convenu à Reykjavik de réduire radicalement leurs arsenaux nucléaires pour les liquider par la suite, cela signifiait pratiquement qu'elles reconnaissaient que l'arme nucléaire ne pouvait plus garantir pleinement la sécurité. Ce qui s'est produit à Reykjavik a changé irrévocablement le caractère et l'essence même des débats sur un monde futur.

### LA DISSUASION

« Pas mal de gens croient sincèrement que l'arme nucléaire est un mal nécessaire pour conjurer le mal encore plus redoutable qu'est la guerre. C'est la thèse qui se trouve à la base de la doctrine de la dissuasion nucléaire (...). La politique de dissuasion ne réduit pas l'éventualité de conflits militaires, mais au contraire l'accroît. Néanmoins, même après Reykjavik, on continue à s'accrocher à cette doctrine.

### Revenant plus loin sur le même sujet, M. Gorbatchev déclare :

« Il est nécessaire que le renouveau de la dissuasion nucléaire ne s'effectue pas dans les mains aux amateurs des aventures militaires.

« C'est un problème important. Certains en voient la solution dans le perfectionnement d'autres composants de la puissance militaire, des armements conventionnels. Ce n'est pas la bonne voie. Elle est vicieuse.

### LA MILITARISATION DE L'ESPACE

« La menace de voir la course aux armements s'étendre à l'espace souligne le caractère exceptionnel, et je dirais même dramatique, de la situation. Si cela se produit, l'idée même du contrôle des armements se trouvera compromise (...). La désattribution deviendra alors un fait et revêtira un caractère de crise. Le risque d'un déclenchement accidentel de la guerre augmentera considérablement (...)

« A cette occasion, je voudrais évoquer les passions qui se sont déchaînées ces derniers jours au sujet du déplacement du premier échelon de l'IDS. Les partisans de cette mesure insistent sur une « plus large interprétation » du traité ABM (...)

« Il s'agit en réalité de la rupture du traité ABM. Car le sens politique de ce document consistait, dès le début, à assurer la stabilité en se gardant de déployer la défense antimissiles et, par là même, à mettre un terme à la rivalité états-unienne et soviétique, et particulièrement dangereuse à l'ère nucléaire, entre le bouclier et le glaive (...)

### LES CONFLITS RÉGIONAUX

« Le règlement des conflits régionaux est un impératif de notre temps. Quant à notre approche de ce problème, il suffit pour s'en faire une idée de prendre l'exemple de nos initiatives concernant le Proche-Orient. C'est un point névralgique où se croisent les intérêts de nombreux Etats et pas seulement des Etats arabes et d'Israël. C'est un carrefour d'histoires, de religions, de cultures. Aussi ne saurait-on accepter ici qu'une approche extrêmement sérieuse, circonspecte, je dirais délicate, et non pas des coups, des raids relevant de la piraterie, une menace permanente d'usage de la force armée.

« Nous disons : cherchons cette approche. Il faut agir [ainsi] en ce qui concerne la guerre iranienne, la crise en Amérique centrale, le problème afghan, l'Afrique australe, la situation en Indochine. L'essentiel est de respecter strictement le droit des peuples de choisir eux-mêmes leur avenir, de ne pas s'ingérer dans les affaires intérieures d'autres Etats.

## Dans la République autonome de Carélie Des policiers sont condamnés pour sévices

MOSCOU  
de notre correspondant

L'hébergement à grand tirage Ogoniok, réputé jusqu'à récemment pour son conservatisme, tente peut-être de se refaire une virginité auprès des nouveaux dirigeants de l'URSS. L'affaire qu'il révèle dans son dernier numéro paru lundi 16 février est en tout cas sans précédent. Deux policiers de Carélie, une République autonome proche de la frontière finlandaise, ont été condamnés respectivement à trois ans et demi de prison ferme et trois ans de prison avec sursis pour avoir torturé des citoyens soupçonnés d'infractions mineures, afin de les faire avouer.

L'étonnant est évidemment non pas que de tels faits se produisent dans les commissariats, ce que tout le monde sait en Union soviétique, mais qu'ils soient diffusés dans la presse et que les comptes soient sanctionnés. Les malheureux sont presque morts sous les coups, selon la description donnée par Ogoniok, mais les responsables et leurs supérieurs ont également été châtiés.

Non seulement les deux policiers ont été condamnés, mais le général Misoukine, ministre de l'intérieur de Carélie, deux de ses adjoints immédiats et un chef de bureau ont été destitués. Ogoniok fait l'éloge du courage du premier procureur de Carélie, M. Bogdanov, et d'un de ses inspecteurs qui auraient résisté à toutes les pressions, y compris les menaces de mort, pour faire éclater la vérité. Le ton de l'article d'Ogoniok et l'affaire elle-même rappellent une enquête journalistique parue le 4 janvier dans la Pravda,

concernant un journaliste ukrainien. Mais c'était alors le KGB et non le ministère de l'intérieur qui était sur la sellette. Le chef du KGB, M. Tchebrikov, avait pris la peine d'informer lui-même les populations en première page de la Pravda des sanctions prises contre le responsable local du KGB, qui avait injustement persécuté ce journaliste (le Monde des 10 et 17 janvier).

En ce qui concerne la Carélie, les faits remontent à 1985. Un ouvrier métallurgiste, M. Veikhenen, est entré par une vaine connaissance, M. Amozov, dans un vol banal. Tous deux sautent une palissade, entrent dans un garage en causant un carnage et volent deux roues de voiture.

L'été suivant, M. Veikhenen est convoqué au service du personnel de son usine. Il y trouve deux policiers nusculés qui l'invitent à les suivre. Selon le rapport de la police, ce citoyen est interrogé normalement, mais il refuse de parler. La réalité est tout autre. L'un des deux policiers étrangle le suspect au point de lui faire sortir la langue de la bouche et les yeux de leurs orbites. Selon le rapport médical établi par la suite, M. Veikhenen a en outre la tête éclatée, en raison des coups qu'il a reçus.

Dans un autre cas, un monteur, M. Galachov, victime des mêmes policiers, a été torturé pratiquement sous contrôle médical. On lui avait fait enfiler un masque à gaz, et le médecin du commissariat avait indiqué combien de temps on pouvait sans risques excessifs le laisser étouffer en fermant la valve du masque.

DOMINIQUE D'HOMBRES.

## L'académicien et l'IDS

Certains participants au Forum international de Moscou ont relevé que l'académicien Andreï Sakharov avait critiqué, lors de la séance au cours de laquelle il s'est exprimé à huis clos, la position soviétique au sujet de l'initiative de défense stratégique (IDS ou « Guerre des étoiles ») du président Reagan.

Andreï Sakharov avait déjà exprimé ce point de vue dès le 29 décembre dans un entretien avec le correspondant de l'AFP à Moscou. « Je suis sceptique à l'égard de l'IDS, dit-il, et c'est un programme qui ne me plaît

pas. Il est destructif et inutile. Mais il ajoutait : « Il est important de se mettre d'accord pour que l'empire des trèves sur l'IDS ne soit pas un sujet de division. Il ne faut pas poser d'ultimatum et considérer l'IDS comme un obstacle à la solution des autres problèmes de désarmement. (...) Le concept du paquet rigide [tel qu'exposé par les Soviétiques à Reykjavik] n'est pas correct, il compromet les chances de parvenir à un accord » (le Monde du 1er janvier 1987).

## Association nationale des organisations des psychologues (A.N.O.P.)

édite le premier répertoire des psychologues qui contient près de 8 000 noms de psychologues professionnels, classés par département et localité.

« Un outil précieux pour tous : professionnels, utilisateurs, pouvoirs publics, entreprises, etc.

« Un symbole d'unité.

70 F franco

Commande à adresser :  
Association nationale  
des organisations de psychologues  
23, rue Serpente, 75006 Paris  
Tél. : (1) 43-28-18-64.

- Association nationale des conseillers d'orientation de France
- Association des enseignants en psychologie des universités
- Association française des centres de consultations conjugales
- Association française des psychologues scolaires
- Association nationale des psychologues de l'enseignement catholique
- Ecole des psychologues praticiens
- Société française de psychologie
- Syndicat national des enseignants de second degré
- Syndicat national de l'enseignement supérieur
- Syndicat national des psychologues
- Syndicat des psychologues de l'éducation nationale.

Le Monde  
Publicité  
L'abonnement à ce journal est obligatoire pour les abonnés aux services de l'Etat.

سكزا من الاموال

سكزا من الالجل

### ILS SONT TOUJOURS DANS LES CAMPS!

Malgré les libérations de ces derniers jours, et en particulier celle de BEGUN, KLEBANOV, KORJAGINE et OGORODNIKOV restent emprisonnés. LIBÉREZ KLEBANOV, KORJAGINE, OGORODNIKOV ET LEURS COMPAGNONS

Anatoli Martchenko, détenu depuis un quart de siècle quasiment sans interruption, est mort dans la prison de Tchistopol, à l'âge de quarante-huit ans.

Le 4 août 1986, il avait entamé une nouvelle grève de la faim. Il voulait protester contre les mauvais traitements et les souffrances qui lui étaient infligées, il voulait protester contre l'interdiction de voir sa femme, qu'il n'avait plus revue depuis le 9 avril 1984. Ses bourreaux ont eu raison de lui. Alors même qu'ils avaient proposé à sa femme de l'autoriser à partir en Israël, ils n'avaient pas répondu à sa demande élémentaire de le rencontrer pour en discuter avec lui.

La mort d'Anatoli Martchenko est un avertissement sinistre. Des centaines de Martchenko peuplent les prisons, les camps, les hôpitaux psychiatriques de l'URSS.

Avant Martchenko, ont trouvé la mort dans les camps : Iouri Galanskov, Vassili Stous, Valeri Marchenko, Mark Morozov... Peut-on admettre que cette liste funèbre s'allonge encore?

Des centaines de prisonniers politiques soviétiques sont menacés de subir le même sort. Le destin de certains d'entre eux est particulièrement tragique.

Vladimir Klebanov, le mineur qui a fondé, en février 1978, le premier syndicat libre en URSS, est détenu en hôpital psychiatrique et abrutit de drogues depuis huit ans déjà!

Anatoli Korjaguine, médecin psychiatre, condamné à sept ans de camp pour avoir dénoncé l'utilisation de la psychiatrie à des fins de répression politique, est dans un état inquiétant, après plusieurs grèves de la faim. Les autorités interdisent à sa femme de le voir.

Alexandre Ogorodnikov, âgé de trente-six ans, croyant, est détenu depuis huit ans en camp. Son crime? Vouloir pratiquer sa foi librement et diffuser ses opinions religieuses. Il a déjà menacé de se suicider pour échapper aux brutalités et aux humiliations dont il est la victime.

Après la mort d'Anatoli Martchenko, cela suffit.

Nous réclamons la libération de Klebanov, Korjaguine, Begun, Ogorodnikov et tous leurs compagnons, coupables du seul crime de vouloir exprimer en toute liberté leurs opinions politiques, philosophiques ou religieuses ou d'organiser leurs camarades de travail pour défendre leurs droits, leurs revendications et leur dignité.

**SIGNATAIRES :** J. Ayme/Cl. Bourdet; J.-C. Blazy; G. Birseben; C. Broeders; J.-C. Barthelet; M. Barthélemy-Madaule; M. Broué; P. Broué; M. Bonnet; A. Barbe; R. Bellef; C. Creste; F. Castaing; H. Caran; N. Carain; J. Collin; L. Charvreyron; G. Caré; J. Derrida; J.-P. Daudrey; J. Durup; A. Delage; J. Dumont; Y. Dechezelle; K. Dorey; G. Ellet; R. Eslemble; J.-L. Enis; J.-P. Faye; J. Follère; R. Follère; Cl. Fromager; G. Fromager; N. Fossat; G. Faidière; P. Fougeyrolas; P. Gendre; Ph. Guillo; S. Gay; D. Gros; A. Granouillac; F. Guérin; Ph. Guillard; J.-P. Guillard; J.-L. Heully; M. Holzman; F. Joicler; D. Jacoby; R. Jean; J. Julliard; J. Le Golf; A. Laguez; K. Le Port; J. Maire; V. May; J.-P. Mathieu; J. Marangé; P. Maria; J. Madaille; A. Minikowski; J.-J. Marie; P. Pelissier; M. Parnelin; J. Pasquel; E. Pignon; R. Peroux; G. Perrault; J. Pontillon; A. Perceval; P. Raoux; J. Rapaport; M. Roumer; Cl. Roy; M. Revol; L. Schwartz; F. Spieglemann; P. Soulier; J. Teissier; Ch. Tillon; R. Tillon; A. Touraine; N. Trintignant; Gl. Truche; C. Truche; B. Tavernier; J.-P. Verant; A. Mouré; J. Perronne; C. Lidove; M. Rémy; G. Lagrost; Fr. Longone; P. Marx; B. et G. Cornu; D. et M.-J. Rolléau; J.-C. Dreyfus; L. Mainguy.

Envoyer signatures de soutien au Comité international contre la répression 61, rue Beaumont, 75139 Paris Cedex 03  
CCP : ZZ.02.2310.06711.7 Banque centrale des coopératives des mutuelles 12, place de la Bourse, 75002 Paris

**LE MONDE** diplomatique **DÉFENSE**  
LE RÔLE DE L'ARMEMENT PRÉSTRATÉGIQUE FRANÇAIS  
NUMÉRO DE FÉVRIER - EN VENTE PARTOUT

**VU?**  
LONDRES  
650F  
ALLER-RETOUR  
TARIF J MOINS UN.  
Pour bénéficier de ce tarif, trois simples conditions:  
- le billet aller-retour doit être acheté au plus tard la veille du départ;  
- réservation du départ - la veille du départ;  
- réservation du retour - la veille du retour.  
Ce tarif est valable jusqu'au 14 avril 1987 pour tout séjour de 14 jours au plus.  
Pour tous renseignements complémentaires, adressez-vous à Air France ou à votre Agent de voyage.

## Europe

URSS : la « nouvelle politique » de M. Gorbatchev

### Les survivants du « brejnévisme »

Le mouvement se ralentit, en revanche, lorsque l'on passe aux Républiques et aux régions. Dans ces deux catégories, la proportion des rescapés du brejnévisme est identique et dépasse 35 % du total. Elle frôle à 40 % chez les premiers secrétaires régionaux si l'on tient compte des huit fonctionnaires qui ont fait l'objet d'un transfert latéral d'une capitale à une autre, et dépasse de loin la moitié si l'on

depuis... 1961), et quelques autres cas du même acabit.

On avait déjà relevé, à l'occasion du dernier congrès du parti, l'anomalie qu'avait constituée la reconduction à leur siège de vétérans pourtant mis à la retraite dès 1985, tels que MM. Tikhonov, ancien chef du gouvernement, Bafakov, ancien président du Gosplan, Ponomarev, ex-secrétaire du parti, etc. Depuis lors, au moins douze autres membres titulaires du comité central ont été relevés définitivement de leurs fonctions, et ce nayan des retraités ne peut que grossir avec la nouvelle relance de la campagne d'épuration.

#### Le « taux de stagnation »

FONCTIONS EN FÉVRIER 1987	TOTAL	OCCUPAIENT la même position en octobre 1982	
			%
Politburo : membres	11	3	30
suppléants	8	2	25
Secrétariat	12	2	16
Chefs des départements du comité central	19	2	10,5
Premiers secrétaires de républiques	14	5	35,7
Premiers secrétaires de région (1)	157	53 + 8	38,8
Vice-présidents du conseil des ministres	12	1	8,3
Ministres (1)	87	21 + 4	28,7
Membres titulaires du comité central	307	175	57

(1) Pour les secrétaires de régions et les ministres, nous avons distingué, parmi les anciens, ceux qui n'ont pas changé de poste depuis octobre 1982 (premier chiffre) et ceux qui exercent déjà les mêmes responsabilités sous Brejnev, mais dans une autre région ou un autre ministère (second chiffre). Le pourcentage indiqué englobe l'ensemble de ces deux catégories.

considère qu'au moins dix-neuf des nouveaux chefs de région étaient déjà secrétaires (pas premiers) en 1982.

#### La résistance à la « nouvelle pensée »

Encore ce point de référence de 1982 donne-t-il qu'une pâle idée de la longévité de certains de ces « préfets » au vaste pouvoir que sont les chefs régionaux du parti. Sur les cinquante-six « anciens » recensés dans cette catégorie, vingt et un sont en place depuis plus de dix ans et neuf depuis plus de quinze ans, c'est-à-dire qu'ils ont échappé à la purge des dernières années, tout en ayant largement profité de l'âge d'or brejnévien. Intéressante est aussi la répartition régionale de ce groupe. Pour un taux de stagnation moyen de 33,7 % à la tête des régions, celui de l'Asie centrale, vio-

le groupe le plus compact au comité central : sur ses trois cent sept membres titulaires actuels, soixante-douze sont premier secrétaire de région, contre quarante-cinq personnes, par exemple, pour le groupe des ministres.

Or ce comité central lui-même échappe à la règle observée plus haut. Bien que situé à Moscou, c'est lui qui accuse le plus fort taux de stagnation (57 %) de toutes les institutions soviétiques, pour la simple raison qu'il est le point de convergence de la haute nomenclature et de ses divers retranchements. Et ce n'est peut-être pas un hasard si l'on retrouve dans la liste des orateurs au dernier plénum, surtout parmi ceux de la seconde journée, quelques-uns des grands anciens de cette enceinte : M. Gromyko, qui a ouvert le feu le 28 janvier, le maréchal Sokolov, ministre de la défense, M. Mamiakine, recordman de la longévité au poste de premier secrétaire régional (il dirige le parti à Omsk

#### Le projet de « conférence du parti »

M. Gorbatchev devra-t-il attendre le prochain congrès régulier, en 1991, pour les voir abandonner leur siège et... cesser d'entendre leurs éventuelles réclamations à chaque plénum? C'est là sans doute le véritable enjeu du projet de « conférence du parti » annoncé pour l'an prochain, mais dès maintenant l'ambiguïté prédomine.

Pour les uns, une telle conférence n'a pas qualité pour renouveler les organismes dirigeants, cette prérogative étant réservée au congrès. D'autres font valoir que le précédent de la conférence de 1941 plaide dans l'autre sens : c'est à cette occasion que plusieurs dirigeants historiques avaient fait leur entrée au comité central, dont Mikhaïl Soslov, le fameux « faiseur de rois » de l'après-Staline, et qui n'était même pas présent à l'époque.

En sens inverse, Khrouchtchev s'était trouvé devant le même problème après sa victoire sur le groupe Molotov en 1957. Dans l'espoir de pouvoir travailler avec un comité central reflétant la nouvelle situation dans sans avoir à attendre le congrès régulier de 1961, il avait convoqué, en 1959, un congrès extraordinaire, qui devint le vingt et unième. Mais, finalement, on explique que ce congrès étant « hors série », il ne convenait pas d'y procéder à des élections. Déjà, pourtant, celui qui annonça cette précision fut le même Soslov, qui cherchait alors à limiter les pouvoirs du premier secrétaire.

Autrement dit, les précédents n'ont guère de valeur : tout dépend du pouvoir de l'homme en place à la date considérée. Et, dans ce domaine, M. Gorbatchev a encore beaucoup à faire.

MICHEL TATU.

(1) Rappelons que ces banques de données sont consultables en ligne, en France ou de l'étranger, pour tout souscripteur d'un abonnement spécial. Ecrire au *Moskva* (SOVT), 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

#### BIBLIOGRAPHIE

### Tout et plus sur l'Europe de l'Est

Comme chaque année, La Documentation française publie le numéro spécial de *Notes et études documentaires* consacré à l'URSS et à l'Europe de l'Est, une livraison fort appréciée des spécialistes ou amateurs, qui y trouvent sous forme synthétique un bilan des événements politiques et économiques des neuf pays concernés pendant le second semestre de 1986 et le premier semestre de 1986.

Comme d'habitude, ces études par pays sont complétées par quelques coups de projecteur particuliers : cette fois, ils sont braqués sur une approche de type sociologique des rapports entre religion et société en Pologne, en Tchécoslovaquie et en Hongrie, sur les efforts déployés en Hongrie pour tenter d'introduire un modèle de socialisme de marché, et aussi sur la politique du monde communiste à l'égard du Proche-Orient et sur les échanges artistiques entre la France et l'URSS.

C'est aussi une série de monographies consacrées à l'Europe de l'Est (URSS, cette fois, non comprise) qui constitue l'essentiel du « panorama » publié par le *Courrier des pays de l'Est* (les deux publications sont éditées par la Documentation française). Conformément à son titre, ce « panorama » s'efforce de prendre plus de recul et de ne pas s'intéresser seulement aux événements les plus récents. Là aussi, plusieurs études de caractère général complètent le tableau.

Ceux qui s'intéressent à l'autre Europe, mais que la lecture de ces savants et intéressants articles laisserait un peu sur leur faim, trouveront un supplément d'âme et de vie dans le troisième numéro de la *Nouvelle Alternative*, qui s'interroge sur les changements en cours en URSS.

\* *L'URSS et l'Europe de l'Est*, édition 1986, sous la direction de Thomas Schreiber et du CEDUCEE. N° 4817 des *Notes et études documentaires* de La Documentation française, 256 p., 48 F.  
\* *Panorama de l'Europe de l'Est*, numéro spécial du *Courrier des pays de l'Est*, 302 p., 120 F.  
\* *La Nouvelle Alternative*, numéro de décembre 1986, 14-16, rue des Petits-Hôtels, 75010 Paris, 73 p., 60 F.

et, même si c'est à travers le prisme des mouvements d'opposition, donne une vision souvent très concrète des réalités vécues au bord de la Vistule, de la Vistula, du Danube, et de quelques autres rivières.

J. K.

Jean Chesneaux  
**Transpacifiques**  
Observations et conditions de voyage sur les routes et les ports du Canal de Suez  
Ce parcours du Pacifique — un des lieux stratégiques dans lequel s'élaborent les nouvelles données du jeu mondial — s'inspire des six longs voyages que Jean Chesneaux y a effectués. Souvenirs personnels, évocations littéraires, information documentaire et analyses politiques s'y entrecroisent pour le plaisir du lecteur. 89 francs  
Editions La Découverte

# Proche-Orient

La tournée européenne du chef de l'Etat libanais et la situation à Beyrouth-Ouest

## Le président Gemayel vient à nouveau à Paris plaider la cause du Liban

Troisième étape d'une tournée européenne qui l'a mené à Bruxelles, puis à Londres, le président Gemayel était attendu mardi 17 février à Paris pour une visite officielle de quarante-huit heures. Le chef de l'Etat libanais, qui devait être accueilli par le premier ministre, aura au cours de son séjour des entretiens avec MM. Mitterrand, Chirac, Jean-Bernard Raimond et Polser.

Lorsqu'il était venu, il y a un an, pratiquement pour le même motif, au sommet franco-libanais, M. Amine Gemayel avait presque fait figure de postérité, tant son séjour semblait embourber Paris. Empêché pour d'obscures raisons de prononcer son discours, relégué au fond de la tribune de la salle des Congrès du château de Versailles, le chef de l'Etat libanais n'avait pas, c'est le moins que l'on puisse dire, malgré un entretien avec M. Mitterrand, été accueilli avec le chaleureux que la France réserve dans son discours au Liban.

La situation du président libanais paraissant peut-être alors trop précaire à certains, un mois après son refus d'entériner au Liban l'accord de Damas signé entre les chefs de milices chiites, chrétiennes, et druzes. Cette époque semble aujourd'hui révolue et le président Gemayel est sorti renforcé de sa résistance au diktat syrien. La campagne menée un temps sous l'égide de Damas contre sa présence à la tête de l'Etat a été abandonnée. Le chef de l'Etat libanais a profité des événements pour biser son troisième exchacé avec Damas et multiplier les contacts tant avec les pays

arabes qu'avec les pays européens et avec le Vatican. Des voyages qui n'ont sans doute pas toujours plu à Damas, comme par exemple le rencontre de Tunis avec le numéro deux de l'O.L.P., Abou Isid. L'étape londonienne que vient d'effectuer, avant celle de Paris, le président libanais a, à cet égard, après la brutale rupture entre Londres et Damas, quel que soit le brève. « Le président ne veut plus agir en fonction de ce qu'en diront les autres », dit-on dans son entourage. Il est vrai aussi que l'affaire Terry Waite, principal sujet de conversation avec les dirigeants britanniques, a donné lieu à un petit rapprochement entre la Syrie et la Grande-Bretagne.

Quoi qu'il en soit, le président Gemayel a en jouant de l'importance de sa fonction, symbole, au-delà de sa personne, de la pérennité de l'Etat.

C'est donc un président plus assuré qui vient aujourd'hui à Paris plaider une nouvelle fois l'appui à la légalité libanaise et à un pays confronté pour la première fois, en onze ans de guerre, à une situation économique catastrophique qui affecte profondément la vie des plus démunis, musulmans ou chrétiens. « On parle beaucoup, en ce moment, du Liban à propos du drame des Palestiniens », nous dit-il, « mais le Liban est un pays qui ne peut que servir de point de départ à une réflexion plus globale. Lors de son voyage à Bruxelles, où il a été reçu par la CEE, le président Gemayel a demandé l'aide de l'Europe au plan de reconstruction du Liban. « Le moment venu ». Mais, en attendant, la CEE s'est engagée à débiter une aide urgente de 84 millions d'ECU. Nul doute que le président

libanais compte particulièrement sur Paris pour faire valoir les intérêts de son pays au sein de la CEE.

Sur le plan politique, le président Gemayel fera part aux dirigeants français des récents entretiens qu'il a eus d'une part, à Koweït, avec le président syrien - il ne l'avait pas revu depuis plus d'un an - et ensuite à Amman avec le roi Hussein. Ce dernier semble à son tour vouloir jouer le médiateur entre Beyrouth et Damas puisqu'il s'est rendu, immédiatement après sa rencontre avec le président Gemayel, dans la capitale syrienne pour de longs entretiens avec le président Assad.

### Une étroite marge de manœuvre

On souligne dans l'entourage du président libanais que celui-ci fera valoir à ses interlocuteurs français que sa rencontre avec le président syrien ne signifie pas, ipso facto, la fin de la tension syro-libanaise. La France, dit-on, ne doit pas se laisser sur les résultats d'un éventuel sommet Gemayel-Assad. Même si celui-ci a lieu prochainement, souligne un proche du président libanais, il ne pourrait régler tous les problèmes qui découlent de l'existence à Damas et des obstacles sur la voie de l'entente restent importants.

Le président Gemayel, dont ce sera la première rencontre avec M. Chirac, insistera sans doute aussi sur l'importance du maintien de la présence culturelle française au Liban. Le sort des otages, pour lesquels le président libanais ne peut pratiquement rien, devrait aussi être abordé et le président Gemayel insistera à cet égard sur le caractère de ne pas céder au terrorisme d'où qu'il vienne.

La marge de manœuvre du président, qui régit sur un Etat éclaté, occupé et dont le pouvoir ne s'exerce réellement que sur une toute petite partie du territoire, reste cependant très étroite.

FRANÇOISE CHÉPAIL.

## La « guerre entre alliés » tend à éclipser la « guerre des camps »

Le président du comité exécutif de l'O.L.P., M. Yasser Arafat, a lancé lundi 16 février à Tunis un appel à la « conscience mondiale » pour qu'elle intervienne contre le « génocide » du peuple palestinien dont le blocus des camps de réfugiés au Liban continue sous les bombes après quelques « éclaircies » destinées, a-t-il dit, à arrêter la pression internationale sur les assiégés.

A Beyrouth, le Hezbollah (pro-iranien) a nié tout lien implicite dans l'enlèvement de M. Terry Waite, ambassadeur de l'archevêque de Canterbury, disparu au Liban depuis le 20 janvier. Dans

un communiqué, ce parti « regrette profondément » les accusations en ce sens portées la veille contre lui par M. Waite, ambassadeur de l'archevêque de Canterbury, et du Parti socialiste progressiste (PSP) dont les miliciens étaient chargés de la protection de M. Waite depuis son arrivée à Beyrouth, le 12 janvier.

« Les propos de M. Arafat ne peuvent être qu'une imposture lors de déclarations faites pour apaiser la réaction de la presse occidentale aride de nouvelles déclarations concernant les otages détenus au Liban », écrit le communiqué.

### BEYROUTH de notre correspondant.

Une guerre chasse l'autre, ou du moins la ralentit. A Beyrouth, en l'occurrence dans son secteur musulman, la « guerre entre alliés » a pris le relais de la « guerre des camps » et l'a mise en veilleuse, sans l'arrêter. Ce n'est d'ailleurs pas la première fois que les milices théocratiques alliées de Beyrouth-Ouest, se battent entre elles.

Commencés dimanche, les affrontements entre la milice chiite Amal (du côté, le PSP (druze) et le PC (multiconfessionnelle) de l'autre, ont repris en force lundi. Cinq morts et vingt-blessés le premier jour, cinq à sept morts et trente à quarante blessés le second, mais, malgré des bilans variables, les combats ont gagné en ampleur, et en violence. Mardi matin, bien que moins intenses que la veille, ils n'étaient pas résorbés et persistaient dans certains quartiers, malgré une pause nocturne. La constitution de comités conjoints chapeautés par les observateurs syriens.

Comme d'habitude, la population civile a fait les frais de la guerre entre ses milices ; parmi les victimes se trouvent un mort et deux blessés secourus de la Croix-Rouge dont l'ambulance a été visée alors qu'il s'agissait de transporter des blessés à l'hôpital de l'Université américaine. Les incendies sont nombreux et on ne compte plus les appartements ravagés. Ce mardi matin, les rues sont quasi vides, les écoles, les magasins et les bureaux fermés. La

route côtière du Sud est coupée, les milices belligères en contrôlant des portions successives.

Deux blocs antagonistes prennent corps de plus en plus clairement à Beyrouth-Ouest : d'un côté, les « progressistes », PSP, PC et PSNS, qui forment l'ossature de l'Ex-Mouvement national du temps du pouvoir palestinien, entre 1975 et 1982 ; de l'autre, Amal, la plus fidèle alliée de la Syrie. Bien qu'eux-mêmes liés à Damas, les progressistes disposent d'un soutien soviétique en quelque sorte autonome, distinct de leur alliance syrienne.

Au sein de sa propre communauté, Amal s'affaiblit parallèlement à la montée en puissance continue du Hezbollah (Parti de Dieu), émanation de l'Iran. Quant aux sunnites, à l'origine dominants à Beyrouth-Ouest, ils subissent la situation avec constance et constamment, sans avoir pris sur elle.

La journée de lundi a été marquée par un incident moins sanglant et plus limité, néanmoins potentiellement lourd de conséquences : la Banque du Liban, suite à une menace de bombardement de la part d'une organisation dite « Action directe », inconnue jusqu'à là d'être évacuée précipitamment à 11 h 30. Ces menaces, ainsi que celles adressées samedi aux « banquiers » de façon générale, font suite à la dernière vague de hausses des spéculations étrangères qui portait le dollar aux alentours de 125 LL (et le franc au-delà de 20 LL), accentuant la paupérisation de la masse de la population. Le gouverneur de la Banque du Liban a mis en garde

contre toute atteinte au fonctionnement de son institution, « la seule institution étatique encore en service dans tout le pays », qu'avait, au demeurant, été maintenue à l'abri des hostilités durant les douze années de la guerre. Le ministre de l'éducation, M. Sélim Hoss, a pourfendu, comme à son habitude, les rixes du Liban sans que ses homélieux aient plus d'effet que ses précédentes diatribes. A propos des menaces contre les banques, il a affirmé qu'il « cherchait à voir à présent Beyrouth de ses banques après l'envoi de ses ambassades et de ses étrangers. Eclairé par tant de coups de feu, le conseil des ministres ne s'est pas réuni depuis octobre 1985 - a déclaré : « Que le gouvernement se réunisse n'importe où mais qu'il se réunisse enfin ! »

Les rivalités internes n'étant pas l'apanage du seul secteur musulman de Beyrouth, signalons qu'un accrochage entre fractions miliciennes a fait, dimanche, deux morts au moins et plusieurs blessés à Dabbayeh en secteur chrétien. La circulation a été coupée durant plus d'une heure sur l'autoroute du Nord. Les protagonistes ne sont, d'une part, des fidèles de M. Abou Nader, ex-chef des Forces libanaises et devenu du président Amine Gemayel - lui-même actuellement en visite officielle à Paris - et, de l'autre, les hommes du chef de la milice chrétienne, M. Samir Geagea.

LUCIEN GEORGE.

## La gauche, la droite et les otages

(Suite de la première page.)

« Il n'a jamais mis les pieds à Téhéran et à Beyrouth », nous a déclaré M. Maurice Ulrich, le directeur de cabinet de M. Chirac. « Il est seulement allé à Chypre et à Damas pour récupérer des otages, mais c'était bien après notre arrivée au pouvoir. » Force est de constater que jusqu'à présent, personne n'a pu apporter un début de preuve d'une implication de M. Kroussin dans des transactions parallèles. Même pas l'étrange docteur Raad, ce médecin d'origine libanaise qui vit à Arpentan et qui réussit un moment à établir le contact avec les ravisseurs. Le docteur Raad affirme bien avoir été approché en octobre 1985 par des émissaires se réclamant de M. Chirac, mais il a omis de leur demander leur identité. Il est plus prolix en revanche sur les visites qui lui ont été faites peu avant les législatives pour lui demander de « cesser de travailler avec les socialistes ».

Le *Nouvel Observateur* cite, à l'appui de la thèse d'une surenchère de l'opposition d'Irak, le président syrien Hafez el Assad, qui aurait affirmé, pour expliquer l'échec de janvier 1986 : « Un émissaire de l'opposition française a fait savoir aux Iraniens qu'ils pouvaient obtenir de bien meilleures conditions en attendant les élections. » Que vaut cette affirmation ? Là encore, il faut la replacer dans le contexte de l'époque, déjà dominée par une sourde rivalité Syrie-Irak, le président Assad se faisant fort, pour prouver le réalisme de son pouvoir, de faire libérer les otages à Damas. Ce que les Français n'ont jamais vu d'un bon œil.

Où-ils refusé au dernier moment de faire un tel cadavre à leur allié circonstanciel ? Où-ils voulu le menager en invoquant un émissaire de l'opposition française ? Cet émissaire a-t-il existé ? Le président Assad a-t-il simplement voulu masquer le canotier iranien ? Autant de questions qui restent encore sans réponse. Rappelons cependant qu'à l'époque des sources très proches de la négociation avaient expliqué son échec par l'urgence de dernière minute d'avoir à libérer non seulement Anis Naccache mais aussi les quatre autres membres de son commando, ce que M. Mitterrand aurait refusé.

Dernier argument développé par le *Matin* et le *Nouvel Observateur* : M. Chirac serait en quelque sorte passé aux aveux en déclarant le 6 janvier sur Europe 1 : « Avant même d'être au gouvernement j'ai tenté d'apporter ma petite contribution à la résolution de ce problème » des otages. Explication de M. Ulrich : « Cela ne signifie absolument pas que nous ayons mené des négociations parallèles. Cela veut tout simplement dire que Jacques Chirac, chaque fois qu'il a eu l'occasion, en tant que maître de

Paris, d'aborder ce problème avec un interlocuteur étranger pouvait avoir quelque influence dans cette affaire. Il l'a fait. Mais il ne l'a fait que pour des raisons humanitaires. » M. Denis Baudouin, le porte-parole de Matignon, utilise un langage beaucoup moins diplomatique dans l'art de démentir. « Il faut nous prendre pour les rois des salauds, nous a-t-il affirmé, pour nous soupçonner d'avoir fait retarder la libération des otages. »

Voici l'état du dossier. On ne peut souhaiter, au point où on en est arrivé, qu'une seule chose : les accusateurs de M. Chirac devraient rendre publics tous les éléments d'un dossier dont ils n'ont fait jusqu'à présent, qu'une seule pièce. Plutôt que d'alimenter une campagne sournoise au terme de laquelle on prétend privilégier la parole des dirigeants iraniens sur rapport à celle du chef du gouvernement. Le premier ministre, de son côté, aurait intérêt à ne pas se contenter de démentis indignés mais à bien vérifier que personne ne s'est réclamé de lui dans cette affaire.

Les accusations lancées en son tout cas trop graves pour ne pas être assumées. Trop d'erreurs ont été commises dans les négociations sur les otages par ce gouvernement et son prédécesseur pour que la France continue à faire de tels cadavres aux premiers d'otages et à leurs protecteurs qui n'ont demandé aucunement pas tant.

JACQUES AMALRIC.

## Nouveaux incidents en Cisjordanie et à Gaza

Un septième jour d'une agitation sporadique dans les territoires occupés, des escarmouches ont opposé lundi matin 16 février en Cisjordanie et dans la bande de Gaza de jeunes Palestiniens à des soldats israéliens. Selon des renseignements concordants, les incidents ont débuté tôt à Gaza, à Ramallah et à El-Bireh, deux agglomérations jumelles proches de Jérusalem. Suivant un scénario classique, des groupes de jeunes ont été des baricades de pierres, de bombes à ordures et de poussoirs enflammés, harcelant à coups de cailloux les soldats israéliens, qui ont tenté en vain de disperser les manifestants.

Malgré l'important déploiement de force, une centaine de femmes soldats ont vu brûler de défilés à Ramallah en brandissant des drapeaux noirs. A peine formée, la manifestation a été dispersée. Un professeur américain de l'université de Bir-Zeit, M. Roger Heacock, présent sur les lieux, a été interpellé. La grande majorité des commerçants avaient fermé boutique à la suite d'un mot d'ordre de grève. Ce mouvement a été trahi par l'armée au centre ville, les soldats sectionnant les cadavres au chalumeau ou obligeant sous la menace les commerçants à lever le rideau de fer de leur échoppe. - (AFP.)

## Le président Saddam Hussein confirme la peine de mort prononcée contre l'ancien maire de Bagdad et quatre de ses collaborateurs

Bagdad. - La condamnation à mort de l'ancien maire de Bagdad, M. Abdel Wahab Mohamed Latif, et de quatre autres personnes, toutes accusées de corruption, a été entrée en vigueur par décret présidentiel publié lundi 16 février à Bagdad. M. Abdel Wahab Latif fut élu maire de Bagdad en 1983, avait été limogé en juin dernier, après avoir été accusé de corruption et de mauvaise gestion.

Ce décret précise que les cinq condamnés à la peine capitale, dont trois ingénieurs, ont été coupables par leur tribunal de la Révolution (iranienne) d'avoir « touché des pots-de-vin et des commissions de plusieurs firmes étrangères opérant en Irak, en contrepartie d'informations concernant d'importants projets prévus en Irak ». Il s'agit, selon le texte du décret rapporté par l'agence irakienne d'information INA, de MM. Fahmî Guirguis Fahallab, Sabri William Nassir, Mohamed Salah Hasse, employés par l'organisme général de planification et de développement du Conseil de commandement de la Révolution depuis 1982.

M. Abdel Wahab Latif avait été chassé de son poste de maire de Bagdad le 22 juin 1986, soit six mois après l'écroulement de l'édifice de Bagdad, le plus haut bâtiment irakien, par le président Saddam Hussein dont il était l'un des proches. Il avait été l'épouse accusée de « corruption » et de « mauvaise utilisation des fonds publics », ce qui concerne les grands travaux de génie et d'infrastructure de l'entrepôt sous la responsabilité de la ville de Bagdad - portant sur le « mur » qui protège à l'est le port de Bassorah et le réseau défensif de Fan soufflé en février entre les mains des Français. M. Abdel Wahab Latif a été depuis remplacé par M. Abdel Moussa Rachid, un des conseillers les plus proches du président Saddam Hussein et secrétaire général du Conseil de commandement de la Révolution depuis 1982.

Un cargo ouest-allemand sommé par Bonn de rebrousser chemin. - Le gouvernement de Bonn a ordonné, le samedi 14 février, au cargo ouest-allemand *Grüt*, qui faisait route vers l'Iran, de se rendre dans un port de la Communauté européenne afin de vérifier sa cargaison. Le syndicat ouest-allemand des transports avait donné l'alerte en faisant savoir que le bâtiment transportait probablement des munitions. Son propriétaire, M. Jürgen Stahmer, de nationalité allemande, a assuré ne rien savoir d'une telle cargaison et indiqué que le navire avait fait demi-tour, sans préciser toutefois sa position. - (Corresp.)

## Le procès de Jérusalem John Demanjuk est-il Ivan le Terrible ?

JÉRUSALEM de notre correspondant

Une petite salle de cinéma roulez-vous de monde aménagée en tribunal. Sur une estrade, les trois juges, les accusés, les avocats de la défense, et les procureurs.

Au mur, suspendu, l'emblème de l'Etat d'Israël - le chandelier. C'est dans ce décor que s'est ouvert, lundi 16 février, le procès de John Demanjuk. Cela marquait quelque peu de solennité ; immanquablement les commentaires ont été : « Ce n'est pas comme au procès Eichmann ». Il est vrai que depuis l'extradition des Etats-Unis, il y a tout juste un an de John Demanjuk, les autorités israéliennes ne cessent de répéter qu'elles n'entendent pas, vingt-six ans plus tard, entreprendre une « réédition » du procès d'Adolph Eichmann.

La première audience a d'ailleurs couvert un débat long et bataille juridique autour du problème de la compétence du tribunal israélien. Les avocats de John Demanjuk ont vainement cherché à prouver que la manière dont s'était faite l'extradition n'autorisait pas Israël à juger contre l'humanité dont il est accusé. Seul moment d'émotion : à l'issue de l'intervention de M. Mark O'Connor, l'avocat américain de John Demanjuk, une personne s'est levée dans la salle, hurlant : « Demanjuk a tué de ses propres mains tous les membres de ma famille ! »

Mais cette première audience a surtout permis de percevoir d'emblée la complexité et le caractère tout à fait particulier de ce procès. Car la question à laquelle les trois juges devront répondre n'est pas de savoir si dans le camp de Treblinka, où huit cent cinquante mille juifs ont été exterminés, il y avait un auxiliaire SS d'origine ukrainienne appelé « Ivan le Terrible », qui actionnait les chambres à gaz et se distinguait par son comportement sadique. M. Yoram Shafrai, l'avocat israélien de John (Ivan) Demanjuk a, en effet, exposé clairement sa ligne de défense. « Il y avait un monstre à Treblinka, Ivan le Terrible, mais ce n'est pas l'homme au banc des accusés. »

Les défenseurs de John Demanjuk ont d'ailleurs annoncé qu'ils acceptaient 90 % de l'acte d'accusation, c'est-à-dire tout ce qui concerne le camp de Treblinka, mais qui n'a pas trait

directement à la personne de John Demanjuk, et ils se font forts de convaincre le tribunal que la principale pièce à conviction contre leur client - un document envoyé par l'URSS qui prouve qu'Ivan Demanjuk a suivi un entraînement dans le camp SS de Travniki, dans l'est de la Pologne, est un faux forgé de toutes pièces par le KGB.

### Deux thèses en présence

En fait, les divergences entre l'accusation et la défense portent sur moins de quatre ans dans la vie de John Demanjuk, entre 1942 et 1946. Pour le reste, la biographie de l'accusé ne fait pas l'objet de contestations. John Demanjuk est né le 3 avril 1920 en Ukraine, il fit la guerre dans une unité d'artillerie de l'armée soviétique. En mai 1942, il est blessé en Crimée (il porte toujours la cicatrice de cette blessure), puis est détenu au camp de concentration de Bialystok. C'est à partir de ce moment que deux thèses s'affrontent. Selon la défense, John Demanjuk est resté prisonnier dans différents camps en Pologne, jusqu'à son arrivée en Allemagne, en 1946, où il vit dans des camps pour personnes déplacées jusqu'à son émigration aux Etats-Unis en 1952.

Le procureur M. Michael Shafrai, a expliqué au cours de l'audience comment il entendait réfuter cette thèse et prouver qu'après avoir été prisonnier à Ravensbrück, John Demanjuk s'est mis, en juillet 1942, au service des nazis et a perpétré ses crimes à Treblinka. Il fera appel à des experts qui identifieront le document de Travniki et la photo sur laquelle il fera appel également à des survivants de Treblinka qui ont reconnu sans le moindre doute John Demanjuk comme étant « Ivan le Terrible ».

Comment John Demanjuk répondra-t-il à ces témoignages de rescapés de Treblinka ? Massif, l'air absent, il n'a pas bronché pendant sa première audience. Cela fait plus de dix ans qu'il est présent sur la scène. Au cours des procès qui lui ont été intentés aux Etats-Unis, il a déjà été confronté aux rescapés de Treblinka, mais, alors, l'enjeu de ces procès c'était le retrait de sa nationalité américaine et son extradition. A présent, à Jérusalem, il est possible de la peine de mort. (Interim.)

## Une « plaisanterie » télévisée provoque un différend diplomatique entre Téhéran et Bonn

Francfort. - Une comédie satirique diffusée par la télévision ouest-allemande, qui laisse croire que des femmes lancent leurs sous-vêtements aux pieds de l'imam Khomeiny, a provoqué un différend diplomatique entre l'Iran et l'Allemagne fédérale.

Cette « plaisanterie » de quarante minutes avait été diffusée le dimanche 15 février dans la soirée, lors de l'émission satirique de Rudi Carrell sur la chaîne ARD. Il s'agit de l'une des émissions les plus populaires dans le pays.

Le sketch utilisait des extraits originaux des récentes émissions du bulletin universitaire de la révolution iranienne à Téhéran. Le montage mêlait à ces images d'autres scènes de femmes se déshabillant et jetant leurs sous-vêtements. Cela donnait de ce fait l'impression que ces femmes se trouvaient en face de l'imam Khomeiny et jetaient leurs sous-vêtements à ses pieds.

Le ministère ouest-allemand des affaires étrangères a déclaré, dans un communiqué, qu'il regrette les « plaisanteries » faites par cette émission au détriment du dirigeant iranien, mais a souligné que la liberté de la presse et des artistes est garantie en Allemagne fédérale.

L'ambassadeur iranien, M. Mohammad Djavad Sotouhi, a protesté dimanche soir, parce que cette émission insultait selon lui « l'ensemble du peuple iranien ». Et lundi, Iran Air a retardé jusqu'à 20 heures son vol pour Téhéran, initialement prévu pour 13 h 30. Un responsable de la compagnie a souligné que les employés travaillant en Allemagne fédérale faisaient grève en signe de protestation contre l'émission.

L'Iran avait expulsé en novembre trois diplomates italiens et rappelé temporairement son ambassadeur à Rome pour protester contre une autre « plaisanterie » télévisée visant l'imam Khomeiny. - (AFP.)

صکرا من الالمن



## LES NOUVELLES DE MOSCOU. A LA POINTE DE L'ACTUALITÉ DU PAYS DE GORBATCHEV !

**NOUVELLES DE MOSCOU, JOURNAL TRADUIT DU RUSSE, DISTRIBUÉ SIMULTANÉMENT DANS LES KIOSQUES DE MOSCOU, PARIS ET DE LA PROVINCE**

- SAKHAROV est de retour à Moscou ! Il participe au Forum International.
- Tenguis ABULADZE, réalisateur d'un film soviétique très audacieux... sélectionné au Festival de Cannes 1987.
- KASPAROV / KARPOV : Faux amis, vrais adversaires... KASPAROV parle !
- L'AFGHANISTAN : les premières semaines après l'initiative de réconciliation, décrites par un témoin occidental.
- Portrait des TOFALARYS : la plus petite ethnie du monde vit en Sibérie !
- Le Japon, voisin de palier de l'URSS : discussion à 10.000 mètres d'altitude...
- Morts en France, célébrés dans leur patrie, les peintres et écrivains russes enterrés à Sainte-Geneviève-des-Bois font l'objet d'une réflexion parmi les tombes du cimetière.

**Nouvelles de Moscou : 4,40F. DE L'AUTENTIQUE EN VERSION FRANÇAISE !**

سكزا من الاصل

## Afrique

TCHAD : le «verrouillage» de l'Est

### Le dispositif « Epervier » s'implante solidement à Abéché

Selon l'état-major tchadien, c'est un bombardier lourd Tupolev 22 qui a effectué un raid le dimanche 15 février à Kouba-Oulanga, au-dessous du 16° parallèle (le Monde du 17 février). L'état-major communiquera « ultérieurement » le bilan du bombardement, s'il est indiqué.

Dans la même journée de dimanche, affirmement les autorités de N'Djamena, l'armée tchadienne a tué vingt-trois soldats libyens et détruit trois chars T-55 de fabrication soviétique « au cours d'un accrochage dans la région de Zouar », où les belligérants s'affrontent depuis deux mois.

**ABÉCHÉ**  
de notre envoyé spécial

Les « montagnes-les » de la région de Mongo ont fait place à un paysage moins parfait de pignons et d'escarpements volcaniques. Ce n'est pas encore le « Grand Nord » et ses impressions d'éternité dans les marches de l'Ennedi ni même l'horizon lunaire du nord du Biltine, mais cela commence à y ressembler. Abéché, la « capitale » de Ouaddaï, est une grosse bourgade grise écrasée sous la chaleur et sans âme véritable. Abéché « verrouille » l'Est, dans la mesure du possible, en tout cas. La menace vient de la région soudanaise du Darfour, « infestée » par des « éléments » libyens qui se mélangent notamment aux réfugiés tchadiens regroupés dans les camps de la région. La Ouaddaï est le « ventre mou » du Tchad.

Pour parer à toute infiltration terrestre et incursion aérienne, la France installe des unités combattantes à Abéché et des « yeux » c'est-à-dire un radar de détection aérienne semblable à celui de Mousourou, qui surveille l'axe ouest.

« Donc, vous verrouillez, mon colonel ? » Le lieutenant-colonel Rey, qui commandait jusqu'à il y a quelques jours le groupement de Bouar, étend courtoisement la question : « Pour l'instant, je n'ai pas de mission à caractère opérationnel. » Un temps puis : « Mieux vaut qu'il y ait un problème que de ne pas en avoir. » Le colonel, « patron » du 21<sup>e</sup> RIMA (régiment d'infanterie de marine) de Fréjus, n'en dira pas plus, « secret défense » oblige. Lui et ses « gars » essaient, pour le moment, les papiers, au sens propre. Le camp Moll, situé au sud de la ville, a beaucoup souffert depuis le départ des soldats français de l'opération Manta, en septembre 1984. Tous les baraquements construits par d'autres soldats français, en 1970, ont été pillés par les Tchadiens : les toits, faits de poutres et de tôle, ont disparu. Les murs, par endroits, se sont effondrés, et il faut, chaque fois que la France renvoie au Tchad des unités, tout reconstruire.

**Pas de Français près du Soudan**

Les « petits gars » du génie, maçons et terrassiers pour l'occasion, s'y emploient, dans des conditions épuisantes, mais sans état d'âme. Repos de 12 h 30 à 16 heures, ingestion systématique de médicaments (contre le paludisme) et le médecin-commandant — « Faust s'habitue ». D'abord, on a dû déboucher les fossés, l'urgence oblige. Maintenant, dans la gestuelle proche de celle de ces femmes qui pilent le mil, trois soldats, pieds nus, patangent dans le mortier du ciment dans les sentes de Traxell pour cette remise en état, comme s'il fallait se préparer à « durer » et à accueillir le millier d'hommes que peut, théoriquement, héberger le camp Moll. Combien exactement et avec quel armement ? « No comment. » Les ordres sont stricts : « N'Djamena » de l'arrivée, par le vol d'Air Tchad, d'un petit groupe de journalistes, le colonel Rey ne donnera aucune information d'ordre stratégique. Resté alors ce que tout voyageur peut découvrir sur la piste en terre de l'aéroport, soit au moins deux batteries de missiles sol-air Crotale avec leurs radars d'acquisition, un grand radar de détection aérienne, des dépôts de carburant protégés par des remblais de terre laissés par Manta, peu de chose en somme, suffisamment sans doute pour faire face à la « menace ».

Epervier s'installe aussi à Biltine. Si l'on en croit un témoin qui a vu des convois militaires partir dans cette direction, mais sûrement pas à Adré, comme nous l'avons affirmé, à N'Djamena, une source militaire tchadienne, la France aurait voulu y stationner un détachement, mais les autorités tchadiennes, pour maintenir des relations de bon voisinage avec le gouvernement de Khartoum, s'y sont refusées. Acceptant le principe de la présence de militaires tchadiens dans le Darfour (dans le cadre de patrouilles mixtes), les autorités soudanaises ne pouvaient tolérer que des unités d'une armée étrangère s'installent à la frontière. De même source, on affirme que les soldats français pourront effectuer

des reconnaissances vers le nord, vers l'ouest, mais, sauf menace extérieure, pas sur le flanc est, sous contrôle des FANT (Forces armées nationales tchadiennes). Déjà, la présence militaire française va permettre de dégager de l'Ouaddaï des unités des FANT, qui pourront renforcer celles qui se trouvent sur les bases de Kalalt, Kouba-Oulanga ou Fada.

Nul ne sait avec certitude si Epervier va remettre en état la piste en ciment d'Abéché, qui est aujourd'hui hors d'état d'accueillir des avions de combat. L'idée, semble-t-il, est encore en discussion, notamment parce que le coût de l'opération est très élevé. Réalisable sur le plan matériel, car les bétonneuses et autres concasseuses qui ont servi aux travaux sur la piste de

la viande et des tomates n'ont pas encore commencé à « flamber » sur le marché local, ce n'est l'affaire que de quelques jours. Pour l'instant, Epervier se désaltère par « packs » entiers d'eau minérale apportés sur place, mais des géologues ont commencé à faire des sondages, et l'activité économique — on en est sûr ici — va repartir. Abéché, où les fonctionnaires perçoivent un demi-salaire avec souvent trois ou quatre mois de retard, en a bien besoin.

Les quelque quarante-cinq étrangers des ONG (organisation non gouvernementale) installés ici achètent, certes, sur le marché local, mais la ville, comme toutes celles du Tchad, souffre de la guerre. Ses quelque 35 000 habitants — 65 000 officiellement, pour cause de distributions alimentaires — depuis que



N'Djamena vont être cédées aux autorités tchadiennes, une telle entreprise serait, sur le plan stratégique, souhaitable.

Le fait que tout le dispositif Epervier dépende d'une seule « plate-forme » aérienne, à N'Djamena, constitue un inévitable défaut de la « cuirasse ». Dès lors que les Jaguar pourront profiter d'un aéroport autre que celui de la capitale et des pays « amis » limitrophes, leur « allonge » vers le nord sera augmentée de manière appréciable.

Abéché, son préfet, son administration, ses commerçants et ses « combattants » ont accueilli avec satisfaction le retour des Français. Le boulanger, qui avait interrompu son commerce, a remis son four en marche. Les petits métiers, comme celui des gannes qui lavent le linge des soldats, vont procurer plusieurs dizaines d'emplois et, si les prix de

tout le commerce avec la Libye est interrompu, s'efforcent d'économiser les produits de l'élevage et l'huile en échange de gazole, de sel et de marchandises importées de Port-Soudan.

Abéché ne s'est jamais sentie très concernée par la guerre du Nord. Les unités tchadiennes qui y sont implantées sont constituées pour l'essentiel de Soudistes, des codes (maquisards) ralliés, et l'encadrement militaire comme les chefs de l'administration locale sont des Goranes du Nord, avec qui il faut bien cohabiter. Les Ouaddaïens, en dépit de leurs traditions d'élevage, sont plus sédentaires et peu guerriers. Musulmans à 90 %, ils sont naturellement tournés vers le Soudan. Il y a déjà bien longtemps que plusieurs personnes n'empruntent la piste vers « Largeau : 603 kilomètres ».

LAURENT ZECCHINI.

● Le président du Niger à Paris pour des examens médicaux. — Le chef de l'Etat nigérien, le général Seyni Kourouma, est arrivé le lundi 16 février à Paris pour y subir des examens médicaux à l'hôpital de la Pitié-Salpêtrière. Il avait déjà passé deux semaines au début de l'année dans cet hôpital où il est soigné pour une « maladie infectieuse à manifestation cérébrale ». De retour à Niamey, il avait repris ses activités avec l'autorisation de ses médecins qui lui avaient cependant demandé de revenir à Paris pour « des examens de contrôle ».

● BÉNIN : remaniement ministériel. — Le président Kérékou a remanié son gouvernement dimanche 15 février. M. Guy Landry Hazzoumi, qui était ambassadeur aux Etats-Unis, devient ministre des affaires étrangères, à la place de M. Frédéric Afo. Les ministères des finances et de l'économie, du plan, du développement rural changent également de titulaires et sont confiés respectivement à MM. Barnabé Bidoua, Ibrahim Souradjou et Martin Dohou Azinhô. — (AFP, Reuter.)

Guy MONNOT **islam et religions**  
Les religions du monde vues à travers la littérature musulmane.  
Un volume 312 pages ..... 212 francs  
MAISONNEUVE ET LAROSE  
15, rue Victor-Cousin 75005 Paris - Tél. 43 34 32 70

Asie

rapport à M. Deng Xiaoping

# Asie

## VIETNAM : les suites du VI<sup>e</sup> congrès du PC Un important remaniement du gouvernement porte la marque du compromis

Le Conseil d'Etat vietnamien a nommé, mardi 17 février, six nouveaux vice-premiers ministres et changé les titulaires de quatorze ministères et commissions d'Etat. Cet important remaniement intervient deux mois avant des élections législatives annoncées pour avril. Il s'inscrit dans « le processus de continuité et de changement » défini par le nouveau secrétaire général du PC, M. Nguyen Van Linh, lors du VI<sup>e</sup> congrès du parti en décembre.

Le principal bénéficiaire de l'opération semble, pour le moment, M. Nguyen Co Thach, déjà promu membre, titulaire du bureau politique par le congrès, qui devient vice-premier ministre tout en gardant le portefeuille des affaires étrangères. Sont également promus vice-premiers ministres MM. Nguyen Khanh (membre du secrétariat du PC, qui devient aussi secrétaire général du gouvernement), Nguyen Ngoc Triu (ancien ministre de l'agriculture), Tranh Duc Luong, Dong Dey Thanh (qui conserve le ministère du commerce extérieur) et Nguyen Van Chinh.

M. Pham Hung, nouveau numéro deux du bureau politique du PC, demeure vice-premier ministre tout en abandonnant le ministère de l'intérieur, ce qui laisse entendre qu'il pourrait succéder à M. Pham Van Dong à la tête du conseil des ministres, après les élections législatives. Le portefeuille de l'intérieur est confié à M. Mai Chi Tho, frère de M. Le Duc Tho, ancien responsable du PC pour Ho-Chi-Minh-Ville et membre du bureau politique.

Poste clé, le ministère de la défense est confié au général Le Duc Anh, numéro six du bureau politique, qui succède au général Van Tien Dung. Le limogeage de ce dernier ne constitue pas une surprise car il avait déjà été évincé du bureau politique du PC lors du schisme congolais et son ancien principal adjoint, le général Chu Huy Man, a perdu, au début de février, ses fonctions de directeur du département politique général des forces armées (le Monde du 6 février).

Cette réorganisation complète du gouvernement donne l'impression que des semaines de tractations ont abouti à un équilibre entre « réformateurs » et « conservateurs ». Les trois dirigeants historiques — MM. Pham Van Dong, Truong Chinh et Le Duc Tho —, qui ont quitté le bureau politique en décembre pour devenir « conseillers spéciaux » du comité cen-

tral du parti, avec « délégations de pouvoir du bureau politique », conservent une influence.

Le premier, qu'on dit en mauvaise santé, demeure premier ministre et le second président du Conseil d'Etat. Il est vrai que ces deux postes ne peuvent être pourvus que par l'Assemblée nationale, qui sera renouvelée en avril et dont la prochaine session aura lieu en juin. Quant à M. Le Duc Tho, il semble avoir réussi à prévenir le retour aux affaires du général Giap, populaire au sein du PC mais qui n'a pas réintégré le bureau politique dont il a été évincé en 1982. Le vainqueur de Dien-Bien-Phu doit se contenter d'un siège au sein du comité central du PC, après en avoir été absent pendant quatre ans.

La promotion, en décembre, de M. Nguyen Van Linh au poste de secrétaire général du PC avait déjà été le fruit d'un compromis. Que la direction du gouvernement soit confiée, à l'été, à M. Pham Hung en constituerait un autre car l'ancien ministre de l'intérieur est le dernier membre de la vieille garde communiste au sein du bureau politique et son remplacement par M. Mai Chi Tho au portefeuille de l'intérieur laisse penser que les « anciens » gardent la haute main sur les questions de sécurité.

Il reste que les dirigeants vietnamiens ont voulu, cette fois-ci, renforcer l'autorité du gouvernement, notamment pour tenter de sortir le pays de la crise économique actuelle. Plusieurs ministères ont fusionné. Un ministère de l'information a été créé et confié à M. Tran Hoa. M. Nguyen Thi Binh, — qui a en son honneur de gloire, au début des années 70, quand elle était ministre des affaires étrangères du GRP (gouvernement révolutionnaire provisoire du Vietnam du sud), — quitte le ministère de l'éducation nationale (elle n'avait pas été réélue, en décembre, au comité central du PC, dont elle était membre depuis 1982). M. Binh aurait de sérieux problèmes de santé.

En toute logique, ce remaniement devrait être considéré lors de la première session de l'Assemblée émise en avril prochain. Auquel cas, en l'espace de six mois, la direction communiste vietnamienne aurait subi des changements assez importants pour laisser préfigurer une nouvelle approche des graves problèmes auxquels elle est confrontée.

JEAN-CLAUDE POMONTI.

## CHINE : orthodoxes et contestataires renvoyés dos à dos Vigoureux rappel à la discipline de M. Deng Xiaoping

Alors que plusieurs dérapages sont apparus ces derniers temps dans la reprise en main en cours à Pékin, le régime chinois a recouru, le lundi 16 février, à une méthode éprouvée afin de réaffirmer l'autorité absolue de M. Deng Xiaoping sur le Parti communiste : tous les grands journaux ont publié un discours-flamme que celui-ci avait prononcé il y a vingt-cinq ans, et qui était resté inédit. La publication de ce discours, qui constitue un énergique appel à la discipline des membres du parti, vise à faire apparaître M. Deng comme le maître souverain du mouvement-entreprise depuis le limogeage, le 16 janvier, du secrétaire général du PC.

Cette clarification s'imposait, car divers signes pouvaient laisser supposer que M. Deng était personnellement mis en cause par les tenants de l'orthodoxie, réfractaires à toute ouverture de la Chine sur l'Occident. Ainsi, contrairement aux promesses de M. Zhao Ziyang, le nouveau secrétaire général intérimaire, la campagne contre la « libéralisation bourgeoise » a gagné certaines régions rurales. On a même vu des responsables locaux réclamer une « lutte politique des larges masses » contre ce phénomène de dérive idéologique, des termes que le régime n'aurait pas employés pendant plusieurs années car ils rappellent ceux qui ont abouti aux violences de la révolution culturelle.

Le discours de M. Deng date du 6 février 1962. Il s'adressait alors à sept mille cadres de tous échelons, réunis par le comité central afin de répandre les idées de Mao Zedong en matière de développement économique, qui avaient provoqué le désastre du « grand bond en avant » de 1958.

A Mao, qui avait ouvert la conférence en lançant des menaces à peine voilées à ceux qui lui reprochaient d'avoir lancé le « grand bond en avant » contre leur avis, M. Deng avait répliqué séchement, selon ce qu'on découvre aujourd'hui, que la discipline du parti primait tout : « Un membre du parti peut

exprimer librement ses opinions si elles sont différentes de décisions envisagées, ou s'il estime que quelque chose est erroné. Il peut alors demander des changements. Mais, selon les principes du parti, une fois les décisions prises, les membres du parti doivent s'y conformer. »

Le message est clair : M. Deng, qu'on ne peut supposer de faiblesses pour les idées « gauchistes » de Mao puisqu'il avait osé critiquer celui-ci publiquement il y a un quart de siècle, n'est pas disposé à tolérer, aujourd'hui, un glissement « droitiste » du régime qui remettrait en question l'autorité du parti. En même temps, la publication de ce document vise à rappeler que M. Deng reste le patron et que, s'il a dû se séparer de l'un de ses proches compagnons de route en la personne de M. Hu, il n'est pas question de contester son pouvoir. Cette partie du message s'adresse manifestement au clan des « conservateurs » partisans de l'orthodoxie, dont plusieurs membres en vue reviennent occasionnellement à tête, reprochant en termes voilés à M. Deng des options économiques responsables, selon eux, du mouvement de contestation de décembre 1986 dans le monde universitaire.

Le rappel insisté de la place de M. Deng — le discours publié lundi s'étale sur une page et demi des journaux, un record de longueur pour un homme qui s'est toujours fait l'avocat des interventions brèves — vise sans doute également à rassurer le monde capitaliste : le parti économique engagé par la Chine, depuis le retour au pouvoir de l'homme que Mao avait, par deux fois, limogé, repose principalement sur la confiance japonaise et occidentale en sa personne. Or, cette confiance commençait à montrer quelques craquelures devant l'absence de M. Deng de la scène politique ces dernières semaines, alors que se déroulait, dans la presse, la campagne « anti-bourgeoise ».

FRANCIS DERON.

# Amériques

## PÉROU

### La coalition de gauche durcit son opposition au gouvernement

Des centaines d'étudiants ont manifesté, lundi 16 février à Lima. La police a procédé à de nombreuses interpellations. Les étudiants protestent contre l'instruction, vendredi, de la police dans trois universités. Cette agitation intervient au moment où la gauche durcit son opposition au régime de M. Alan Garcia.

LIMA de notre correspondant

Usurpée ou non, la victoire à Lima du candidat de l'APRA, le parti gouvernemental, aux élections municipales du 9 novembre 1986 et le défilé du maire sortant, M. Alfonso Barrantes, chef de la coalition de la gauche unie, ont bouleversé l'échiquier politique.

Contrôlant désormais la plupart des conseils municipaux, l'APRA dispose d'un virtuel monopole du pouvoir puisque le parti du président Alan Garcia est à la tête de l'exécutif depuis le 28 juillet 1985 et dispose d'une simple majorité au Parlement.

An sein même de la gauche unie, l'échec de M. Barrantes a failli provoquer la rupture de la coalition formée en septembre 1980 par l'union de sept petits partis de gauche. En perdant la mairie, le dirigeant de l'aile modérée de la gauche unie risquait de céder du terrain face aux radicaux qui lui reprochent sa « soumission » à l'APRA et cherchent depuis des mois à le limoger. Le défilé de la gauche est relatif, puisque son pourcentage de voix est passé de 32 à 35 % dans la capitale, et de 27 à 30 % dans l'ensemble du pays. Les éléments les plus radicaux ont dû abandonner plusieurs places fortes en province, ce qui a contribué à l'apaisement des querelles intestines.

Le résultat le plus clair de cet épisode est toutefois que la gauche unie doit prendre ses distances avec

l'APRA. Le sénateur Javier Diaz Canessa, un des chefs de l'aile radicale, explique : « L'APRA a un projet politique de renégociation, et non pas d'annulation, des conditions de dépendance face au capital étranger. Un projet qui prétend moderniser l'Etat et administrer la crise, un projet d'alliance avec l'armée qui lutte contre la subversion. L'APRA a négocié dans des conditions scandaleuses de nouveaux contrats avec les compagnies pétrolières et a souscrit un nouvel accord avec les Etats-Unis pour la reprise du trafic aérien qui lèse l'intérêt national. A l'opposé, la gauche exige la nationalisation des

entreprises impérialistes. » D'autres, comme le sénateur Jorge del Prado, chef du Parti communiste (pro-Moscou), tiennent à peu près le même langage.

Après dix-huit mois d'appui critique, la gauche unie passe donc à une opposition résolue. La « victoire » de l'APRA aux élections municipales a suscité un phénomène de rejet non seulement au sein de la gauche, mais dans la population consciente du fait que le parti du président contrôle le pouvoir judiciaire, la police « réorganisée », une grande partie des médias et des organisations populaires. Au Congrès, l'opposition est musclée...

M. Raul Ferrero, nouveau doyen du collège des avocats, vient de dénoncer la « tentation totalitaire » de l'APRA. « Dans un pays en crise, avec des organisations subversives qui pratiquent le terrorisme le plus sanguinaire de notre époque, le sectarisme de nombreux dirigeants apristes est en train de mener à la ruine les chances de notre fragile démocratie », écrit le journaliste Cesar Levano dans la *Republica*. Face à cette levée de boucliers, le chef de l'Etat a dû renoncer à faire amender la Constitution pour autoriser sa réélection éventuelle en 1990, à la fin de son premier mandat.

NICOLE BONNET.

## NICARAGUA : les dissensions au sein des « contras »

### M. Adolfo Calero abandonne ses responsabilités à la tête de l'Opposition unie

La crise qui couvait depuis plusieurs semaines au sein des « contras » a détonné, lundi 16 février, sur la démission de M. Adolfo Calero, l'un des principaux dirigeants antisandinistes à l'étranger. A Miami (Floride), M. Calero a annoncé qu'il avait décidé d'abandonner les fonctions qu'il occupait conjointement avec M. Robelo et Cruz, à la tête de l'Opposition nicaraguayenne unie (UNO).

M. Calero a, en revanche, affirmé qu'il continuerait de diriger la Force démocratique nicaraguayenne (FDN), le principal mouvement militaire de l'UNO. Pour le remplacer, M. Calero a proposé le nom de M. Pedro Joaquín Chamorro, fils de l'ancien directeur du quotidien *La Prensa*, assassiné sous la dictature de Somoza. Cette candidature a été acceptée.

Le semi-retait du chef de la FDN doit être interprété comme une concession faite aux éléments

modérés au sein de l'UNO. Le mois dernier, M. Arturo Cruz, un homme d'affaires qui collabora avec le régime sandiniste à ses débuts et dispose d'appuis au Congrès américain, avait menacé de démissionner. M. Cruz savait pouvoir disposer du soutien du troisième membre du directeur, M. Alfonso Robelo, ainsi que, d'une façon plus discrète, du département d'Etat américain.

Judi 12 février, M. Elliott Abrams, secrétaire d'Etat adjoint chargé des affaires interaméricaines, avait reçu M. Calero à Washington. Sans lui demander expressément de s'effacer, il lui avait fait comprendre que sa présence à la tête de l'UNO était devenue un obstacle à l'unité de l'organisation et mettait en péril les chances de l'octroi par le Congrès d'une nouvelle aide aux « contras ». Le gouvernement de M. Reagan a soumis aux parlementaires, pour l'année

1987-1988, un projet d'une nouvelle aide financière de 105 millions de dollars.

Le différend entre MM. Cruz et Robelo, d'une part, et M. Calero, d'autre part, porte, pour l'essentiel, sur le rôle de la FDN au sein de l'Opposition unie. MM. Cruz et Robelo souhaitent faire passer celle-ci davantage sous le contrôle des civils, et ils réclament la mise à pied d'une force armée unifiée. Une telle réforme contraindrait la fin de l'organisation militaire existant au sein de la FDN, un groupement auquel ses destructeurs reprochent de compter un trop grand nombre d'anciens partisans du dictateur Somoza. M. Calero s'oppose à une telle évolution.

En ce sens, la volonté exprimée par M. Calero de continuer à diriger la FDN est source de futurs conflits.

M. L.

## TWAIRPASS TWA : 1500 F\* L'Amérique sans y laisser sa chemise.



Vous partez pour les Etats-Unis avec TWA, faites une bonne affaire : profitez-en pour acheter votre TWAIRPASS TWA. TWAIRPASS, c'est un billet vous donnant droit à 3 escales américaines, où vous voulez aux USA, valable 60 jours. Sachez que TWA dessert 100 villes aux USA, ça vous fait du choix. Vous avez tout votre temps pour visiter les USA de long en large, et vous êtes riche, puisqu'un TWAIRPASS ne coûte que 1500 francs\*. Bon voyage.

\* Achat du billet : 7 jours à l'avance. Valable du 1<sup>er</sup> avril au 31 mai.

TWA ouvre la voie vers les USA.

TWA

ique  
Epervier  
lement à Abéché  
islam  
et religion

سكننا من الاله

صكنا من الاجل

# Politique

## L'avenir de la Nouvelle-Calédonie

### Les élus indépendantistes accusent le gouvernement de mener une politique « revancharde et partisane »

Les trois présidents de région indépendantistes de Nouvelle-Calédonie, MM. Jean-Marie Tjibaou (Nord), Léopold Jorédié (Centre) et Yvetwéné Yelwéné (Sud Loyauté), ont adressé le lundi 16 février à M. Jacques Chirac une longue lettre dans laquelle ils accusent le gouvernement de mener dans le territoire « une politique réactionnaire, au sens propre du terme, revancharde et partisane ». Un exemplaire de cette lettre a également été envoyé à M. François Mitterrand.

MM. Tjibaou, Jorédié et Yelwéné décrivent notamment au premier ministre :

« Malgré de nombreuses déclarations légalistes, votre gouvernement ne respecte même pas les textes dont il a été pourtant le promoteur, ni les institutions de l'Etat de droit dont vous vous réclamez. Ainsi, boufeu-t-il très ouvertement le peuple kanak, et dans sa vie quotidienne et dans les institutions où le suffrage universel lui a donné la majorité.

Très concrètement, et en vous appuyant sur le calme apparent que connaît aujourd'hui « la brousse » grâce à la détermination et au sens des responsabilités du peuple kanak, vous organisez sa marginalisation, voire la négation de son identité, en accentuant de manière déterminée le décalage et les inégalités entre les populations de l'intérieur et des îles, et l'agglomération de Nouméa.

La « relance économique » dont vous faites état n'est en réalité qu'illusoire, et ne concerne en fait que le redémarrage des activités spéculatives au seul bénéfice des Calédoniens les plus privilégiés de Nouméa (spéculations immobilières, relance de l'économie de comptoir, des activités d'import-export, du négoce, etc.). En dépit des discours officiels optimistes, aucun investissement productif n'a été réalisé en Nouvelle-Calédonie au cours des mois passés. Bien plus, les efforts que nous avons menés depuis

avant la réunion du conseil des ministres qui devrait adopter mercredi le projet de loi électoral révisé à l'organisation du prochain scrutin d'autodétermination. Le président de la République ayant déjà fait savoir qu'il ne resterait pas « inerte » (Le Monde daté 9-9 février), cette intervention des principaux élus indépendantistes vise à fournir à M. Mitterrand de nouveaux motifs d'intervention contre les orientations du gouvernement.

1982 pour introduire en profondeur les réformes et la restauration des grands équilibres économiques indispensables au développement du territoire ont été réduits à néant.

Par ailleurs, sur le plan institutionnel nous avons assisté depuis le 16 mars 1986 à un processus qui tend à étouffer progressivement les institutions régionales, qui sont pourtant, au sens constitutionnel, des collectivités territoriales décentralisées de la République. Cette situation résulte de blocages administratifs : instructions données aux services territoriaux mis à disposition de « geler » tous les dossiers régionaux ; artifices de procédures en ce qui concerne l'exécution des décisions régionales. Elle résulte aussi de blocages financiers ; refus de faire bénéficier les régions de l'intérieur et des îles, à quelque titre que ce soit, des crédits du Fonds exceptionnel d'aide et de développement, alors qu'une convention a, par exemple, été signée avec la région sud à Nouméa ; appel, dans des conditions où l'arbitraire le dispute à l'illégalité, des fonctionnaires de l'Etat mis à disposition des régions par le précédent gouvernement ; instructions données aux caisses provinciales (Caisse centrale de coopération économique et Caisse de dépôts et consignations) de ne plus verser de prêts aux régions de l'intérieur et des îles, avec l'argument que leurs ressources, que vous avez délibérément minorées, ne leur donnaient plus aucune capacité de remboursement ; non-respect des engagements financiers antérieurs (subventions promises non versées, etc.).

Les régions de l'intérieur et des îles vont donc se trouver, dans des délais très brefs, privées de tout moyen de fonctionner et d'assurer les missions qui leur sont pourtant attribuées par la loi.

Il est d'ailleurs significatif de constater que la même rigueur ne s'applique ni à la région sud (où le RPCR est majoritaire), qui se voit dotée, par le Fonds exceptionnel d'aide et de développement, de crédits importants pour multiplier les golfes à dix-huit trous et les hôtels de luxe dans la région nouméenne, ni à certaines associations paramilitaires, à qui sont versés, sur le même Fonds, des crédits importants destinés à leur recrutement sous le vocable équivoque de « jeunes stagiaires pour le développement ».

Votre politique a ainsi consisté à recoloniser le pays au mépris des droits du peuple kanak, notamment en multipliant les interventions policières et les arrestations arbitraires, en remettant en cause le statut des terres, en quadrillant militairement nos régions (...).

Parallèlement, et au mépris de vos engagements, vous avez refusé toute discussion organisée sur l'avenir du territoire référendum (reddé-coupage régional, etc.).

Nous ne pouvons qu'en conclure que vous n'envisagez le dialogue qu'avec les représentants des mouvements politiques qui inspirent vos thèses.

Aucune politique, monsieur le premier ministre, ne peut se fonder sur l'humiliation d'un peuple, des

mouvements politiques et des institutions qui le représentent.

Vous prenez, seul, la lourde responsabilité des effets d'une telle politique face à la population de la Nouvelle-Calédonie, au peuple français et à l'opinion internationale. Quant à nous, nous avons montré et continuons à montrer que nous respectons nos engagements. Nous souhaitons donc qu'un dialogue constructif sur des bases saines puisse enfin s'instaurer avec le gouvernement français.

Vous prenez, seul, la lourde responsabilité des effets d'une telle politique face à la population de la Nouvelle-Calédonie, au peuple français et à l'opinion internationale. Quant à nous, nous avons montré et continuons à montrer que nous respectons nos engagements. Nous souhaitons donc qu'un dialogue constructif sur des bases saines puisse enfin s'instaurer avec le gouvernement français.

## Les inquiétudes du président de la République

(Suite de la première page.)

Le même raisonnement avait conduit M. Charles Pasqua, en 1985, à proposer du même dossier, à réclamer la Haute Cour de justice pour M. Mitterrand...

M. Pons, de toute évidence, a voulu prendre les devants. L'Elysée, en effet, a fait savoir, depuis quelques jours, que le président de la République se montre « de plus en plus inquiet » sur les conséquences de la remise en cause, par le gouvernement, des précaires équilibres auxquels les gouvernements socialistes étaient parvenus dans le territoire entre 1981 et 1986. En privé, M. Mitterrand dit volontiers que l'analyse de M. Pons lui rappelle les errements nageurs commis en Algérie.

Et, cette fois non plus, le chef de l'Etat « n'entend pas rester inerte », confirme-t-on dans son entourage. Il s'exprime avec d'autant plus de détermination qu'il a été sollicité en janvier par les trois principaux élus de la communauté kanak (Le Monde daté 3-9 février), ceux-là mêmes qui lui fournissent aujourd'hui de nouveaux motifs d'intervention dans la lettre qu'ils

## M. Pons fait la leçon à M. Mitterrand

Dans un entretien publié mardi 17 par le *Quotidien de Paris*, le ministre des DOM-TOM, M. Bernard Pons, déclare notamment, à propos des inquiétudes de M. Mitterrand sur l'évolution de la situation en Nouvelle-Calédonie : « Je compte parfaitement que le président de la République s'interroge, qu'il soit inquiet sur un dossier de cette importance. Mais, s'il fait une mise en garde, il faut savoir que cette attitude peut inciter les éléments extrémistes, dont certains sont des éléments révolutionnaires, à durcir leur position dès lors qu'ils croiraient que leurs thèses sont soutenues au plus haut niveau. On ne peut pas penser une seconde que le président de la République, qui doit être le garant de l'unité nationale et du rassemblement des Français, puisse prendre une attitude qui inciterait les adversaires de la France à s'opposer à elle. Cela étant, la question que je me pose est de savoir qui informe le chef de l'Etat sur ce dossier.

Je viens de passer une semaine en Nouvelle-Calédonie, et je suis allé partout. Je n'y suis pas allé seul. J'étais accompagné de représentants de l'administration et de représentants de la presse. Le président de la République fait une analyse du problème diamétralement opposée à la mienne. Je suis persuadé qu'il ne reçoit pas les mêmes informations que moi, qu'il ne dispose pas de la pluralité des informations qui sont les miennes. »

ont adressé, lundi, à M. Chirac un dénonçant, preuves à l'appui, la politique « revancharde et partisane » menée dans le territoire depuis les élections du 16 mars.

Dans ce contexte, il est peu probable — c'est un euphémisme — que l'avertissement de M. Pons ait un effet dissuasif sur M. Mitterrand. L'effet contraire paraît même assuré, tant il est vrai que le président de la République ne supporte absolument pas qu'on prétende lui dicter sa conduite.

Sa réplique risque d'être d'autant plus sévère que le ministre des DOM-TOM, d'une part, argue de la nécessité de préserver en Nouvelle-Calédonie « l'unité nationale » alors que sa propre politique tend pour des raisons électorales à marginaliser la fraction majoritaire de la communauté kanak qui épouse les thèses indépendantistes ; et que M. Pons dénie, d'autre part, tout rôle d'arbitre à M. Mitterrand, alors que la question calédonienne constitue un champ de passions où la notion d'équité a été jusqu'ici, au contraire, trop absente.

ALAIN ROLLAT.

## Le ministre des DOM-TOM aux Antilles

### La France va présenter à la CEE un « memorandum sur l'outre-mer »

BASSE-TERRE de notre correspondant

En Guadeloupe, comme en Martinique, M. Bernard Pons, qui devait regagner Paris, le mardi 17 février, s'est essentiellement entretenu avec les élus, les représentants des professionnels et ceux de l'administration, du « memorandum sur l'outre-mer français » que la France présentera à Bruxelles, probablement en juin prochain. M. Pons estime que la CEE est loin de faire pour les DOM « Europe tropicale », partie intégrante de la CEE — tout ce qu'elle pourrait et devrait faire : les principaux produits agricoles antillais, le rhum et la banane, ne sont pas intégrés, les frais de transport ne sont pas compensés, les divers fonds européens tiennent incomplètement leur rôle.

Avec les mêmes responsables, M. Pons a examiné les premiers résultats de la loi de programmation pour l'outre-mer. Il a noté que, dans le secteur bâtiment, la délocalisation des investissements et en des effets immédiats et « presque explosifs » ; dans le tourisme et l'industrie, il est trop tôt pour juger. Le ministre a annoncé que « dans quelques semaines » sera à pied d'œuvre la commission chargée de chiffrer le coût de la part sociale globale — autre pan essentiel de la loi — et de fixer le calendrier de l'instauration progressive de ce régime.

A propos du dossier du moratoire sur l'endettement des entreprises, qui lui avait déjà été soumis lors de ses précédents voyages, le ministre des DOM-TOM a estimé qu'il s'agissait d'une « demande toute à fait justifiée », en soulignant que les mesures de délocalisation et d'instauration de la loi-programme seraient sans effet sans ce moratoire.

A la question de savoir jusqu'où il serait disposé à participer au déficit de l'Agence guadeloupéenne de l'aménagement du territoire (AGAT, ex SODEG), M. Pons a répondu : « L'AGAT est en cessation de paiement et elle va être en liquidation. L'Etat s'est engagé pour une certaine somme, mais il n'est pas engagé à fonds perdus. Il y a là un problème très grave, et il y a aussi le problème de la constitution d'une nouvelle société d'aménagement (...). L'Etat est tout à fait préoccupé par cette affaire (...). Il faut que chacun prenne ses responsabilités et en particulier les collectivités locales et la Caisse des dépôts et consignations (...). Ça risque de faire très cher. Le ministre a en outre précisé qu'il donnerait une réponse aux élus « dans les jours prochains jours ».

D'autre part, vers 23 heures, (4 heures mardi à Paris), alors que

l'avion dans lequel venait de prendre place le ministre s'appretait à décoller, on apprenait qu'un véhicule venait d'être incendié au Baillif, en banlieue de Basse-Terre. Il s'agissait de la voiture de M. Jean-Louis Bec, conseiller à la Cour d'appel de Basse-Terre qui venait d'arriver au Baillif depuis deux jours à peine. Lors d'un précédent séjour guadeloupéen, M. Jean-Louis Bec, qui a régulièrement requis de fortes peines de prison contre des militants indépendantistes alors qu'il était premier substitut du procureur à Pointe-à-Pitre, avait vu sa voiture dérobée par un engin explosif en janvier 1985. Un « contrat » d'assurance, dit-on, à cette époque dans les milieux policiers, le visait. Entre ces deux postes, le magistrat avait effectué un bref séjour au tribunal de grande instance de Perpignan. Le vendredi 13 février, la voiture de la mairie de Basse-Terre, attribuée au maire, M. Jérôme Cléty (Parti communiste guadeloupéen), avait également été incendiée au petit matin.

## A la Réunion

### M. Cassam Moussa (RPR) nouveau maire de Saint-Paul

SAINT-DENIS-DE-LA-REUNION de notre correspondant

Cassam Moussa, un enseignant de quarante-neuf ans, a été élu, lundi 16 février, maire de Saint-Paul. Il succède à Paul-Julien Bénard, ancien sénateur apparenté RPR, décédé au début du mois.

M. Moussa était en concurrence avec un autre candidat RPR, le premier adjoint, M. Christophe Kichenin, conseiller général, rallié depuis peu au mouvement chiraquien. Deuxième adjoint, gailliste de longue date et compagnon de Paul Bénard depuis 1973, M. Moussa a recueilli 28 voix, soit la majorité absolue. Les huit conseillers appartenant au Parti communiste réunionnais ont voté pour lui en bloc afin de faire « payer » à M. Kichenin ses accointances avec le député UDF de l'île, M. Jean-Paul Virapoullé.

M. Moussa, qui préside la section locale du RPR, a également reçu le renfort de trois suffrages socialistes et apparentés.

Au terme de deux heures de négociations avec Moussa, M. Kichenin a toutefois accepté le poste de premier adjoint. Il a également obtenu la promotion de quelques-uns de ses amis aux fonctions d'adjoints.

A. D.

## En Alsace Du plomb dans la neige

STRASBOURG de notre correspondant.

Le budget de la région Alsace, s'élevant à 644 millions de francs, a été adopté, le vendredi 13 février, par 27 voix (15 UDF, 10 RPR et 2 RPR diss.) contre 20 (10 PS, 1 div. g., 2 écol. et 7 FN). Les élus socialistes se sont montrés profondément « déçus » par ce budget « timide ». « La région n'est qu'exceptionnellement maître d'œuvre », a expliqué M. Marcel Rudloff, président (CDS) de l'Assemblée régionale, nous dépendons là d'autres collectivités locales — après que M. Gilbert Estève, élu (PS) du Bas-Rhin ait regretté que la région n'ait consommé en 1986 que la moitié des crédits votés en début d'année.

Les sept élus du Front national ont proposé, pour leur part, de réduire les dépenses culturelles. M. Gérard Freluet, conseiller régional (FN) du Haut-Rhin, reprochant à la majorité UDF-RPR de « financer une culture de gauche ». « Il y a deux choses sacrées en Alsace, lui a répliqué M. Germain Müller, élu (CDS) du Bas-Rhin, la culture et la tolérance. Si vous ne les respectez pas, on n'entendra bientôt plus parler de vous, ni de votre groupe ! »

Enfin, les élus écologistes ont fait sensation en présentant à leurs collègues un facon de neige fondue. Cette neige, tombée le 19 janvier dernier, contiendrait, selon eux, du plomb en quantité inacceptable, six cents fois la teneur tolérée par les normes européennes, ont-ils précisé.

J. F.

## Les rapatriés soufflent le chaud et le froid

AVIGNON de notre correspondant

C'est une salle comble qu'a dû convaincre, le samedi 14 février, à Avignon, M. André Santini, secrétaire d'Etat aux rapatriés. Toutes les associations représentatives (ANFANOMA, Français musulmans, Recours) ont, en effet, soufflé le chaud et le froid, reconnaissant au ministre « le mérite du courage et du sens de la concertation », mais contestant, et le montant global (30 milliards de francs) et les délais (étalement sur quinze ans à partir de 1989) de l'indemnisation des pieds-noirs promise par le premier ministre.

Les rapatriés ont également exposé leur grogne en ce qui concerne l'aménagement des terres, M. DuFour (Recours) estimant que les textes « mettent les réinstallés en première ligne face à leurs créanciers ».

A propos des anciens harkis, le secrétaire d'Etat a souhaité « qu'ils ne touchent pas moins que ce qu'on propose aux immigrés pour rentrer chez eux ».

M. Santini a dénoncé « les manœuvres des associations Théodule et des comités Tarteempion, sirènes déguisées pour aller à la pêche aux voix ».

J. F.

## Le cyclone « Quinquennat » s'éloigne

M. Michel d'Ornano, député UDF du Calvados, proche de M. Giscard d'Estaing a souhaité, le lundi 16 février, que le premier ministre prenne l'initiative de proposer la réduction du mandat présidentiel, « car ce serait dommage de laisser les socialistes le prendre ».

En revanche, M. Jacques Barrot, député UDF de la Haute-Loire, secrétaire du CDS, a lancé une mise en garde en disant : « Attention à ne pas faire quelque chose d'hybride à la sauvette », et en expliquant : « Les Français ont peu-être le sentiment qu'avec un mandat de cinq ans cela en serait fini des histoires de cohabitation. Eh bien non ! Il est insupportable que ces cinq années, étalées sur quinze ans à partir de 1989) de l'indemnisation des pieds-noirs promise par le premier ministre.

Les rapatriés ont également exposé leur grogne en ce qui concerne l'aménagement des terres, M. DuFour (Recours) estimant que les textes « mettent les réinstallés en première ligne face à leurs créanciers ».

Enfin, les élus écologistes ont fait sensation en présentant à leurs collègues un facon de neige fondue. Cette neige, tombée le 19 janvier dernier, contiendrait, selon eux, du plomb en quantité inacceptable, six cents fois la teneur tolérée par les normes européennes, ont-ils précisé.

lités partagées n'amènent pas la paralysie ».

M. Olivier Guichard, député RPR de Loire-Atlantique, ancien ministre, soulignant l'équilibre de la Constitution de 1958, a estimé que, si l'on veut y toucher, il faut changer de Constitution. Il a précisé : « En réduisant le mandat présidentiel, que l'on dise clairement que l'on veut changer de Constitution, c'est-à-dire entrer dans une VI<sup>e</sup> République à régime présidentiel selon le modèle américain ».

M. Lionel Jospin, premier secrétaire du PS, a déclaré, à Limoges lundi soir : « Que la majorité débile le terrain, qu'elle fasse le ménage. Les socialistes ne feront pas leurs choux gras de ce projet de réforme ».

M. Jean Popereau, secrétaire national du PS, a ironisé lors de l'émission « Face au public de France-Inter », le 16 février, sur le « coup de rétroviseur » de M. Giscard d'Estaing, ajoutant : « Nous n'allons pas lui faire la courbe-écluse ».

## Le Monde sur minitel

### L'ACTUALITE EN DIRECT

Sondage : pour ou contre l'arme nucléaire ?

36.15 TAPPEZ LEMONDE

## La Ligue des droits de l'homme elle aussi inquiète

La Ligue des droits de l'homme exprime « sa plus vive inquiétude » sur la situation en Nouvelle-Calédonie. Dans une déclaration rendue publique le jeudi 12 février, l'association humanitaire estime que « la situation des libertés individuelles et collectives [y] souffre de graves atteintes, source probable de conflits, voire d'incidents violents ». « A cet égard, précise-t-elle dans ce texte, la volonté politique affirmée du gouvernement d'ignorer le peuple kanak et sa revendication d'indépendance ».

Constatant que « la paix civile est en danger » dans l'archipel, la Ligue des droits de l'homme « a décidé, en conséquence, de demander à la Fédération internationale des droits de l'homme de désigner deux observateurs afin d'examiner la situation des libertés individuelles et collectives sur ce territoire et d'en faire rapport ».

En mettant « solennellement le gouvernement en garde contre la poursuite d'une politique qui porte en germe les violences les plus graves », l'association souhaite que « le dialogue soit rétabli avec le peuple kanak et ses représentants élus ».



Un fichier de 21.000 appartements et maisons à vendre à Paris et région parisienne sur minitel

36.15 TAPPEZ LEMONDE puis FNAIM

Après avoir donné vos impératifs, vous obtenez une sélection personnalisée d'affaires disponibles, ainsi que les coordonnées des Agents Immobiliers FNAIM responsables de leur vente.

Politique

Un nouveau président pour le parc national des Cévennes

Docteur Blanc contre docteur Monod

Qui serait-il pour l'alternance à Paris... M. Blanc à Toulouse pendant ses études de médecine, il était resté son ami, tout en le combattant politiquement.

A quarante-huit ans, le « docteur Blanc » n'a rien perdu de sa fougue juvénile. Il en veut toujours plus. « Je suis pour le cumul », avoue-t-il candidement. Un vorace que chaque nouvelle proie met davantage en appétit.

ville ouvrière du parc des Cévennes dès sa création. A défaut de Cévenol, on veut une « personnalité d'envergure nationale », comme le réclame M. Monod.

« le bulldozer de la Canorgue », M. Blanc. « Chabason ne sera pas un homme libre, prédir M. Monod. Quiconque est amené dans ce département avec l'accord de Blanc sera complètement sous sa coupe ».

M. Brager s'inscrit en faux contre cette assertion : « Chabason ne sera pas l'homme de Blanc : il connaît la musique ». Et M. Harvois, tout en confirmant l'indépendance et la volonté de travailler « pour le parc » du nouveau président, écarte les critiques de ceux qui défendent aujourd'hui « l'inefficacité du tandem précédent ».

Mais on peut légitimement s'interroger sur les pouvoirs du nouveau président, pris entre sa volonté de donner « un nouveau souffle » au parc des Cévennes — qui manquait en effet cruellement depuis le retrait du directeur, Emile Leynaud, — et le parrainage de M. Blanc, homme tout-puissant en Lozère, qui a fait voter au conseil régional une enveloppe de 1 million de francs pour le parc.

ROGER CANS.

MENDE de notre envoyé spécial

L'« affaire » remonte au lendemain des élections législatives de 1986 et de l'élection à la présidence du conseil régional du Languedoc-Roussillon de M. Jacques Blanc, maire de La Canorgue, député UDF de Lozère, ancien secrétaire d'Etat à l'Agriculture de M. Giscard d'Estaing.

Quel nom suggérer au ministre de l'environnement ? M. Blanc aurait très bien vu M. Paul Flayol, « Cévenol 100 % », protestant, agriculteur à la retraite et ancien maire (centriste-giscardien) de Moissac-Valle française. Ou encore M. Paul Harvois, retraité — très actif — de l'enseignement agricole, ancien militant PSU venu très proche de M. Pocard et Pisan, socialiste et franco-comtois déclaré, passionné de formation permanente et de protection des sites, et « seul membre du conseil d'administration résidant au sein du parc ».

« Chabason ne sera pas un homme libre »

Novembre révolte des Camisards contre les dragons du roi ? Dans l'esprit des Cévenols, sans doute, car ils n'ont jamais réellement accepté — quoiqu'ils s'en défendent, comme les autres Lozériens, — l'existence d'un parc national sur leur terroir. Que Paris puisse décider ce que les Cévenols ont le droit de faire chez eux reste une atteinte aux libertés. Ils ont accepté le parc dans la mesure où il drainait des crédits de l'Etat vers leur département.

En visite à Limoges

M. Jospin met en garde la direction du PCF

LIMOGES de notre envoyé spécial

M. Lionel Jospin a saisi l'occasion d'un banquet républicain en Haute-Vienne — l'un des lieux des « renouveau » du PCF — pour lancer, le lundi 16 février, une mise en garde à la direction communale, le propos de son attitude lors des prochaines consultations électorales.

telle évolution », a ajouté le premier secrétaire. Interrogé sur les prises de position de M. Marcel Rigout, M. Jospin s'est refusé à tout commentaire, en soulignant qu'il respecte la volonté de « notre camarade Rigout » que personne ne parle en son nom.

« Le redressement des forces de gauche »

Le député de Haute-Garonne a estimé qu'on assiste, depuis le 16 mars, à un « mouvement de redressement des forces de gauche », qui tient, selon lui, beaucoup au PS, mais aussi « un peu au PCF ».

M. Jospin a souligné à ce propos que « la direction du PCF a beau faire, pas plus qu'en 1981 elle ne pourra empêcher que l'histoire se fasse et que la masse des hommes et des femmes qui se reconnaissent dans les idées de gauche se rassemblent » au second tour de l'élection présidentielle.

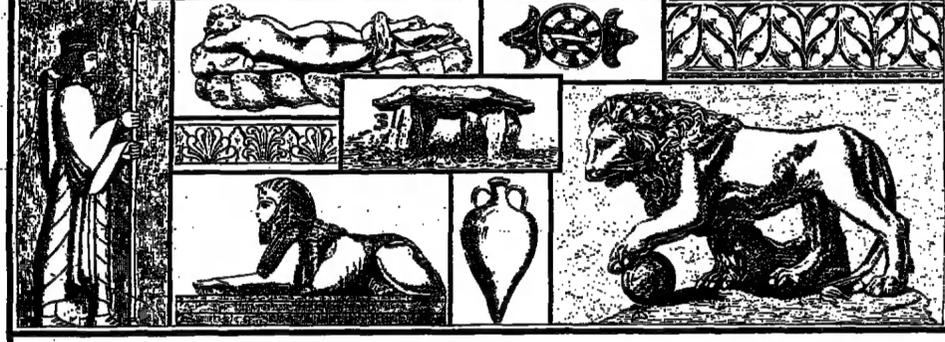
M. Jospin envisage, à Lille, des réflexions sur les grands thèmes suivants : l'emploi, la politique économique, la sécurité et la défense, etc. Une préoccupation parallèle avait été émise par M. Michel Rocard, lors d'un banquet républicain à Metz, le 5 février.

M. Poperen estime que sa situation au PS n'est pas « un problème de dossier »

Interrogé, le lundi 16 février, lors de l'émission « Face au public » de France-Inter, sur sa situation personnelle dans la direction du PS, M. Jean Poperen, actuel numéro deux du parti, a notamment affirmé : « Ce n'est pas un problème de dossier (...). S'il existe un problème par rapport à ce que je suis dans la direction du PS, il est évident que nous le traiterons (...) politiquement (...). Nous n'allons pas (...) régler cela dans les couloirs et les arrière-cuisines (...). A mon niveau de responsabilité, un accroissement ou une réduction de ma capacité d'intervention a forcément un sens politique ».

d'appliquer qui dissipera le flot et qui montrera le sens véritable du compromis ». Pour M. Poperen, une réduction de ses responsabilités dans le PS « ne serait généralement pas interprétée comme la volonté de renvoyer notre combat face à la droite (...) ».

M. Poperen a jugé qu'il subsistait une « zone de flou » dans la synthèse intervenant entre les socialistes et que « c'est la désignation des hommes et des femmes chargés



L'Histoire de l'homme est remplie de secrets et de mystère. Découvrez ce passé inconnu et passionnant avec le Dictionnaire d'archéologie d'Ernest Bosc, que Jean de Bonnot vous offre au prix éditeur.

Cet ouvrage d'Ernest Bosc, publié en 1981, est un livre de référence indispensable à tous les amateurs d'histoire, d'archéologie et d'antiquité. Il nous éclaire sur tous les mystères, énigmes et secrets des divers peuples de l'Antiquité: Grecs, Romains, Egyptiens, Etrusques, Celtes, Gaulois, Hindous, Phéniciens, Perses, Péruviens, Babyloniens, etc.

Un livre-cle est aussi un dossier complet et passionnant De l'architecture à la mythologie, en passant par la numismatique et l'art de la guerre, tous les sujets archéologiques sont clairement expliqués.

Tous les termes sont classés par ordre alphabétique pour rendre la recherche plus aisée. Les 450 compositions illustrées dans le texte illustrent les commentaires et procurent à la vue un plaisir évocateur. Vous apprendrez, par exemple: que Agis signifiait « peau de chèvre » et par suite « égide », c'est-à-dire manteau protecteur; que l'Ane était chez les Chrétiens l'emblème de la paresse et de l'embêtement, mais aussi celui de la patience et de la sobriété; que Codex n'était pas seulement un livre de lois, mais aussi les entraves que l'on attachait aux pieds des esclaves; que le mot Galaxias signifiait des fêtes en l'honneur d'Apollon (Galaxos) pendant lesquelles l'offrande consistait en un gâteau d'orge cuit avec du lait (Gala); que

la différence. Vous constaterez que mes livres sont faits pour durer, être lus, être offerts, être aimés. Si malgré sa qualité, ce livre ne vous plaît pas, lisez-le au moins, et remoyez-le moi dans les 10 jours. Je vous remboursezai intégralement.

Garantie de vie Il vaut mieux avoir peu de livres, mais les choisir avec goût. Les beaux livres donnent à l'amateur éclairé des satisfactions inépuisables. Je ne publie que des œuvres de qualité, soignées dans les plus petits détails, qui prennent de la valeur chaque année, car l'or véritable et le bon cuir embellissent avec le temps. C'est pourquoi je m'engage à racheter mes ouvrages au souscripteur pour le même prix et à n'importe quel moment.

Le prix exceptionnel de cet ouvrage nous oblige à en limiter le tirage. Nous vous serai si nous ne pouvons pas honorer les demandes tardives.



BON OFFRE EXCEPTIONNELLE (limitée à un seul livre par lecteur) à envoyer à JEAN DE BONNOT 7, Faubourg Saint-Honoré - 75392 Paris Cedex 08

Nom ..... Prénoms ..... Adresse complète ..... Code postal ..... Ville ..... Signature .....

سكنا من الاصل

سكز من الاجل

# Société

Au tribunal de Paris

## M. Georges Suffert et l'honneur de l'ONASEC

Soyons lucides : un sondage qui consisterait à demander ce qu'est l'ONASEC montrerait sûrement une médiocre connaissance de cet Office national à l'action sociale, éducative et culturelle, établissement public dépendant du secrétariat d'Etat aux rapatriés. Il n'empêche que à la fin du printemps 1986, à une époque où l'affaire dite du Carrefour du développement révélait des pratiques singulières au ministère de la coopération du temps de M. Christian Nucci, certains, dans la nouvelle majorité, se dirent qu'il y avait peut-être d'autres pots aux roses à porter au débit de leurs prédécesseurs socialistes.

Ainsi, M. André Santini, secrétaire d'Etat aux rapatriés, annonça qu'une enquête de l'inspection générale de l'administration avait révélé des anomalies de gestion à l'ONASEC. Fort de cette information et d'une version donnée à la presse de ce rapport d'enquête, M. Georges Suffert publia dans le Figaro Magazine le 20 juin 1986 un article intitulé : « Ils ont détourné des fonds publics pour financer le PS... » Ce texte était illustré d'une photographie de M. Roland Dumas, ancien ministre des relations extérieures, et d'une autre de M. Laurent Fabius, les deux intéressés réagirent. Si M. Fabius intenta son procès devant le tribunal civil, M. Dumas, lui, l'engagea devant la dix-septième chambre correctionnelle de Paris, tout comme M. Georges Morin, président de l'ONASEC, lui aussi mis en cause. L'affaire était plaidée, lundi 16 février, sous la présidence de M. Jacqueline Clavery.

Ce fut un procès dans la bonne tradition, avec offre de preuves du prévenu et offre de contre-preuves du côté de M. Morin, assisté par M. Yves Baudelot.

« Soit, rétorqua M. Sarda, mais je maintiens que la subvention fut bien demandée... » On a beaucoup disserté aussi pour savoir si l'ONASEC, qui a pour but d'aider les rapatriés musulmans d'Algérie, les anciens harkis, pouvait aussi apporter son concours à des immigrés de la deuxième et de la troisième génération comme ce fut le cas. « C'est une évidence », a répondu M. Raymond Courrière, ancien secrétaire d'Etat aux rapatriés dans le gouvernement de M. Laurent Fabius. Et à M. Sarda

« Et puis, n'y avait-il pas déclaration de M. Santini? N'y avait-il pas aussi l'affaire Chalié? Au reste,

M. Roland Dumas et le responsable de l'ONASEC poursuivent le Figaro Magazine pour un article intitulé : « Ils ont détourné des fonds publics pour financer le PS. »

d'autres journaux ayant les mêmes sources avaient écrit autant que lui. Quant au titre, assurément fâcheux, donné à son article, s'il ne le désapprouve pas, il n'en fut pas l'auteur et ce n'est pas davantage lui qui décida de faire figurer la photographie de M. Roland Dumas.

« Il n'en avait pas moins écrit que toutes ces subventions faisaient beaucoup d'argent qui fut allégrement ponctionné par une série d'associations dont les objectifs demeurent flous », ajoutant : « Impossible pour le moment de savoir si ces organisations servaient à quelque chose ou étaient de simples relais de financement du Parti socialiste... »

Or, les témoins cités n'ont pas exprimé les mêmes sentiments. M. Jean-François Pagès, qui fut délégué national de l'ONASEC, du 14 mars au 13 septembre 1986, n'a « jamais vu passer de demandes de subventions pour l'association de M. Mercadier ». Il a même, au contraire, reçu un ordre de ne pas la payer.

« Ainsi, dira M. Christian Charrière-Bournazel, avocat de M. Roland Dumas, voilà qui simplifie tout, car comment pourrait-on avoir détourné des fonds que l'on n'a pas touchés? »

« Soit, rétorqua M. Sarda, mais je maintiens que la subvention fut bien demandée... » On a beaucoup disserté aussi pour savoir si l'ONASEC, qui a pour but d'aider les rapatriés musulmans d'Algérie, les anciens harkis, pouvait aussi apporter son concours à des immigrés de la deuxième et de la troisième génération comme ce fut le cas. « C'est une évidence », a répondu M. Raymond Courrière, ancien secrétaire d'Etat aux rapatriés dans le gouvernement de M. Laurent Fabius. Et à M. Sarda

M. Roland Dumas et le responsable de l'ONASEC poursuivent le Figaro Magazine pour un article intitulé : « Ils ont détourné des fonds publics pour financer le PS. »

qui lui opposait le fameux rapport, faisant état de l'utilisation d'une imprimerie pour du courrier du Parti socialiste dans l'Aude, M. Courrière a rétorqué avec fougue : « Vraiment, être traité de voleur pour des balivernes pareilles... J'ai constaté moi-même que l'ONASEC était la seule association capable de mettre des lits à la disposition de cette population réduite à la misère, victime du racisme et du chômage et vivant avec la seule idée que ses enfants n'aient pas à connaître pareille situation. Si c'est tout ce que vous avez à me reprocher... Puis, très ému : « Honnêtement, je souffre profondément de ces accusations. J'en suis malade. Je me suis dévoué à tous, et aujourd'hui je dois m'en expliquer devant ma famille. Comprenez-vous ces choses-là? »

La misère des harkis

M. Jacques Henry, trésorier de l'association Espace 89, comme M. Maurice Benassayag qui en fut le président, ont exposé que la subvention de 50 000 francs dénoncée dans l'article de M. Suffert ne fut pas versée par l'ONASEC, mais directement par le ministère, ce qui ne leur paraît « nullement scandaleux ».

## Les auteurs et l'éditeur de « Suicide mode d'emploi » inculpés d'homicides involontaires

Deux ans après les plaintes déposées par deux familles de désespérés ayant mis fin à leurs jours en suivant les conseils de l'ouvrage Suicide, mode d'emploi, les deux auteurs, Claude Guillon et Yves Le Bonnicie, et l'éditeur Alain Moreau, ont été inculpés d'homicide involontaire, les 27 janvier et 12 février derniers, par M<sup>me</sup> Marie-Odile Bertella-Geffroy, juge d'instruction au tribunal de grande instance de Paris.

Ce livre, qui contient diverses « recettes » destinées à faciliter l'ultime geste de désespoir, fait l'objet de nombreuses plaintes qui s'étaient regrettées, jusqu'ici, aux textes régissant la liberté de la presse et de l'édition. Si, en 1985, M. Le Bonnicie avait pu être poursuivi pour « non-assistance à personne en péril » ce n'était pas directement en raison de l'ouvrage. Il s'agissait d'un échange de correspondance entre M. Le Bonnicie et un lecteur du livre de trente-neuf ans, Michel Bonnaud, qui souhaitait obtenir l'équivalence entre la dose mortelle d'un anti-dépresseur indiqué en gouttes dans l'ouvrage et celle du même produit présentée en comprimés. M. Le Bonnicie avait répondu en indiquant le nombre de comprimés nécessaires et, en mars 1983, Michel Bonnaud décéda après avoir absorbé la dose prescrite. Le 20 novembre 1985, la 1<sup>re</sup> chambre correctionnelle de Paris condamna M. Le Bonnicie à 10 000 francs d'amende pour non-assistance à personne en danger, et le 28 novembre 1986, la 11<sup>e</sup> chambre de la cour d'appel de Paris porta la sanction à six mois de prison avec sursis en accordant le franc symbolique de dommages et intérêts à la famille.

L'ouvrage ne semblait cependant pas pouvoir constituer une base de poursuites. Les auteurs s'étaient efforcés de « droit au suicide » et les juges d'instruction saisis des plaintes des familles ne parvenaient pas à caractériser un délit.

Ainsi, le 13 mai 1985, M. et M<sup>me</sup> Gallais avaient déposé une plainte pour homicide involontaire et non-assistance à personne en danger à la suite du décès de leur fils, Benoît, survenu en mars 1984, à l'âge de dix-neuf ans, après l'absorption de produits à dose toxique. Le jeune homme avait retranscrit sur cinq feuillets les passages de l'ouvrage qui se trouvaient dans sa bibliothèque. Mais le 20 mars 1986, le juge d'instruction, M<sup>me</sup> Nida Bertella-Geffroy, rendait une ordonnance de non-lieu en considérant qu'il ne s'agissait pas d'un homicide involontaire mais « d'incitation et aide au suicide » qui ne sont pas punissables. Quant à la non-assistance à personne en danger, le juge notait qu'elle ne pouvait être retenue en l'absence de tout dialogue direct qui

eût permis aux auteurs et à l'éditeur de prendre conscience d'un état de danger imminent nécessitant une assistance.

Le même jour, les magistrats rendaient une ordonnance identique concernant le cas de M. Alain Guignemont dont l'épouse Evelynne avait mis fin à ses jours, le 5 juin 1984, à l'aide d'une arme à feu dans une chambre d'hôtel à Saint-Aubin-d'Aubigny (Ille-et-Vilaine), où l'ouvrage avait également été retrouvé, portait des annotations.

### Une véritable propagande

Cependant, la chambre d'accusation de Paris, saisie en appel par l'avocat des deux parties civiles, M<sup>me</sup> Henri-Pierre Gaudy, a infirmé les deux ordonnances, le 4 novembre 1986. Selon les magistrats, l'infraction d'homicide involontaire caractérisée par la maladresse, l'inattention, la négligence ou l'inobservation des règlements pourrait être reprochée aux auteurs et à l'éditeur.

Ainsi, la publication de noms de spécialités pharmaceutiques inscrites au tableau des substances vénéneuses est soumise au code de la santé publique et cette publicité, « véritable propagande », constitue une violation des lois et règlements. Les juges relèvent que cette publication « a pour objet de faciliter à autrui l'acquisition et l'usage de substances vénéneuses dans le but de faciliter des empoisonnements. Cette incitation, qui se situe en dehors de toute préoccupation thérapeutique, résulte de l'énumération, sous forme de nomenclature, des médicaments classés comme toxiques ou stupéfiants, de l'indication de leur dose mortelle, et de l'indication de moyens pour renforcer leur toxicité et pour se procurer frauduleusement des ordonnances médicales... »

MARC PORTEY.

### Un titre fâcheux

Mais d'abord, sur quels éléments s'était fondé M. Suffert pour parler, par exemple, d'une subvention de 400 000 francs accordée à l'association qui présidait M<sup>me</sup> Marthe Mercadier dont, ajoutait-il, M. Roland Dumas est un responsable? M. Suffert exposa qu'il avait « quand même quelques amis ». Soit. Mais

### En Savoie

#### Assassinat d'un curé

Jean Fressoz, quatre-vingt-huit ans, curé de Verrins-Arvey, un village près d'Albertville (Savoie), a été assassiné dans son presbytère, vraisemblablement victime d'une agression crapuleuse dans la nuit du dimanche 15 au lundi 16 février. Un grand désordre régnait dans la résidence du prêtre, qui avait l'habitude de ne jamais fermer sa porte à clé.

Le Père Jean Fressoz était très populaire dans la région et, malgré son grand âge, il avait obtenu une autorisation exceptionnelle de continuer à exercer son ministère.

Les circonstances de sa mort ont provoqué une vive émotion dans la paroisse. Une autopsie devait être pratiquée mardi pour déterminer les causes exactes du décès.

### Coups de feu dans un café d'immigrés à Chambéry

#### Un blessé grave

CHAMBERY de notre correspondant.

Lundi soir, 16 février, vers 22 heures, dans le quartier du faubourg Maché, à Chambéry, deux hommes, le visage recouvert d'une capote, sont entrés dans le bar de M. Salah Boudhefar, de nationalité algérienne. Avec un fusil de chasse, ils ont tiré des coups de feu en direction de plusieurs clients. L'un d'entre eux, sérieusement blessé à la tête, a été transporté au CHR de Grenoble.

Aucun indice n'a permis, jusqu'à présent, d'identifier les agresseurs. Déjà, en septembre dernier, cet établissement avait été l'objet d'une attaque identique, mais personne n'avait été blessé. Promis à une prochaine rénovation, le secteur insalubre de l'Ilot des Bernardines, faubourg Maché, comporte plusieurs bars maghrébins où se retrouvent les travailleurs immigrés de la ville.

M. D.

### Carrefour du développement

## M. Aurillac : « Je n'ai jamais voulu exploiter » l'affaire Chalié

M. Michel Aurillac, ministre de la coopération, s'explique dans un long entretien paru dans le Journal du dimanche sur l'affaire du Carrefour du développement. Interrogé sur les répercussions de l'affaire sur la collaboration, le ministre estime qu'elle « n'a pas facilité les relations, mais elle a obligé les socialistes à plus de prudence. Bien sûr, ils ont voulu transformer l'affaire Chalié en affaire Pasqua, mais ça commence à s'essouffler. Ils se sont rendus compte qu'il y avait bien des causeries-gigognes... »

« Comparez, poursuit le ministre : Vous avez d'un côté un brigandage, un détournement de fonds qui porte sur quarante à cinquante millions. De l'autre, la délivrance d'un faux passeport par une autorité, à supposer que cela soit vrai. J'ai déclenché l'affaire Chalié par ma plainte. Je

n'ai jamais voulu l'exploiter, essentiellement pour maintenir la dignité de ce ministère à l'étranger... » Après avoir rappelé que jamais, lorsqu'il était directeur de cabinet de M. Poizatowski, ministre de l'intérieur, on ne lui avait demandé la délivrance d'un faux passeport. M. Aurillac déclare : « Mais je pense que, moins l'on rentre dans les détails, mieux ça vaut. Quand Pasqua dit qu'il n'en a pas entendu parler, je le crois... »

Le ministre de la coopération considère, d'autre part, que l'affaire Chalié ne s'arrêtera pas là : « Si les investigations judiciaires vont jusqu'au bout, dit-il, on trouvera forcément que Chalié trompait dans des affaires d'armes, des trafics d'influence... Il y a des gens qui l'ont recommandé, il y a des bureaux d'études compromis... »

### Les enfants retenus en Algérie

#### Retrouvailles à Strasbourg

Les cinq mètres françaises et leur compagne britannique (1) qui, depuis le 10 février, marchent vers Genève pour alerter l'opinion sur le drame des enfants de couples binationaux retenus par les parents en Algérie devraient revoir leurs enfants pour une quinzaine de jours. Les retrouvailles devraient avoir lieu mercredi 18 février, lors de la visite des mères au Parlement européen. Cette décision a été prise par le gouvernement algérien, qui désire ainsi montrer sa bonne volonté dans le règlement de ce douloureux problème. Elle fait également suite à une série d'entretiens commençaient lors du départ des mères de Paris, le 10 février, avec M<sup>me</sup> Anne-Marie Lizin, député européenne belge, interlocutrice privilégiée de l'Algérie pour ces conflits, souvent utilisés comme intermédiaire par les mères françaises.

Au cours de ces discussions, les représentants algériens ont déclaré désirer une réouverture des négociations sur une convention bilatérale (franco-algérienne) qui offrirait un cadre juridique aux deux pays pour le règlement des conflits. De même, ils ont reformulé leur offre de mettre rapidement en place une procédure assurant la régularité d'un droit de visite transfrontière. Jusqu'à présent, la France, craignant que le droit de visite ne soit, de fait, systématiquement appliqué au détriment

du droit de garde, a fait savoir qu'elle négocierait les deux droits en même temps. Un accord a toutefois été trouvé récemment (le Monde du 12 février) entre l'Algérie et la France pour la nomination de deux médiateurs qui examinaient les dossiers actuellement en litige, en attendant la convention.

« En ce qui concerne les six mètres, explique Annie Sugier, porte-parole du Collectif défense des enfants enlevés, l'Algérie proposait de leur amener les enfants pendant les vacances, si elles interrompaient leur marche... Les représentants algériens ont finalement abandonné cette condition. Pour les manifestantes, il n'était pas possible, en effet, d'interrompre en cours de route un mouvement dont le but n'était pas de régler uniquement leur problème mais d'obtenir que la France et l'Algérie, qui, depuis des années, promettent une convention au sujet de ces enfants, laissent leurs travaux. Elles reprendront donc le 19 février leur marche vers Genève, où elles seront reçues le 4 mars par la commission des droits de l'homme des Nations unies.

CHRISTIANE CHOMBEAU.

(1) M<sup>me</sup> Jocelyne Bany, Marie-Paule Walter, Nicole Vroquoil, Marie-Anne Pissel, Hilde Monteugnot, Margaret Higgins.

### EN BREF

Le cabinet du garde des sceaux. — Au cabinet de M. Alain Chénedoll, ministre de la Justice, M. Jean-Pierre Marchi devrait remplacer au début du mois de mars M. Jean-Marie Coulon comme conseiller technique chargé des services judiciaires. M. Coulon a été nommé récemment vice-président du tribunal de Paris. M. Marchi était jusqu'ici premier substitut à Paris.

Trois jeunes gens inculpés à Metz de provocation à la haine raciale. — Philippe Debortet, 20 ans, de Metz, sans profession ; Olivier Genter, vingt-deux ans, ouvrier de Dieulouard (Meurthe-et-Moselle), et un mineur de seize ans, tous trois membres du FNE (Faisceau national européen), ont été inculpés, lundi 16 février à Metz, de provocation à la haine raciale pour avoir barbouillé les murs du centre de la ville de graffiti antisémites, nazis ou glorifiant Adolf Hitler. Sur plainte du maire de Metz, ils devront aussi répondre de dégradations volontaires de monuments classés.

Tombes musulmanes profanées dans l'Ain. — Cinq tombes musulmanes, près du mouvement des maquis de l'Ain, ont été profanées dans le cimetière-mémorial du Vél d'Enter sur le commune de Cardon (Ain) (notre édition « Rhône-Alpes » du 17 février). Les pierres tombales ont été arrachées et les tertres ont été piétinés. Dans ce cimetière reposent les corps de plusieurs dizaines de résistants tués par l'armée allemande et la milice. Le président du comité du monument a exprimé sa réprobation et rappelé que « Français, musulmans et Espagnols étaient morts pour la France ».

Vandalisme à la synagogue de Saint-Germain-en-Laye. — Des inconnus ont mis à sac, dans la nuit du 14 au 15 février, le centre communautaire israélite, impasse Saint-Léger, à Saint-Germain-en-Laye (Yvelines). Ils ont arraché le téléphone, cassé des bouteilles, maculé les murs d'inscriptions injurieuses et profané des objets du culte, dont trois rouleaux de la Torah.

Un « ex-lieutenant » de Gaston Zampa assassiné à Toulouse. — Gérard Vigier, quarante-quatre ans, un « ex-lieutenant » de Gaston Zampa, qui commérait le milieu marseillais avant de se suicider en prison en 1984, a été assassiné dans la nuit du dimanche 15 au lundi 16 février à Toulouse, alors qu'il sortait d'une boîte de nuit.

### SPORTS

#### La semaine décisive du basket-ball français

#### Fisher-la-Science

En demi-finale aller de la Coupe d'Europe des vainqueurs de coupes, Villeurbanne affronte, mardi 17 février, les Yougoslaves de Zagreb. Le lendemain, Limoges jouera à Saragosse en demi-finale de la Coupe Korac. Mais surtout, l'Élan béarnais Orthez (EBO) reçoit mercredi 18 février, dans sa salle fétiche de La Moutière, le Real de Madrid en Coupe d'Europe des clubs champions. Un match capital pour le basketbeurs béarnais, qui, en cas de victoire, seraient quasiment assurés de jouer la finale, le 2 avril prochain, à Lausanne.

L'Élan béarnais d'Orthez est une équipe caméléon, capable de s'adapter à tous les adversaires et à toutes les circonstances de jeu. Là où d'autres douderaient, pendant même l'espoir, elle a la déconcertante faculté de changer de tactique au beau milieu d'un match. Plusieurs de ses adversaires en Coupe d'Europe en ont fait l'expérience, privés de victoire alors qu'ils croyaient avoir le score bien en main. Mis sur le coup de l'enthousiasme, ces reverses de situation ne devaient en fait pas grand-chose au hasard. Le sort des rencontres les plus incertaines se joue souvent sur le banc de touche, et le carnet de notes de George Fisher, l'entraîneur américain de l'équipe béarnaise.

Rien n'échappe à son œil bien. Pendant les temps morts, le diagnostic fuse, souvent judicieux. L'homme sourit encore au souvenir de l'astuce qui permit aux « petits » Ortheziens de débiter l'équipe de Kansas et son géant Sabonis. « Il suffit souvent de quelques ajustements dans notre schéma de jeu pour pointer, tactiquement, des problèmes à l'adversaire », explique-t-il, refusant toutefois d'opérer des modifications radicales en cours de saison. George Fisher met en route dès le mois d'août « un plan global de préparation dans le but d'arriver au top niveau, tant physique que technique, en fin de saison ». « Il s'agit d'un cadre général, dit-il, permettant à l'équipe d'avoir une réponse

à toutes les situations. Je préfère qu'on applique à la personne un schéma simple plutôt qu'à tout seulement une stratégie sophistiquée. » Disciple de La Palice, ce Fisher? Il a surtout retenu les leçons de Jack Gardner, l'un des plus grands coaches du basket-ball américain, enjoint lui à la retraite, dont il fut l'épouse à l'université d'Utah. « La plupart de ses adjoints sont aujourd'hui des entraîneurs de haut niveau », dit-il. Vingt ans après, en dépit d'une expérience déjà riche (huit ans à Joug, puis à Orthez depuis 1979), George Fisher a conservé une curiosité intacte pour les choses du basket : « J'apprends tous les jours, continue-t-il. Je vais voir de nombreux matches dans la région, des juniors, des cadets. Il est bon de se remettre en question... »

Jean-Jacques BOZOMNET.

# Société

# Communication

## RELIGIONS

### Le carmel d'Auschwitz et l'affaire Edith Stein

## Les relations judéo-chrétiennes risquent de s'assombrir

Amélioré par la visite de Jean-Paul II à la grande synagogue de Rome le 13 avril dernier, le climat des relations judéo-chrétiennes est à la merci du moindre accroc.

Dans les communautés juives de France, de Belgique ou d'Italie, l'affaire du carmel d'Auschwitz — dont l'écho commence à s'échapper aux États-Unis et en Israël — rappelle de plus en plus l'affaire Finaly : en 1953, des manifestations en France avaient permis de rendre à leur famille des enfants — de parents juifs disparus pendant la guerre, — qui avaient été baptisés sans consentement.

L'affaire du carmel d'Auschwitz tourne à l'épreuve de force entre la hiérarchie catholique polonaise et les communautés juives d'Europe occidentale, alertées depuis plus d'un an par l'engagement en carmel de l'ancien théâtre d'Auschwitz, situé à la limite du camp de concentration.

Après une première rencontre à Genève en juillet 1985, une deuxième est prévue, le dimanche 22 février prochain, dans la même ville. Avec les mêmes acteurs : les cardinaux Macharski (Cracovie), Lustiger (Paris), Decourtray (Lyon), Damaeks (Bruxelles). Et, du côté juif, les dirigeants laïcs et religieux des communautés belge et italienne, M<sup>re</sup> Theo Klein, président du Congrès juif européen, et le grand rabbin René Samet, strat pour la France.

La première rencontre avait abouti à la décision d'interrompre les travaux d'installation du carmel (le Monde du 24 juillet 1986). Elle a été approuvée. Mais, alors que la délegation juive de Genève avait cru que leur maintien dans les lieux n'était plus que « provisoire », dans l'attente de trouver un autre site, — quatorze religieux vivent toujours cloîtrés dans l'un des ailes du bâtiment.

La nouvelle réunion du 22 février risque de s'ouvrir dans une certaine tension. La délegation juive se rend à Genève pour « négocier d'égal à égal ». Elle attend d'aboutir à une décision ferme de démantèlement des religieuses, assorti d'un calendrier précis. La compréhension des épiscopats français et belge n'est pas mise en cause. C'est l'impécuniosité de la hiérarchie polonaise — à surmonter son sentiment de supériorité — qui est incriminée.

### Symboles

S'agit-il d'un simple malentendu ? D'une polémique disproportionnée par rapport à l'objet même du contentieux ? La réponse serait positive en un tout autre cas, celui qu'Auschwitz. Alors que les cardinaux veulent faire de l'ancien théâtre un lieu de prière et de « repentance », Auschwitz est pour les juifs le symbole même de la Shoah. Le professeur Ady Steg, président de l'Alliance israélite universelle, dit souvent que « ce site devrait être le

**L'installation de religieuses près du camp de concentration tourne à l'épreuve de force entre la hiérarchie catholique polonaise et les juifs occidentaux.**

seul dans tout l'univers d'où il ne serait pas concevable que s'élève une prière d'excuse soignée. Ni synagoga, ni église, ni temple, ni couvent. Uniquement le silence ».

Dans l'impossibilité de désavouer l'initiative des religieuses polonaises, le cardinal Macharski devrait renouer, lors de cette deuxième rencontre judéo-chrétienne de Genève, son projet de fondation d'un lieu d'études et de prières, avec la participation de la communauté juive, intégrant le carmel dans une proposition de sécularisation de la paroisse de Saint-Jacques, qui entend faire du démantèlement des carmelites le préalable à toute autre discussion.

Le pape se garde d'intervenir. Au cours de son dernier voyage en Australie, il a dû faire face, selon plusieurs témoignages, à une certaine agressivité de la part de la communauté juive locale. Jean-Paul II a récemment déclaré à un évêque français en visite à Rome : « Une solution pourrait être trouvée si on tenait compte de ce que fut aussi la souffrance polonaise pendant les derniers guerres ».

Cette phrase rejoint un sentiment répandu en Pologne, où l'on connaît l'opposition juive au carmel, et où on comprend mal. Les Polonais ont aussi payé un lourd tribut au nazisme. « Pourquoi n'a-t-elle pas le même poids de la douleur », estime un observateur polonais à Paris.

Dans un tel climat de suspicion, le moindre incident prend de grandes proportions. On dit aujourd'hui :

### Le pape intervient dans l'affaire Hunthausen

WASHINGTON — de notre correspondant

Le Vatican semble décidé à régler l'affaire Hunthausen avant la visite de Jean-Paul II aux États-Unis, prévue en septembre prochain. Archevêque de Seattle, Mgr Raymond Hunthausen avait été suspendu d'une partie importante de ses fonctions. On lui reprochait un certain laxisme dans l'application de la doctrine sexuelle de l'Église catholique (le Monde du 11 septembre et 11 novembre 1986).

Jean-Paul II a reçu en audience privée, le lundi 15 février, Mgr Donald Waiyat, évêque auxiliaire du même diocèse de Seattle, qui avait réuni des compétences retirées à Mgr Hunthausen (formation du clergé, questions morales et liturgiques). « Cette affaire n'est pas pratique », avait dit l'archevêque suspendu, lors de l'assemblée plénière de l'épiscopat américain, en novembre dernier, qui s'était beaucoup ému de cette affaire.

Le Vatican vise également à nommer une commission de quatre membres, les cardinaux Bernardini (Chicago), O'Connor (New-York), Mgr Quinn (San-Francisco), pour examiner la manière dont a été créée la commission Bernardini, qui passe pour un proche de Mgr Hunthausen, notamment par ses positions contre les armements nucléaires, avait estimé que « cette affaire affecte le moral des catholiques américains ».

M. P.

chez les juifs occidentaux, après le carmel, l'épiscopat polonais est en train de... une église dans un autre camp, le Sobibor : de source bien informée, il s'agirait du lieu de la restauration d'une chapelle qui existait déjà avant la guerre.

### La conversion d'une juive allemande

La prochaine béatification par l'Église catholique d'Edith Stein risque d'apparaître... « une prouesse supplémentaire ». Sa vie est mal connue. Edith Stein est née en 1891 à Breslau dans une famille de juifs allemands pieux. Philosophique, elle devient disciple de Husserl. Elle se convertit au catholicisme en 1922, entre au carmel et devient Bénédictine de la Croix. Réfugiée aux Pays-Bas, elle est arrêtée en 1942 avec sa sœur Rosa, également carmelite, puis déportée. Elle meurt quelques jours seulement après son arrivée à Auschwitz-Birkenau. Elle est considérée par beaucoup comme une « martyre ».

Se béatifier devrait être proclamé, par le pape lui-même, le 1<sup>er</sup> mai prochain à Cologne, au cours de son deuxième voyage en Allemagne fédérale. En l'honneur de son texte officiel décrétant la béatification de cette religieuse allemande, dont la cause a été introduite en 1962, des informations partielles venant de Rome annoncent qu'Edith Stein sera distinguée par l'Église comme « martyre », et non par « haine de la foi catholique ».

Une telle interprétation est récurrente dans la communauté juive et les groupes d'amitié judéo-chrétiennes. Pour eux, Edith Stein n'a pas été déportée parce que convertie et carmelite, mais évidemment parce que juive et, comme tous les autres juifs, au vertu des lois naziales de Nuremberg.

Edith Stein aurait toujours en la foi de son peuple et même contribué, par ses écrits, à la réhabilitation de Pie XI de condamner, en 1937, le nazisme (encyclique *Mit brennender Sorge*). Mais d'autres spécialistes de ses œuvres mystiques font état de citations dans lesquelles elle voudrait « offrir sa vie pour expier la faute du peuple juif ».

Dans le Figaro du 2 mars 1984, François Mauriac écrit qu'« elle a été victime de son carmel en Hollande, et a pris sur ses épaules la croix de ses six millions de frères ».

Henri Tincq.

### Le « gay » clergé américain

Dans son édition du 22 février 1987, l'hebdomadaire Newsweek relate les résultats d'une enquête, menée aux États-Unis de 1980 à 1985 sous la forme de 1 000 questionnaires, par un psychologue du Maryland, Edward McCants. Vingt pour cent des 57 000 prêtres catholiques américains se déclarent homosexuels, dont la moitié de manière active.

Dans 1976, la proportion a augmenté, et, selon Newsweek, d'autres thérapeutes américains ont constaté que l'approche de 40 %. Il n'y a cependant pas de statistiques plus précises, car l'homosexualité se répand également dans le clergé protestant : elle toucherait 50 % des ministres de l'Église épiscopaliennne dans les États-Unis, et 60 % dans le Royaume-Uni.

### PARIS

Incendies dans le dix-huitième arrondissement de Paris. — Deux appartements situés dans deux immeubles différents du dix-huitième arrondissement de Paris ont été détruits par le feu lundi 16 février. Six personnes ont été légèrement intoxiquées par le fumée. Ces sinistres sont fréquents chaque hiver dans les vieux immeubles de la capitale. Toutefois, la police n'a toujours pas mis la main sur les auteurs des trois incendies criminels qui, il y a quelques semaines, ont entraîné l'implosion d'un immeuble et jeté à la rue soixante-dix livres.

M. Jack Lang contre l'attribution de la « 5 » à M. Robert Herant. — L'ancien ministre socialiste de la culture, M. Jack Lang, a demandé l'attribution de la « 5 » à M. Robert Herant, directeur du Club de la presse d'Europe 1, le « scandale » que constituerait l'attribution de la « 5 » à M. Robert Herant. M. Jack Lang a affirmé que confier une « 5 » à un militant politique, à l'homme de la droite la plus extrême, est un véritable symbole de la revanche du pétainisme sur la gauche.

M. Hervé Louboutin élu président du syndicat CFTC des journalistes. — Le syndicat des journalistes CFTC a élu, le 5 février, son nouveau bureau. Hervé Louboutin, rédacteur en chef adjoint de Presse-Océan (Nantes) en est président, Bernard Vivier d'Etudes sociales et syndicales (Paris) secrétaire général, et Pascal Friang de l'Est Républicain (Nancy) secrétaire général adjoint. Hervé Louboutin succède à Guy Lambert, décédé le 15 janvier.

Un entretien avec M. Gérard Ducaux-Rupp

## Les producteurs jugent les candidats à la reprise des chaînes

Il y a un an, professionnels du cinéma et de la télévision partaient en guerre contre le cahier des charges de la cinquième chaîne et leur boycottage gênait considérablement la naissance de la première télévision commerciale. Au moment où la CNCL s'apprette à réattribuer la

« 5 » et TV 6, M. Gérard Ducaux-Rupp, président de la Fédération des producteurs de films et de programmes audiovisuels, rappelle les exigences des professionnels de l'image et porte un premier jugement sur les chances des candidats.

« En un an, le dossier des télévisions privées a beaucoup évolué. Le gouvernement a tenu ses promesses en demandant aux candidats privés de respecter les mêmes règles à l'égard du cinéma que les chaînes publiques. Et ce, malgré les vœux de certains candidats. En ce qui concerne la production audiovisuelle, le cahier des charges de TF1 reste un minimum très insuffisant mais la CNCL a révisé la barre pour la « 5 » et TV 6.

« Puisque les candidats sont jugés aujourd'hui sur la qualité de leurs dossiers, nous souhaitons que les programmes soient susceptibles de dynamiser la production des images. Des engagements que la CNCL officialiserait en les annexant à l'autorisation d'émettre. Pour le cinéma, nous souhaitons un volume annuel minimum de films coproduits ou un investissement dans l'achat de longs métrages garanti par un pourcentage sur le chiffre d'affaires de la chaîne. Les candidats propriétaires de la « 5 » s'engagent sur 10,4 %. Les futurs repreneurs ne devraient pas faire moins.

« Pour la fiction audiovisuelle, nous demandons le respect des quotas de production originale française et la garantie d'un investissement dans le cinéma, correspondant à 15 % du chiffre d'affaires de la chaîne. Le point le plus important pour la séparation des médias est l'interdiction de produire de la fiction, inscrite dans le cahier des charges des chaînes privées. Ce doit être le cas des chaînes et au fil des années, le contrôle. Si l'attribution ou M. Ducaux-Rupp la réglementation.

« La chaîne est un véritable impôt sur la création. Il décourage les candidats et, par conséquent, la surcote au niveau-disant culturel ».

« La compétition risque en effet d'être fort restrictive et le futur repreneur, soucieux d'amortir son prix d'achat, limitera ses investissements dans la production originale.

« Certes, le gouvernement affirme que 10 % du produit de la chaîne TF1 ira à la création. Encore faudrait-il que cette somme soit affectée directement aux chaînes de création cinématographique et audiovisuelle, et non à renflouer les budgets des chaînes publiques.

« Si vos relations avec les chaînes privées ne sont pas encore si bonnes, vos problèmes avec les chaînes publiques risquent d'être de règlement.

« Grâce à la médiation de la mission civile présidée par M. Michel Péricard, nous sommes parvenus à un accord sur les conditions de rémunérations des artistes cinématographiques et audiovisuels par les chaînes câblées. Nous sommes favorables au développement de la chaîne en France. Nous avons donc fait des propositions financières importantes pour faciliter le démarrage des réseaux. En ce qui concerne la stricte application d'un accord permettant la mesure fin à une situation qui nous obligeait à faire cesser des pratiques illicites.

Propos recueillis par JEAN-FRANÇOIS LACAN

(1) Allusion à la page de publicité publiée par le projet TFM (60 lignes) sur les disques UGC.

### Après la décision du juge du référé

#### Havas va porter plainte au pénal

#### contre les publicitaires

L'action en référé déposée lundi 16 février par le groupe Havas contre les trois publicitaires initiateurs de la campagne de presse « France, la liberté de communication est en danger » (le Monde du 17 février) a été accueillie avec la cessation de l'émission de la chaîne de la CLT sur la 6<sup>e</sup>, n-1, le lundi 16 février au quotidien économique bruxellois l'Echo de la Bourse.

Selon M. Blasser, président de la CLT, une société à deux investisseurs luxembourgeois avec un actionnaire belge, il ne faut pas oublier, que plus de onze cents personnes travaillent pour le groupe en France. Ne pas accéder à la CLT les moyens de se développer sur la nouvelle scène audiovisuelle française, est de priver les entreprises françaises des moyens de se développer dans ce domaine.

Dans son édition de l'Echo de la Bourse, le chef du gouvernement luxembourgeois regrette, d'autre part, la rupture intervenue entre

### La compétition autour de TV 6

#### Le chef du gouvernement luxembourgeois soutient la candidature de la CLT

Le premier ministre de Luxembourg, M. Jacques Blasser, s'est déclaré en faveur de la CLT, une société luxembourgeoise de télédiffusion, qui a obtenu la concession de la cinquième chaîne française. « J'espère que la Commission nationale de la communication et des médias [CNCL] pourra donner son accord à la candidature de la CLT sur la 6<sup>e</sup>, n-1, le lundi 16 février au quotidien économique bruxellois l'Echo de la Bourse.

Selon M. Blasser, « une société à deux investisseurs luxembourgeois avec un actionnaire belge, il ne faut pas oublier, que plus de onze cents personnes travaillent pour le groupe en France. Ne pas accéder à la CLT les moyens de se développer sur la nouvelle scène audiovisuelle française, est de priver les entreprises françaises des moyens de se développer dans ce domaine.

### M. Hauchart succède à M. Sauvageot à la tête de la SNEP

La Société nationale des entreprises de presse (SNEP) a élu à la tête d'un nouveau président-directeur général, M. Serge Hauchart, administrateur général de la Compagnie générale des papiers. Elu le 16 février par le conseil d'administration de la SNEP, après que son prédécesseur, M. Jacques Sauvageot, président de la société depuis 1982, ait déposé sa démission à la retraite (le Monde du 10 février), M. Hauchart avait vu sa nomination validée par le ministère de la Culture et de la Communication, qui a la tutelle de la SNEP.

Les administrateurs de la société se réuniront le semaine prochaine afin d'examiner la situation de la Société nouvelle des imprimeries Paul Dupont (SNIPD) de Clichy. Compte tenu de ses difficultés financières, l'Etat a décidé de cesser les subventions à la commune.

« Hervé Louboutin élu président du syndicat CFTC des journalistes. — Le syndicat des journalistes CFTC a élu, le 5 février, son nouveau bureau. Hervé Louboutin, rédacteur en chef adjoint de Presse-Océan (Nantes) en est président, Bernard Vivier d'Etudes sociales et syndicales (Paris) secrétaire général, et Pascal Friang de l'Est Républicain (Nancy) secrétaire général adjoint. Hervé Louboutin succède à Guy Lambert, décédé le 15 janvier.

(Né le 22 mai 1941 à Achiet-le-Petit (Pas-de-Calais), M. Serge Hauchart est ancien élève de l'ENA, de la même promotion que M. François Léotard. Après avoir été chargé de mission au ministère des finances, puis sous-préfet à Pierre-et-Miquelon jusqu'en février 1985, il intègre le secrétariat général de la communication à l'intérieur, en 1984, du rapport sur l'introduction en France de la publicité comparative. Il est administrateur-directeur général de la Compagnie générale des papiers depuis octobre 1985. M. Hauchart fut candidat (PR) aux élections législatives de 1978.]

éditions du cerf

6 semaines aux plus de la Nation

### ESPACE

Le prochain tir de la fusée Ariane reporté. — Annonce jusqu'ici pour mars ou avril, le prochain tir d'Ariane devrait avoir lieu le 15 mai ou au début du mois de juin prochain, a annoncé le directeur général d'Arianeespace, M. Charles Bigot, le samedi 14 février. « Deux étapes doivent encore être franchies avec succès, a en effet précisé M. Bigot. D'abord le test du moteur de la configuration définitive choisie, actuellement au stade de conception, et ensuite le test d'épreuve du moteur pendant un mois, jusqu'au 20 mars environ. »

M. Charles Bigot, le samedi 14 février. « Deux étapes doivent encore être franchies avec succès, a en effet précisé M. Bigot. D'abord le test du moteur de la configuration définitive choisie, actuellement au stade de conception, et ensuite le test d'épreuve du moteur pendant un mois, jusqu'au 20 mars environ. »

سكنا من الامل

# Culture

## PHOTO

*Joachim Bonnemaison chez Michèle Chomette*

### L'espace et le mouvement qui l'anime

Prenant l'horizon pour ligne mire, culbutant le ciel dans le lit des vagues, décomposant l'espace-temps et le mouvement, c'est une mise en abîme d'une grande turbulence que convient les vues curvilignes de la caméra panoramique.

immerge le regard dans la turbulence bouillonnante d'un monde intérieur qui s'enroule, et s'engouffre avant la reparaitre, irréconnaissable, en surface.



Des banlieues pavillonnaires en couleur aux vues panoramiques des routes ou des champs de blé, en passant par l'escalier d'un hôtel de maître à Dijon, on a pu suivre depuis 1981 l'évolution de la démarche de Joachim Bonnemaison, qui, par d'audacieux contrepieds visuels, dénonce, explore et redécouvre les paradoxes de l'espace.

Préférant la représentation à deux dimensions, l'exposition de ses recherches récentes chez Michèle Chomette, déborde ses habitudes par une vertigineuse plongée verticale à 360 degrés qui dénature toute vision conventionnelle. Epousant l'ondulation des vagues, dans ces vingt ans réalisés en hiver 1986 à Bréhat, la caméra en rotation

Dans ses photographies, explique Joachim Bonnemaison, j'essaie de décrire l'ensemble de l'espace qui m'entoure ainsi que les mouvements qui m'y entraînent. Pour cela

noire pour aller vers une blanche contrôlée en se frottant à des sensations nouvelles ? En fait, ma réflexion se situe dans la prolongation de celle de Rodchenko qui, à l'époque de la conquête du ciel par l'aviation, a su se libérer de la ligne d'horizon par un emploi quasi systématique des plongées ainsi que des contre-plongées.

En peinture, la médiation s'exprime à travers le plateau, l'usage du couteau ou des doigts. La photographie par définition est une machine à enregistrer mécaniquement des images. Je ne nie donc pas l'usage mécanique que j'en ai, mais mon intention est d'abord de faire rêver les gens avec mes images. Leur poésie importe davantage que la mise en cause technique, et même scientifique, qui aboutit à leur réalisation. Mes photographies sont appelées des perceptions mentales enfouies, elles sont à l'instar des méduses et des imaginaire.

PATRICK ROEGER.

Joachim Bonnemaison, « D'un mouvement, l'autre, la mer à ciel ouvert et le regard », Caméra Panoptica 1986, galerie Michèle Chomette, 24, rue Beaubourg, Paris-2<sup>e</sup>, jusqu'au 7 mars.

## THÉÂTRE

*La Taganka est repartie*

### Une guerre déjà lointaine

Le Théâtre de la Taganka est reparti pour Moscou. Après la Censura de Tchekhov et les Bas-Fonds de Gorki, il a présenté à l'Odéon une pièce nouvelle : La guerre n'a pas un visage de femme, témoignages et souvenirs d'anciennes combattantes de la guerre civile et des armées hitlériennes.

C'est une belle pièce très singulière, mêlant théâtre et la présence de quatre femmes, aujourd'hui âgées de soixante-cinq à quatre-vingt ans, qui avaient été, dans les années 1941-1945, les premières lignes, dans l'infanterie, le génie ou les équipes d'infirmerie.

Mais voyez sur la scène de l'Odéon ces quatre figures âgées (et deux ou trois actrices) : chacune aujourd'hui, âgée, et hier, au moment de la guerre, à vingt ans.

Or la combattante de naguère et la « souvenante » d'à présent ne sont pas la même femme, et cela dans les quatre cas, chacune à sa manière. L'auteur de la pièce a voulu montrer que cette guerre est déjà une histoire très lointaine, — et cela va à l'encontre des films et des pièces que les Soviétiques font d'habitude à ce propos. Autant la conscience et la volonté de ces jeunes filles étaient claires au d'un seul allant dans les années 40, leurs esprits, leur esprit, sont aujourd'hui confus, contradictoires, parce que la guerre n'ont cessé, depuis, d'être atteintes par une femme, comme un mal de longue durée, mais aussi parce que les années, entre-temps, ont broyé les esprits.

Svetlana Alexievitch, par l'adaptation de son propre livre, nous fait sentir le décalage profond entre la combattante et l'anciennement combattante. La mesure est très humaine aussi, bien sûr, entre ces quatre femmes

femmes et les filles ou garçons qui ont, aujourd'hui, vingt ans : c'est à ces jeunes gens que la pièce, de toute évidence, s'adresse.

C'est donc une œuvre pénitente, hétérodoxe, assez sombre, la plupart du temps très poignante, et remarquablement mise en scène par Anatoli Efros et Boris Glagoline, assistés par un emploi très dynamique des lumières et par des confrontations très fortes. Il y a trente-deux acteurs sur scène, tous excellents.

Nous comprenons bien, à voir un spectacle si intelligent et saisissant, le rôle essentiel que tient le Théâtre de la Taganka dans la vie de l'esprit, en particulier dans la vie politique, en Union soviétique. Après l'exil de Liouïmov et la mort d'Efros, ce théâtre se retrouve sans pilote. De l'avenir de ces comédiens dépend un peu l'avenir de leur patrie. Nous ne pouvons pas, ici, être insensibles à ça. Les femmes et hommes de théâtre de chez nous remercient ceux de la Taganka de leur étonnante venue.

MICHEL COURNOT.

## ARTS

*A l'Hôtel de Ville de Paris*

### Trois artistes en quête d'épaisseur

L'Hôtel de Ville serait-il en deuil ? Qui entre dans la salle Saint-Jean n'y voit que des toiles noires, brunes ou grises, quelques-unes ornées de crânes rangés en frise ou brodés de fantômes bêtes. Un peu plus loin, un sculpteur a employé un tronc d'arbre calciné ; le noir de la brûlure et de la cendre sont du meilleur funéraire. Au fond de l'escalier, une suite de peintures fortement verticales répète l'image d'une stèle surmontée d'une croix — on ne s'aperçoit que plus tard qu'il s'agit d'un mûrier christianisé.

L'ensemble n'invite guère à la joliveté, il s'en faut, et, chacun à sa manière, les trois artistes invités, Hélène Delprat et Lolo Le Groumellec, les peintres, et Judith Bartolani, le sculpteur, se veulent sérieux et graves jusqu'à la moelle.

Cette ambition les honore. Faut-il cependant tant de pathétique pour briser la familiarité du pastiche post-moderne ? A vouloir trop convaincre, il arrive qu'Hélène Delprat, et son œuvre, se soient envolés et son énergie au travail, donne le sentiment d'accumuler sur la même toile trop de signes, de masques, d'allusions primitives et de masculinités terreuses. Elle obtient une surface saturée, une image bouchée et confuse, qui font regretter les

pseudo-figurines à la mode repêtrée de ses premiers essais.

Le Groumellec, à l'inverse, réunit thème et motif à un sempiternel mégalithe à contre-jour. Cette obsession, que l'on veut bien imaginer originale, finit par lasser quoique ne rêve pas chaque nuit aux alignements de Carnac. Le style de ces peintures trahit les limites d'un certain effort contemporain pour se défaire des us et coutumes hérités de l'abstraction : Le Groumellec, alors qu'il représente une masse monumentale, n'échappe pas à la plus plate frontalité. Pas de volume, pas d'espace, pas davantage que dans l'art presque parietal d'Hélène Delprat : la méditation passe toujours sur la troisième dimension.

C'est à peine si Judith Bartolani, bien qu'elle développe ses pièces dans l'air, se distingue à ses confrères. Ses sculptures sont des découpages qui ne doivent leur épaisseur qu'à un socle d'un tronçonnage ou d'une pierre faisant office de socle. L'élegance de ces montages n'y change rien : ils demeurent terriblement diaphanes et fragiles.

PHILIPPE DAGEN.

Hôtel de Ville de Paris, salle Saint-Jean, jusqu'au 15 mars.

Le vingt-cinquième salon du Festival de cinéma de Pézenas se donnera du 24 février au 1<sup>er</sup> mars. Le Festival français des cinéclubs présente « Le rire dans les films français » à travers deux rétrospectives consacrées aux œuvres de René Deville et d'Eric Rohmer, ainsi que des films anciens sélectionnés par Bertrand Tavernier. La seconde partie du Festival, consacrée aux films récents, réunit les noms de Jean-François Stevenin (Double Messieurs), Claire Devers (Noir et Blanc), Léa Carrax (Mauvais Sang), etc. Renseignements : 67-31-27-35.

Le premier Festival du cinéma francophone se tiendra à Fort-de-France (Martinique) du 15 au 26 novembre. A cette occasion, l'Association française du festival du cinéma francophone, en collaboration avec le Centre national de la cinématographie, organise un concours destiné à favoriser l'écriture de scénarios d'expression française. La Dotation scénaristique, d'une valeur de 100 000 francs, sera attribuée par un jury composé, entre autres, de Richard Berry, Pierre-Loup Rajot, Corinne Touzet et Nicolas Gessner qui se réunit en septembre prochain. Renseignements : 47-05-65-73.

*La saison de la Pomme verte*

### De la bande dessinée à l'opéra

Contrairement à tant d'autres qui tendent au spectacle « tous publics », Françoise Pilet, directrice de la Pomme verte (centre dramatique national pour l'enfance et la jeunesse), continue à croire que le public de la maternelle est le plus précieux. Elle a récemment écrit pour le Festival de la Pomme verte d'Angoulême le *Pollen de la place des Vosges, Paris IV*.

Domitisse Serreau, qui a beaucoup travaillé avec Benoît Besson, l'a mis en scène et Roberto Moscovò, scénographe d'Ariane Mnouchkine, a réalisé les décors : une aire de jeu en spirale, un dispositif de panneaux de tissus colorés qui, depuis les cintres, suggèrent l'espace à la vitesse de l'éclair comme les ferments des crayons géants. Des personnages vrais et des personnages de B.D. croisent leurs réalités, leurs langages, leurs rêves : le passage d'un univers à l'autre a passionné Françoise Pilet plutôt que la transcription en images théâtrales d'images dessinées. De ce jeu du vertical et de l'horizontal, elle tire une série de gags vivement enchaînés, comme dans *Hellzapoppin*, et les enfants se retrouvent très bien dans ce langage impatient et synopod.

Pour des raisons analogues, Françoise Pilet, à prime crée le *Pollen*, se tourne vers l'opéra. Elle donnera début mars au théâtre parisienne une adaptation de *la Flûte enchantée* de Mozart à l'intention des maternelles. Il a

fallu dégager un choix de scènes autour de l'histoire parallèle de deux couples à la recherche d'eux-mêmes ; collaborer avec des musiciens et la collaboration de Pierre Barreau, une partie orchestrale sur laquelle chanteur en direct les interprètes.

La Pomme verte ne s'en tient pas là. Pour une troisième saison, continue de tourner l'exposition-animation : *vingt-sept boîtes de théâtre* (dans chaque boîte, une image vivante de spectacle). En tournée aussi, *Des nouvelles de théâtre*, spectacle pour un comédien, d'après *Lola*, une nouvelle de Truman Capote, qui retracer le passage d'un moment de lecture à un moment de théâtre. Enfin Joëlle Roulland travaille avec des adolescents sur le souvenir de leurs premières amours : un spectacle lui aussi destiné aux maternelles.

BERNARD RAFFALLI.

La Pomme verte, Théâtre de Sartrouville, place Jacques-Brel, 78501 Sartrouville, Tél. : 39-14-33-51.

Lecture d'Agamemnon. — Pour le quarantième anniversaire de la création de l'Agamemnon d'Eschyle par le groupe Théâtre antique de la Sorbonne, Jean Gilbert fera une lecture de cette tragédie, dans la traduction de Paul Mazon, avec la musique de Jacques Chailley (aux orgues Marcot) ; Karol Troy, le mardi 24 février, à 20 h 30, au Théâtre du Lierre (22, rue du Chevalier, 75113 Paris).

### CALENDRIER DES ADMINISTRATEURS DE CONCERTS

T.M.P. Châtelet Jeudi 18 février 20 h 30 (s.a. Valenciennes) G.A.L. O. et C. Worner Musica Théâtre	<b>MOZART</b> AIRS de CONCERTS <b>K. LAKI sop.</b> <b>Y. KENNY sop.</b> <b>C. PAPIS tén.</b> <b>F. VASSAR bar.</b> <b>D. SALAS basse</b> ORCHESTRE de CHAMBRE de VIENNE Dir. et sol. : Philippe ENTREMONT
CENTRE CULTUREL PORTUGAIS 51, av. Mm Jeudi 19 février 20 h 45 (s.a. Valenciennes)	<b>JAN GALLA</b> Benoît Lefebvre <b>MARCINGER</b> Piano ROSSINI, VERDI, TCHAIKOVSKI, TOSTI, DVORAK
T.M.P. Châtelet Vendredi 20 février à 18 h 30 (s.a. Valenciennes)	Victoria <b>DE LOS ANGELES</b> présenté par Lolo CLARET Violoncelle 1 <sup>er</sup> Prix ROSTROPOVITCH de la Ville de Paris SCHUBERT, GRANADOS
Location ouverte AU RANELAGH 5, rue de Vigne Paris (1 <sup>er</sup> ) Tél. : 01 47 78 11 11 de 11 à 18 h 02 77 62 92 92 et agences (France)	<b>MARIONNETTES DE SALZBOURG LE RANELAGH</b> 24 FÉV./29 MARS Les Contes d'Hoffmann Don Giovanni La Flûte enchantée Coco-Noël

Musique à 18h30

CREATION EN FRANCE  
PIECE INEXISTANTE DE  
**VACLAV HAVEL**  
**LA GRANDE ROUE**  
MISE EN SCÈNE  
**ALAIN TIMAR**  
THEATRE D'IVRY  
17 F<sup>ts</sup> FILLES D'IVRY  
LOC. 46 72 37 43. R FNAC

THEATRE  
de la  
Attica GUEDJ  
**La femme sauvage**  
de Jean YVANE  
40747

AUDIOTHEQUE  
**CAMERATA ACADEMICA DU MOZARTEUM DE SALZBURG**  
Piano  
**SAMBOUR VÉGH**  
mardi 17  
MOZART, LEBEL  
mercredi 18  
MOZART, STRAVINSKI, BORODINE  
vendredi 20  
MOZART, MENDELSSOHN  
samedi 21  
MOZART, WOLFF, DVORAK  
PRIX UNIQUE 48 F  
PL. DU CHATELET  
40 72 37 43

COGNAC  
**LES DESOSSÉS**  
Louis-Charles Stojko = Sophie Louchevsky  
THEATRE GEMIER  
Du 31 JANVIER AU 7 FÉVRIER A 20h 30  
Place de la République, Paris le dimanche soir et lundi

14<sup>e</sup> TOUR DE BABEL-détails  
Guarior Aperghis  
Réservations : 47 77 16 - FNAC

Direction Ensemble InterContemporain **eio**  
**KENT NAGANO**  
Jeudi 20 février Vendredi 21 février  
**JAPON : XX<sup>e</sup> SIECLE**  
**NODAÏRA - ICHIYANAGI**  
**TAKEMITSU MESSIAEN**  
Centre Georges Pompidou  
Grande salle 20 h 30

CONNAISSANCE DU MONDE  
SALLES PLEYEL : mardi 17 février 1987 (18 h 30 et 21 h), mercredi 18 (16 h), jeudi 19 (20 h 30), vendredi 20 (16 h, 18 h 30 et 21 h), dimanche 22 (14 h 30).  
**COLOMBIE**  
Du docteur PRIGON  
De la conquête espagnole au libérateur Bolívar. Espagne et le monde de l'Or...  
Des mines d'Amérique aux champs de caféiers. Le vie de Névo Guandá.

Culture

MUSIQUES

Sandor Vegh au Théâtre de la Ville

L'émerveillement



(Suite de la première page.)

L'enregistrement, les attitudes, en même temps inspiration inspirée. On a développé la vitesse en partant d'une idée fautive: ce n'est pas la vitesse que Chopin inventa chez Paganini, mais la musique. Si on regarde ses études, on s'aperçoit que l'idée de la vitesse technique le conduit à développer la technique pour elle-même. La technique donne des idées qui empêchent de se concentrer uniquement sur le travail mécanique; on a donc cherché à l'éliminer.

«Qu'est-ce que cela veut dire?», dit-il, en posant la question. Silence. «Depuis cinquante ans, j'ai essayé de comprendre, ça ne suit pas ce qui se passe: humour, drame? Il y a beaucoup de choses au-dessous de l'intelligence musicale: il faut de l'intuition, je dirais même de la magie. La magie de l'enfant qui est au monde et qui ne doit pas mourir. Casals avait ce regard d'enfant: un jour, je l'écouais travailler; il me dit soudain: «N'est-ce pas, c'est là où ça se passe, c'est ça qui est un fleur.»

GÉRARD CONDÉ. Théâtre de la Ville, les 17, 18 et 21 février, à 18 h 30.

ROCK

The Damned à la Locomotive

Dix ans de punk

Le punk-rock a tout juste dix ans. Les Damned aussi. En 1977, il y avait un groupe dont on était persuadé qu'il ne résisterait pas au contrecoup de l'explosion, c'était bien celui-là. Ils étaient trois à l'origine du mouvement: les Sex Pistols, en chef de file, les Clash pour la conscience et le militantisme, les Damned en guise de caricature. Les fous du roi en quelque sorte. Les Damned étaient les plus punks parmi les punks, chaotiques, drôles, incontrôlés. Ils étaient aussi (ceci expliquant cela) ceux qui jouaient le plus mal. Simplement, le mot d'ordre de l'époque était de briser les anciennes idées et d'inventer la scène, d'est ce qu'ils avaient fait. Ils ont enregistré quelques chefs-d'œuvre du genre, leurs albums étaient catastrophiques, menés par Dave Vanian, grimé en vampire.

dixième anniversaire, ils ont tenu plus longtemps que les Beatles, que, pourtant, ils votaient aux élections et dont ils s'inspirent à présent (époque Sargent Peppers). Ils se sont en effet recyclés en 1982 dans le post-punkisme, annonçant leur retour au monde avec un album superbe (Strawberries). Deux ans plus tard, ils ont suivi sur le même mode, baroque et rutilant, avec des guitares acides et étirées, des touches de clavecin, des cuivres avertis, des claviers vaporeux, des climats «ore» sur fond de quintessence hallucinogène. Ils avaient même été jusqu'à emprunter la panoplie: capes et col empire, chemises à jabot et dentelles noires. Revenus au clair, ils restent fidèles à leur fascination pour le morbide burlesque, accentuant l'aspect lugubre de leurs thèmes sur le modèle des orchestres cinématographiques. Sans doute parce qu'ils n'ont pas encore réussi à se débarrasser de leur réputation de mauvais élèves, le public est jusqu'à présent passé à côté de ces très beaux albums.

ALAIN WAÏE. Le mercredi 18 et le 20 à la Locomotive. Disques chez WEA.

Première au palais Garnier

L'élixir de Pavarotti

On sort ravi, amusé, agacé et furieux du palais Garnier où l'Élixir d'amour de Verdi, cent cinquante ans après sa création à Milan.

On est donc ravi par le triomphe de Luciano Pavarotti, dans la présence explicite de cette première de l'Élixir d'amour de Donizetti au palais Garnier (la première à Paris avait eu lieu au Théâtre italien en 1839). Pavarotti a eu le numéro de 1839 que l'on attendait. Il a «cruvé l'écran» avec sa voix de grand soleil qui écrase tout ce qui se passe (excepté Gabriel Bacquier), et même le caractère de son héros (1), qui paraît un peu trop forcé, un peu trop tragique, si le brave homme barbu ne ruisait de bons sentiments et ne multiplie les mimiques déboussolées, voire poétiques, en adoration perpétuelle devant sa bouteille de bordeaux. En subtilité et en finesse, guère, sinon quelques touches de la furtive lagrima, qui nous a valu un numéro de choix: la tête levée, les yeux fermés, la bouche ouverte comme un poisson hors de l'eau, les bras en croix, dans l'attente du bis.

Si l'on s'amusait de voir un ténor ressembler autant à son archétype, on fait aussi comble par la performance de Gabriel Bacquier en Donizetti, le seul à tenir tête au monsieur sacré, avec la voix de tonnerre de ses soixante-deux ans et son bagou fameux de bonhomme, même si les discours comiques de Donizetti n'ont pas le même attrait que ceux de Rossini. Lui du moins connaît un vrai personnage et le théâtre prend son plaisir à ce jeu.

NOTES

«Taï Pan» ou l'ennui

À la fin du siècle dernier, en Chine, un gentil Taï Pan (PDG) d'une importante société, furieux de ne pouvoir continuer son commerce d'opium, s'en va fonder la ville de Hongkong. Mais le méchant capitaine Brock, un sadique qui fouette les prostituées, est sûr de devenir Taï Pan à sa place. Ce qu'il ne fait pas pour réussir: J.R. Ewing, à côté, est un enfant de chœur. D'autre part, le fils du gentil Taï Pan tombe amoureux de la fille du méchant, quant au Taï Pan lui-même, il s'en va mourir en mer avec sa favorite chinoise.

Le film de Daryl Duke est tiré d'un best-seller de James Clavell et produit par Raffaella de Laurentis. On espère de l'aventure, on a du chrono, de la parole et l'étonnante lenteur de l'ennui.

C. G.

Agnès Bonnot prix Niepce 1987

Placé sous le patronage de l'association Geox d'images que préside Jean-Marie Floch, le prix Niepce 1987, destiné à encourager un jeune photographe dont l'œuvre est déjà partiellement reconnue, a été attribué à Agnès Bonnot. Trente-sept ans, membre de l'agence Vu, Agnès Bonnot succède ainsi à Thierry Girard, Hervé Rabot et Jean-Marc Zeoraki.

«Écrivant à la commande, Agnès Bonnot est surtout connue outre ses reportages sur le mode pour ses admirables portraits de chevaux, réalisés au format carré, et déjà largement présentés dans la presse en sur les cimaises, ainsi que dans un joli livre paru en 1985 aux éditions Hazan sous le titre Chevaux.

P. R.

SOIRÉE EXCEPTIONNELLE A MARSEILLE

«Théâtre Coté Cour, Coté Jardin» illustré par un film scénaristique récent: «LE SUCCÈS» de Constantin Koukoudov, suivi d'un débat avec: Pierre ARDITI, Françoise BERGÉ, Michel COURNOT, Daniel GÉLIN, Jacques MARÉCHAL, Maurice PASCAL. Théâtre de la Cité Jeudi 19 février 1987 à 20 h 30. Mardi de téléponey pour annoncer votre venue. Tél.: 91-64-74-64. ENTRÉE GRATUITE

DANSE

Paul Taylor à l'Opéra-Comique

Un pessimisme souriant

La compagnie est toujours brillante et sympathique, hyper-entraînée. Mais l'humour du gentil Paul Taylor est plus noir, plus grinçant qu'auparavant.

Carrière athlétique, malin, la bouche fendue dans un franc sourire, Paul Taylor est le prince même de l'Amérique dynamique et sans problème. Cet ancien danseur de Martha Graham est considéré aujourd'hui comme un classique. On l'a peut-être trop vite catalogué comme un optimiste doux. «Mon but est toujours de clarifier mes idées intimes», se plaît-il à dire. Mais il se semble que ses rêves du gentil Paul soient toujours plus noirs. Le programme qu'il vient de présenter à l'Opéra-Comique est franchement noir.

«Le deuxième Festival de musique d'Avrillé, près d'Angers, a lieu du 21 au 23 mars. Le Centre culturel Georges-Brassens invite quatre compagnies, qui présentent des spectacles pour adultes et enfants, Ariéquin surville, deux frères, Goldoni, ou le Scaramouche, au Tag Teatro de Venise. Toute la semaine, une programmation de la violence et du stress de la vie new-yorkaise. Fax: 41-34-63-47.

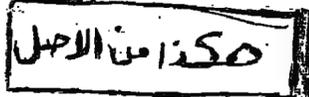
Les danseurs, agglutinés comme un essaim de vipères dans un espace tendu orné de miroirs, s'échappent par des sauts et des sautons comme des poissons sur le sable. Une énergie folle émane de eux, et s'épuise en vain. L'Offrande musicale, en 1985 sur la partition de Bach, ramène à des rivages plus sereins et surprend par son invention gestuelle et sa composition claire et subtile. Un style primitif s'y développe de manière cohérente et épaulement sur les jambes courtes. Un langage chorégraphique nait des mouvements précieux des hommes et des femmes, et de la allure de Tarzan. Des fleurs orangées de Jennifer Tipton, les entreprennent à la fête de la convivialité qui rappelle les joutes amoureuses des Mammans.

MARCELLE MICHEL.

Advertisement for the play 'CABARET' at the Mogador Theatre. It features a black and white photograph of a woman in a dark dress with her arms raised. Text includes: 'MOGADOR', 'A PARTIR DU 18 FEVRIER', 'CABARET', 'JEROME SAVARY', 'LIVRET DE JOE MASTEROFF', 'MUSIQUE DE JOHN KANDER / LYRICS DE FRED EBB', 'ORIGINELLES DE NEW YORK DE HAROLD PRINCE', 'LITE L'EMPER MARGALI ROEL YANN BARILEE', 'MICHEL DUSSARAT, GERARD GUILLAUMAT, SYLVIE KUHIL, RALPH ZAISER', 'CHOREGRAPHIE DE JEAN MOUSSY', 'DIRECTION MUSICALE DE OSWALD D'ANDREA', 'LOCATION AU THEATRE, 25 RUE DE MOGADOR, 75005 PARIS ET TOUTES AGENCES', 'TEL.: 42.85.28.80'.

Handwritten Arabic text: صكزا من الالعول

Spectacles



théâtre

LES SPECTACLES NOUVEAUX
Les jours de première sont indiqués entre parenthèses.
PAPIERS D'ARMÉNIE Théâtre

SAINT-GEORGES (48-78-43-47), 20 h 45 : Les Seins de Lola.
STUDIO CHAMPS-ÉLYSÉES (47-23-33-10), 21 h : Voyage en Égypte de la nuit.

Les salles subventionnées
Les jours de première sont indiqués entre parenthèses.
OPÉRA (47-42-57-50), 19 h 30 : Elektra

Le music-hall
CITHEA (43-57-99-26), 21 h 15 : J. Quer.
GALERIE DES NESLES (43-25-11-28), 20 h 45 : O. Piro.

Les autres salles
AMANDIERS (43-66-42-17), 20 h 30 : La Divine Clémence.
ANTOINE (42-08-77-11), 21 h 30 : Harold et moi.

Les cafés-théâtres
AU BEC FIN (42-96-29-35), 21 h : Tous les plumes en un seul corps.
ARTISTE-ATHÉVAINS (43-55-27-10), 21 h : Circus Locomotive.

Les chansonniers
CAVEAU DE LA RÉPUBLIQUE (42-78-44-51), 21 h : L'Acroco-batation.
DEUX ANGES (46-06-10-26), 21 h : Après la rose, c'est le bouquet.

La danse
AMERICAN (43-36-21-30), 21 h : Paratiles in Blue.
BASTILLE (43-57-42-14), 21 h : Sako; II, 19 h 30 : La Symphonie de la vie.

Opérettes
TH. DE LA PORTE SAINT-MARTIN (46-07-37-53), 20 h 30 : La Belle au bois dormant.
Les concerts
Maison Radio-France, 18 h 30 : Lucernaire (45-44-57-34), 1 h 30 : Lucernaire.

Jazz, pop, rock, folk
CAVEAU DE LA HUCHETTE (43-26-65-01), 21 h : R. Franc.
MONTGOLFIER (40-60-30-30), 22 h : NEW MORNING (45-23-51-41), 21 h 30 : FETI JOURNAL SAINT-MICHEL.

Le Monde Informatique Spectacles
42-81-26-20
Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles

Mardi 17 février cinéma

Les films marqués (\*) sont interdits aux moins de treize ans, (\*\*) aux moins de dix-huit ans.
La Cinéma-thèque
CHAILLOT (47-44-24-24)
11 h, Quartier sans soleil, de M. Yamamoto; 19 h, Le Manteau, de A. Lantieri; 21 h, Vietnam Quatre, de J. Van der Klewen.

Les exclusivités
LES ADEUX A MATIORA (Sov., v.a.) : Ciné-Beaubourg, 9 (42-71-52-36); Épée de Bois, 10 (43-37-57-47); Cosmos, 10 (45-44-28-80); Triomphe, 10 (45-62-45-76).
APRÈS HOURS (A., v.a.) : Studio de la Contrepartie, 10 (43-25-78-37).

LES FILMS NOUVEAUX
L'ÉCRIVAIN DE MALFAITTEURS, film français de G. Sorel, 19 h 30, 21 h 30, 23 h 30.
L'ÉCRIVAIN DE MALFAITTEURS, film français de G. Sorel, 19 h 30, 21 h 30, 23 h 30.

MANON DES SOURCES (Fr.) : Forum Orient-Express, 10 (42-33-42-26); Impérial, 10 (47-42-72-52); Marignan, 8 (43-59-92-42); Montparnasse, 14 (43-27-32-37); Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27).
MAUVAIS BANG (Fr.) : Ciné Beaubourg, 9 (42-71-52-36); UGC Odéon, 6 (42-25-10-30); Élysées-Lincoln, 6 (43-59-36-14); Lumière, 10 (42-46-49-07); Éclair, 13 (47-07-28-04).

LA ROSE POURPRE DU CAIRE (A., v.a.) : Grand Pavois, 15 (45-34-46-85); Châtelet-Victoria, 10 (42-36-12-83).
SABINE KRESKI, 7 ANS (A.L., v.a.) : République-Clichy, 11 (48-05-51-33); Le Sacrifice (Franco-Sud., v.a.) : Bonaparte, 6 (43-26-12-12).

LES MURS DE VERRE (A., v.a.) : Forum Orient-Express, 10 (42-33-42-26); Paris-Ciné, 10 (47-70-21-71); Parisnaxos, 14 (43-23-32-20).
THÉRÈSE (Fr.) : Élysées-Lincoln, 6 (45-44-57-34); George V, 10 (45-62-41-46); V.J., Lumière, 10 (42-46-49-07).

LES MURS DE VERRE (A., v.a.) : Forum Orient-Express, 10 (42-33-42-26); Paris-Ciné, 10 (47-70-21-71); Parisnaxos, 14 (43-23-32-20).
THÉRÈSE (Fr.) : Élysées-Lincoln, 6 (45-44-57-34); George V, 10 (45-62-41-46); V.J., Lumière, 10 (42-46-49-07).

LE DÉCLIN DE L'EMPIRE AMÉRICAINE (A., v.a.) : Ciné Beaubourg, 9 (42-71-52-36); UGC Odéon, 6 (42-25-10-30); Rotonde, 6 (45-74-94-94); Pagode, 7 (47-05-12-15); UGC Champs-Élysées, 6 (45-62-20-40); UGC Boulevard, 10 (45-74-94-94); Gare de Lyon, 12 (43-43-01-59); UGC Gobelins, 13 (43-36-23-44); Gaumont-Opéra, 10 (45-39-19-08); Gaumont-Convention, 15 (45-44-28-80); 14-Juillet-Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79); Image, 18 (45-22-47-94).

LES MURS DE VERRE (A., v.a.) : Forum Orient-Express, 10 (42-33-42-26); Paris-Ciné, 10 (47-70-21-71); Parisnaxos, 14 (43-23-32-20).
THÉRÈSE (Fr.) : Élysées-Lincoln, 6 (45-44-57-34); George V, 10 (45-62-41-46); V.J., Lumière, 10 (42-46-49-07).

PARIS EN VISITES
MERCREDI 11 FÉVRIER
«L'Opéra de Paris», 11 h 15, Musée de la Ville de Paris.
«L'Opéra et ses souterrains», 13 h 30, musée de la Ville de Paris.

LES SÉANCES SPÉCIALES
L'AMOUR À MORT (Fr.) : Grand Pavois, 15 (45-34-46-85), 15 h 30.
L'ANNÉE DU DRAGON (A., v.a.) : Grand Pavois, 15 (45-34-46-85), 15 h 30.

JEUDI 19 FÉVRIER
«Les impressionnistes au Grand Palais», 10 h, Grand Palais.
«L'Opéra de Paris», 11 h 15, Musée de la Ville de Paris.

CONFÉRENCES
3. rue Saint-Benoît, 11 heures : André du Sautoy, peintre du Cinquantième (L. Legat).
Cédril Aléria, 13 heures à 15 heures, rencontre-déjeuner : Les interrogations que pose Raymond Aron, 43-64-00-61.





Le Monde

SCIENCES ET MEDECINE

Varroa, fléau des ruches

Un parasite tue les abeilles : la pollinisation ne se fait plus, la flore change et les oiseaux pourraient en mourir.

Le varroa ou comment s'en débarrasser. Comment lutter contre ce parasite d'à peine un millimètre de long qui...

Une chose est sûre : dans le Midi, le problème des d'ores et déjà crucial. D'après une enquête...

Le Sud est particulièrement touché parce que les ruches y sont nombreuses, mais aussi parce que...

Certes, le varroa s'attaque aux abeilles adultes, mais il est le sang après avoir introduit ses chélicères...

La lutte biologique

« Ainsi se produit un véritable « affaiblissement » des ruches, comme le dit M. Pierre Robaux, directeur de l'Institut technique d'apiculture...

Le Midi très atteint

Accroché à l'abdomen des abeilles, il a saisi les traits de transhumance et le transport des ruches, que leurs propriétaires déplacent...

En quelques régions comme le Poitou-Charentes, la majeure partie de la Bretagne et de la Normandie et de la Nord-Pas-de-Calais...

Mais une chose est sûre : les tests sur le terrain, qui permettent de vérifier l'efficacité du composé belge et de préciser son mode d'emploi, n'ont pas commencé...

En cas de succès, les apiculteurs disposeront enfin de traitements naturels, qui offrent une heureuse alternative aux produits existants...

Mais il est encore plus dangereux lorsqu'il s'attaque au couvain. L'acarien choisit un effet qui...



Une femelle varroa aux chélicères dehors.

Une quantité dangereuse de substance chimique, leur seul emploi pour les abeilles pourrait être de leur offrir un moyen de lutte biologique plus efficace...

Une nouvelle boîte, Sanders Biotechnologie, vient d'être mise au point. Elle est destinée à la lutte contre les parasites...

association interprofessionnelle, Interiel, et de distribuer 1 millions de francs à des laboratoires...

On peut espérer que la réponse sera positive, tant l'enjeu est important. Car, en décimant les abeilles, les varroas portent un rude coup à la pollinisation...

Nul doute qu'ils le pourront, mais si le fléau continue à...

sévir. Pour les petits exploitants horticulteurs et arboriculteurs qui comptent sur les insectes sauvages pour transporter le pollen, les pertes risquent d'être plus importantes encore...

ELISABETH GORDON.

(1) Il existe en France 100 000 colonies de ruches, avec 1 500 professionnels qui ne vivent que de cette activité et 500 qui tirent du miel une partie de leurs revenus.

LES MAUVAIS TAUX DU CHOLESTÉROL

Américains, les Européens font le double du cholestérol. Une charte publiée le 10 janvier par l'European Heart Journal...

En conséquence, les Européens ont le meilleur score de risque cardiovasculaire. Mais, dans ces conditions, les Européens préconisent une amélioration de l'hygiène alimentaire...

Le problème est que, malheureusement, la plupart des nutritionnistes, un régime alimentaire serait proprement inadmissible.

Très peu surpris par ces résultats, le professeur Bernard Guy-Grand (Hôtel-Dieu de Paris) rappelle qu'avant d'entreprendre...

FRANCK NOUCH.

(1) Cette charte est résumée dans The Lancet du 31 janvier 1987.

La Rome des femmes-poison

Les Romains pensaient que les décès inexplicables étaient dus au poison, l'arme des femmes. A cause de ce préjugé, beaucoup d'entre elles furent mises à mort.

TOUTE femme romaine était soupçonnée d'empoisonnement. Caton l'Ancien (environ 234-149 avant J.-C.), connu pour être le bouillant défenseur des vertus de l'austérité romaine...

80, notamment - de grandes affaires d'empoisonnement ont été impliquées dans les grandes affaires. Les affaires ont lieu suffisamment de fois dans la mémoire collective pour que Tite-Live les relate, en s'inspirant sans doute d'ouvrages plus anciens disparus depuis...

Avant notre ère, l'histoire romaine est ainsi jalonnée - en 331, en 186-180, en 154-150, en

officielles. Mais on peut aller au-delà en comparant ces affaires avec celles, en les réinscrivant dans le cadre de l'histoire et de la société romaine. C'est ce que a fait M. Jean-Marie Pailler, maître de conférences à l'université de Toulouse-Le Mirail...

Les empoisonnements des femmes se produisent toujours - dans un climat de crise généralisée - que celle-ci soit due à une situation naturelle (sécheresse souvent) ou à une « épidémie » (baptisée pestilencia, mais qui peut être non que la peste, mais la malaria ou la typhoïde, ou autre chose), ou à une « incertitude historique ».

YVONNE REBEYROL. (Lire la suite page 19.)

APANL GRAMH organisent LES 1, 2 ET 3 AVRIL 1987, A PARIS UNE SESSION DE FORMATION PROFESSIONNELLE SUR LE THÈME L'HOPITAL ET SES CLIENTS

Handwritten Arabic text at the bottom of the page.

سكنا من الاجل

# SIDA : la contagion sous les linceuls

### Des lois, dans l'intérêt de la santé publique, pour l'inhumation des victimes d'épidémies.

**L**e 4 février, l'extravagant et richissime pianiste de variétés Liberace mourait à soixante-neuf ans dans une clinique de Palm-Springs, États-Unis. Selon son médecin traitant, le docteur Ronald Daniels, il avait succombé à une défaillance cardiaque qui souffrait d'une encéphalopathie chronique. Un quotidien de Las Vegas avait, quelques jours auparavant, publié des articles, repris par d'autres journaux, dans lesquels Liberace était atteint du SIDA. Affirmation vigoureusement démentie par son impresario, qui menaçait d'un procès tout ceux qui la répandaient. Devant ses insistances, le procureur de Los Angeles ordonna une enquête. En effet, des précautions particulières doivent être prises, selon la loi californienne, pour les obsèques des sujets atteints d'une maladie contagieuse, et les médecins ont l'obligation absolue

de signaler cette situation dans le certificat qu'ils remplissent.

Après avoir été embaumé par un établissement spécialisé, Liberace fut enterré discrètement le 7 février. Entre-temps, les autorités judiciaires ont fait pratiquer une autopsie et des prélèvements tissulaires et sanguins pour vérifier le diagnostic du docteur Daniels. Elles ont fait saisir d'autorité le médecin médical du pianiste, que le centre hospitalier Eisenhower - où il avait été hospitalisé plusieurs reprises - refusait obstinément à fournir, arguant du caractère absolu du secret médical.

Le coroner du Riverside County, chargé de cette enquête, vient d'en rendre publics les résultats. Résultats selon lesquels Liberace souffrait du SIDA, la plus précocement d'une pneumonie à cytomégalovirus, infection dite « opportuniste » qui complique fréquemment la mala-

die et est fréquemment aussi la cause de la mort. Le diagnostic est confirmé tant par l'autopsie que par les examens microbiologiques et les examens biologiques pratiqués à l'hôpital. Des poursuites judiciaires ont été annoncées par les autorités californiennes, contre le médecin traitant, le docteur Daniels, qui a fait un faux certificat, l'hôpital Eisenhower, qui s'est rendu complice de ces fausses déclarations en cachant le diagnostic médical, et contre l'entreprise de pompes funèbres qui a procédé à l'embaumement du corps, pratique interdite, pour des raisons évidentes de sécurité, lorsqu'une personne est atteinte d'une maladie contagieuse.

Le secret médical revêt, certes, un caractère absolu, mais le stipule l'article 111 du code pénal. Cet absolu a pour objet de protéger les droits - eux aussi absolus - de l'individu à la liberté et à l'intimité. Mais ces droits connaissent pour limites ceux de la collectivité, et notamment de la santé et à la sécurité. Dès lors, le secret connaît, légalement, de

l'obligation d'une mise en œuvre immédiate après le décès, dans un cercueil simple.

Les dispositions de l'arrêt du 11 décembre 1975 sont encore plus rigoureuses en France lorsque le décès est dû à la variole, au choléra, au charbon ou à l'une des fièvres hémorragiques virales. Dans ces cas, le corps doit être immédiatement déposé dans un

heures du matin. Toute infraction de ces règles est punie de prison de trois mois (1). Certes, les populations de cette époque ignoraient les microbes, bacilles ou virus, responsables du caractère éminemment contagieux des maladies pestilentielles, trop nombreuses pour « l'instrument de Dieu pour la punition des péchés ». Mais les autorités responsables ont le bon sens populaire de faire saisir les dangers de la contagion et les dangers des manipulations ou des manipulations de malades.

Malgré cela, les médecins (français notamment) opposèrent longtemps une résistance acharnée à la déclaration des maladies contagieuses, que l'Etat tenta de rendre obligatoire après les découvertes de Pasteur. Cette loi fut votée en 1892, puis en 1902.

S'il n'en est plus de même aujourd'hui, l'affaire Liberace et d'autres événements du même ordre, survenus en France, ont tenu qu'une partie du corps médical et une grande partie du public ne peuvent se résigner à ce qu'il soit fait à l'apprehension du mal commun, à l'émergence d'une morale communitaire, qui doit, dans certains cas, suppléer les intérêts individuels, et justifiés, et si justifiables soient-ils.

La loi prévoit, certes, être appliquée, et même tout, et les médecins se doivent d'être les derniers garants de cette protection, soumis aux attaques répétées d'un collectivisme et d'une idéologie qui ne cessent plus de se battre. Mais le sens médical ne saurait oublier qu'il est aussi le garant de la santé publique et qu'il est le devoir de pouvoir entreprendre les lois édictées par l'Etat pour sa protection.

Le médecin de Liberace a agi sans doute selon sa conscience, et selon les ordres que lui avaient émis les proches du pianiste. Les sanctions qui lui seront appliquées rappelleront à son pairs la difficulté de leurs devoirs, et qu'il est des cas où la conscience des uns doit s'effacer au nom de la sécurité des autres.

Dr. ESCOFFIER-LAMOTTE

(1) On lira à ce sujet l'excellent ouvrage : *La Peste à Londres au temps de Shakespeare*, par F. P. Wilson. Fayot éditeur, 240 pages, 130 francs.

### Les dérogations du secret médical

Liberace avait gagné un procès (et 150 000 dollars de dommages et intérêts) en 1959, procès intenté au journal *Daily Mirror*, lequel avait écrit qu'il était homosexuel. En 1985, son entourage avait démenti ses affirmations alors même qu'un jugement l'obligeait à verser plus de 1 000 000 dollars à une Rolls Royce à celui qui fut son compagnon pendant sept ans et qui avait eu, selon les termes du jugement, « une relation émotionnelle, sexuelle et d'affaires très proche » avec lui.

Selon des déclarations du coroner, le docteur Daniels et les autres praticiens qui ont eu à connaître de ce SIDA, évolutif depuis de nombreux mois, seront traduits devant les instances judiciaires pour des manquements disciplinaires.

Mais dira-t-on, les médecins n'avaient-ils pas le droit, et même le devoir, de bénéficier à tout prix du secret médical et, au besoin, de mentir pour défendre, jusque dans la mort, la vie privée du patient qui s'était confié à eux ? Ce devoir de silence, voire de mensonge, n'a-t-il pas été réaffirmé avec force en France même, en ces temps très récents ou plus lointains, au moment de la maladie, puis de la mort, d'un écrivain de la République, d'un artiste célèbre et d'un artiste à variétés mais aussi à succès ?

En outre, les législations américaines et françaises ont réglementé les opérations funéraires relatives aux sujets décédés de maladies contagieuses, particulièrement dangereuses. Il en est ainsi du SIDA qui, à l'égal de la peste, de la rage et de l'hépatite virale (sauf l'hépatite A), implique l'interdiction de procéder au transfert du corps en ambulance au domicile ou dans un funérarium, l'interdiction de procéder à toute opération d'embaumement,



Le sort de Liberace vu par le photographe Philippe Halsmann.

cerceuil spécial, hermétique, équipé d'un système épurateur du gaz agrégé.

De telles dispositions ne sont pas nouvelles, si l'on songe le fait que le SIDA a été, à juste titre, ajouté à la liste des maladies contagieuses de haute dangerosité pour la santé publique.

### Les pestiférés à plus vite

Lors de l'épidémie de peste qui ravagea l'Angleterre aux seizième et dix-septième siècles, les pestiférés devaient être enterrés dans des fossés à proximité du domicile ou au cimetière sans passer par l'église, où toute cérémonie était interdite. Des porteurs assermentés, munis de cloches, se chargeaient du cercueil, qui ne pouvait être suivi que par six personnes, dont le prêtre. Les obsèques ne pouvaient se faire qu'après le coucher du soleil, entre onze heures du soir et six

### LE REGISTRE DES POSITIFS

À polémique fait son plein en Allemagne de l'Ouest, où les représentants d'un parti conservateur chrétien (Union chrétienne démocratique, ou CDU) demandent que soit créé un registre sur lequel seraient inscrits les noms des personnes ayant présenté un test positif au dépistage des anticorps dirigés contre le virus du SIDA.

Les membres du gouvernement allemand ont déclaré qu'il serait dangereux d'établir un tel registre, pour des raisons éthiques, et pour ne pas inquiéter les sujets à risque évitant de se faire tester, ce qui ne passe pas par le registre ensuite.

Le gouvernement allemand a engagé une vigoureuse campagne d'information et de prévention.

tion concernant le SIDA, mais il n'est pas exclu que des mesures plus strictes encore puissent être prises sous la pression d'une opinion grandissante de l'opinion publique, qui semble s'inquiéter des propositions de l'Union chrétienne démocratique, et se demander qu'elles pourraient avoir de graves conséquences sur la vie professionnelle et privée de milliers de milliers d'individus. Le ministère de la santé allemand a déclaré, en effet, que 50 000 à 100 000 personnes sont certainement infectées, et donc contagieuses. Il n'est pas exclu que l'on se dirige outre-Rhin vers un dépistage systématique élargi aux populations à risques d'abord, à l'armée et à la police, et à l'examen pré-nuptial.

# Les trois virus de la discorde

### La découverte de nouveaux virus complique la lutte contre la pandémie en rendant plus difficile le dépistage et plus aléatoire la fabrication d'un vaccin unique.

ES réunions scientifiques sur le SIDA prennent des tournures diplomatiques. Il y avait le contentieux - toujours d'actualité quant à son règlement financier - opposant l'Institut Pasteur de Paris et le National Cancer Institute et au gouvernement américain, à propos des droits industriels résultant de la première découverte d'un virus du SIDA (maintenant baptisé HIV).

Montagnier (Institut Pasteur de Paris) et celle du professeur Max Essex (Harvard School of Public Health, Boston).

Ce différend trouve son origine dans la découverte simultanée en 1985-1986 de deux virus proches du HIV. Le premier, initialement baptisé LAV-2 par le professeur Montagnier et son équipe, avait été découvert grâce à une collaboration franco-portugaise, chez des malades originaires de Guinée-Bissau, au Cap-Vert. Le second, baptisé HTLV-4 par le professeur Essex, avait pu être découvert chez des prostituées dakaroises grâce à la

collaboration de chercheurs sénégalais, américains et français (docteur Francis Barin, CHU Bretonneau, Tours). La publication de ces résultats avait, l'an dernier, fait l'objet d'une véritable course contre la montre entre les deux équipes (*Le Monde* des 27 et 28 mars 1986). Par la suite, en novembre 1986, une équipe américaine annonçait avoir découvert un troisième virus proche de celui du SIDA. Il s'agit d'un virus acquis qu'il s'agissait de LAV-2.

En fait, aujourd'hui ? Il ne fait plus aucun doute que le LAV-2 est susceptible de provoquer l'apparition du SIDA chez l'homme. En Europe, plus d'une soixantaine de cas ont été diagnostiqués, notamment en France et au Portugal. Ce virus est également retrouvé fréquemment dans plusieurs pays d'Afrique de l'Ouest, comme le Mali, la Guinée-Bissau, le Cap-Vert ou même la République centrafricaine. Chez certains sujets, on découvre des signes d'infection à la fois par le HIV et par le LAV-2.

L'autre virus apparenté, le HTLV-4, ne semble pas, selon le professeur Essex, susceptible de déclencher la maladie. Plus précisément, son potentiel pathogène est plus faible que celui du LAV-2. Le HTLV-4 est retrouvé principalement au Sénégal et en

Côte-d'Ivoire. Un important travail a été réalisé par des chercheurs français, américains et allemands, doit paraître dans l'hebdomadaire britannique *The Lancet* (1). Après analyse de plus de mille cinq cents prélèvements sanguins, les deux équipes (*Le Monde* des 27 et 28 mars 1986). Par la suite, en novembre 1986, une équipe américaine annonçait avoir découvert un troisième virus proche de celui du SIDA. Il s'agit d'un virus acquis qu'il s'agissait de LAV-2.

Aux Etats-Unis, une étude sérologique est en cours pour préciser la fréquence de l'infection par le LAV-2, ainsi menée par Genetic Systems (partenaire américain de l'Institut Pasteur), le Food and Drug Administration et les Centers for Disease Control. La même étude est menée en France par le Centre national de transfusion sanguine et Diagnostic Pasteur.

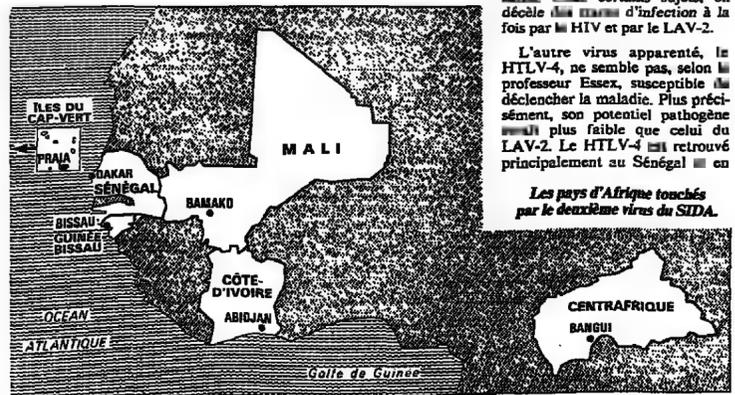
En fait, la principale question est de savoir si HTLV-4 et LAV-2 sont ou non deux virus distincts. L'autre question importante est celle de leurs rapports avec le SIDA. Il s'agit d'un virus proche (le STLV-3), mais chez le singe vert. Seule la « radiographie moléculaire » (séquençage) du patrimoine héréditaire de ces virus permettra de répondre à ces questions. Le STLV-3 a déjà été séquencé par l'équipe du professeur Gallo (travail présenté à la réunion de Genève), le même jour sera bientôt publié par l'équipe du professeur Montagnier pour le LAV-2.

L'ensemble de ces résultats, s'il ne permet pas encore de conclure à l'existence d'un troisième virus de l'évolution des rétrovirus dans l'espèce humaine, soulève de nouveaux problèmes de dépistage. Le LAV-2 et le HTLV-4 étant, comme le HIV et les autres rétrovirus, transmis par voie sanguine ou par voie sexuelle, le dépistage du SIDA devra rapidement inclure des nouveaux tests. L'Organisation mondiale de la Santé recommande d'autre part les mêmes précautions que prises à l'encontre des HIV. L'organisation internationale

entend par ailleurs jouer dans ce domaine, grâce notamment au docteur Jonathan Mann, un rôle actif dans l'échange scientifique international afin que les divergences entre des équipes concurrentes ne soient pas un frein à la lutte contre le SIDA.

JEAN-YVES NAU

(1) « Prévalence de human T-lymphotropic retroviruses in Ivory Coast ». Travail signé François Denis et Francis Barin et groupant des chercheurs de Limoges, Tours, Abidjan, Dakar et Boston.



Les pays d'Afrique touchés par le deuxième virus du SIDA.

### ALERTE EN COTE-D'IVOIRE

Le ministre ivoirien de la santé, M. Alphonse Djedje Mady, a déclaré, le 9 février, au cours d'une émission télévisée, que 118 cas de SIDA avaient été recensés à ce jour en Côte-d'Ivoire. Parmi ces personnes malades, M. Mady a indiqué qu'il y avait une proportion de sept hommes pour une femme. D'autre part, 60 % de prostituées examinées à ce jour sont porteuses du virus, ce qui, a souligné le ministre ivoirien, devrait inciter la population à éviter tout rapport sexuel avec elles.

« Le SIDA est devenu dans notre pays un réel problème de santé publique, nous a déclaré M. Mady au cours d'une interview par téléphones. Mais, pour surmonter les problèmes, beaucoup plus d'habitants, notamment les enfants en bas âge, méritent de bénéficier facilement de soins appropriés - telles que la tuberculose ou

la rougeole - que du SIDA », M. Mady nous a indiqué que « le plus urgent était de mettre en œuvre un vaste programme d'éducation sanitaire informant la population des modes de transmission de la maladie et des moyens permettant de la prévenir ». Dans cet esprit, l'utilisation de préservatifs sera conseillée.

Selon d'autres informations, plus de 500 cas de SIDA auraient été diagnostiqués en Côte-d'Ivoire où la prévalence d'un second virus du SIDA est relativement élevée (3 % des séropositifs pour le HIV et le HTLV-4 dans la population générale). L'attitude courageuse du gouvernement ivoirien tranche avec celle encore adoptée par certains pays africains qui refusent de reconnaître la réalité ou qui tentent par divers moyens de la minimiser.

J.-Y. N. et F. N.

ROUX ET LE

ONCOU

SCIENCES

Profil

AMBROISE ROUX ET LES ESPRITS FORTS

DEPUIS toujours Ambroise Roux s'intéresse à la parapsychologie. Depuis plus de 20 ans...

Qui paye les recherches ? « Question burlesque et de mauvais goût... »

Justement, les adversaires d'Ambroise Roux (qui ne ressemble pas tout au portrait qu'il en fait) s'organisent.

Affreux rationalistes

Qu'on se le dise, l'ancien dirigeant de la CGE n'abandonne pas le combat.

MICHEL KAJMAN.

La Rome des femmes-poison

(Suite de la page 17.)

Seule la mort de l'époque, il faut trouver des responsables, c'est-à-dire des criminels, dont les fautes ont irrité les dieux...

d'héritage. Une femme s'est mariée. A 17 ans (dix-sept ans), le fils du premier mariage demande...

abilité personnelle. Celle de l'homme n'a qu'une culpabilité, responsable de celle seule des malheurs personnels.

YVONNE REBEYROL.

Pline l'Ancien, naturaliste et érudit, permet de connaître quelques-uns des poisons végétaux utilisés dans l'Antiquité.

INSERM Institut National de la Santé et de la Recherche Médicale CONCOURS INSERM

SECTEURS DE POINTE

La RMN contre la chaptalisation

L'utilisation de la résonance magnétique pour le contrôle des vins « dopés ».

HALTE fraudeurs ! Le 16 janvier dernier, les trente-quatre pays de l'Office international de la vigne...

gène léger, le plus abondant dans la nature, l'hydrogène lourd ou deutérium.

demandes d'analyses de ceux (indépendants, importateurs, services des fraudes) qui souhaiteraient s'assurer l'authenticité des vins.

Images synthétiques

Le dessin animé de l'informatique au Forum Imagina du Monte-Carlo.

PRENEZ un rectangle. Marquez quelques points, quelques traits. Déformez-le pour obtenir une surface anguleuse dont points et traits sont les sommets et les arêtes.

de coloris, d'indiquer quels types de tissus il choisit, qui verrait tout aussitôt sur l'écran un mannequin informatisé faire virevolter une création.

l'audiovisuel et organisateur du Forum, l'image synthétique entraîne une révolution dont l'ampleur n'est pas évaluable.

emaiN

L'IMPOT DIGITAL Les systèmes experts étant à la mode, et le minitel de plus en plus largement répandu...

POUR LE MOIS DE LA LUZERNE Déshydrater la luzerne, c'est le projet séduisant qu'avait proposé la chambre d'agriculture d'Indre-et-Loire...

L'Ecole commerciale de la Chambre de commerce et d'industrie de Paris Propose dans le cadre du Conseil général de Paris formation à temps plein (860 h) à partir du 2 mars

Handwritten text in Arabic script at the bottom of the page.

هكذا من الاجل

**SECTEURS DE POINTE**



**Ceux qui gagnent choisissent Mobil**

En Formule 1, pour gagner, WILLIAMS a choisi MOBIL.  
Choix de la qualité, de la fiabilité, de la performance.  
Aujourd'hui, MOBIL poursuit activement son développement.  
Dans ce cadre, la raffinerie et le centre de recherche N.D. GRAVENCHON (Seine-Maritime), occupent, dans le groupe international, une place prépondérante et nécessitent un renforcement de leurs activités.

**INGENIEURS DE RECHERCHE**

Diplômé(e) d'une Ecole Nationale Supérieure de Chimie (Nancy, Paris, Lyon, Lille...) ou si possible, une formation ENSPM ou de Docteur Ingénieur. Anglais courant. Débutants ou première expérience.

**Recherche et développement lubrifiants**

Réf. 19592 RL

Dans le cadre de projets internationaux de recherche, vous développerez des lubrifiants pour les moteurs. Vous analyserez l'application de nouveaux produits sur leurs marchés respectifs : constructeurs automobiles, industries, marine, aviation, etc... Un esprit logique, rigoureux et créatif ainsi qu'une bonne adaptation au travail en équipe sont des éléments déterminants de votre réussite.

**Recherche et développement procédés**

Réf. 19592 RP

Vous serez responsable de la conduite de programmes de recherche de définition et l'amélioration du raffinage des huiles de base dans un contexte international. Votre goût des contacts, votre ouverture d'esprit tant vers la production que vers le marketing, vous permettront de définir des recommandations fondamentales pour les fabrications de la raffinerie.

**INGENIEURS DE RAFFINERIE**

Grandes écoles : SUPELEC, CENTRALE, ENSAM, IEG, IDN... (+ ENSPM) - Anglais courant.

**Electricité industrielle**

Réf. 19592 EI

Spécialisé en électricité, électronique, automatisme, contrôle et régulation, systèmes de conduite de procédés, informatique industrielle... vous avez acquis une première expérience de quelques années dans la construction, l'ingénierie et la maintenance d'un système industriel. Conseiller technique auprès des ingénieurs, vous participerez aux études concernant les systèmes et le développement d'ordinateurs de procédés. Vous réaliserez les opérations nécessaires par la mise en place d'analyseurs d'automatismes. Cette mission requiert un sens aigu de l'organisation et un bon esprit d'analyse.

**Maintenance**

Réf. 19592 IM

Après une période de formation, vous prendrez en charge les activités de maintenance se rapportant à un secteur de la raffinerie. Vous serez chargé, également, des études techniques et financières des installations de raffinage. Pour mener à bien ces projets, vous aurez, si possible, une première expérience de deux à trois ans dans un service construction, exploitation ou entretien d'une usine chimique ou pétrochimique.

**TOUS CES POSTES OUVERT D'IMPORTANTES RESPECTIVES DEPOUR LES CANDIDATS**

Prière d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV et photo), en mentionnant la référence du poste choisi, à MOBIL OIL FRANCAISE - Service Recrutement - Tour Scepterion - 15 Avenue de la Défense - PARIS-15 - CEDEX 9.

**Product Support Directorate**

**Ingénieur et Techniciens / Systèmes et Structures Toulouse**

Avec près de 100 avions vendus fermes, la Airbus A320 est l'un des avions les plus réputés jamais produits en Europe. Quelques compagnies aériennes qui l'ont choisie vous confirment qu'elle est très appréciée et l'une de celles qui a la meilleure image au monde. La demande pour cet avion continue de croître, le plan de charge étant entièrement rempli. L'intérêt pour cet avion A320 est en fait entrainé, en outre, une expansion de nos opérations d'après-vente à Toulouse. Les ingénieurs que nous recherchons sont chargés de veiller à la bonne marche des systèmes dans les secteurs avion, système embarqué de maintenance centralisée, systèmes hydrauliques. Ils devront intervenir en œuvre et procéder à des corrections auprès des compagnies et nos propres équipes de dessinateurs.

Les ingénieurs que nous recherchons ont une expérience dans les secteurs moteurs, instrumentation de vol, pilotage automatique, navigation, communications, électronique, écoulement et conditionnement d'air. Pour ces postes de haut niveau, nous vous demandons au minimum deux années d'expérience professionnelle. Votre langue de travail sera l'anglais tant écrit que parlé. Le salaire (sur 13 mois) et les avantages proposés sont de nature à motiver les professionnels les plus expérimentés d'Europe. Pour partager nos succès, veuillez écrire en joignant CV, anglais et photo d'identité à : Richard NICOL, Human Resources Manager, Airbus Industrie, B.P. 33, 31122 BLAGNAC Cedex, FRANCE.



**CESIA, la passion d'entreprendre ...**

Le CESIA (Conseil en Systèmes d'Information des Administrations) est une équipe spécialisée de conseil en informatique. Nous préparons les administrations de demain. Nous aidons à entreprendre, relever les défis. Nous voulons gagner et vous aider à réussir en nous accueillant au sein de notre équipe.

**Ingénieurs Grandes Ecoles option informatique**

Vous êtes débutant ou vous avez déjà une expérience de 7 ans dans le domaine du conseil informatique ou de l'organisation. Vous souhaitez partager notre passion et relever notre défi. Alors adressez votre candidature (lettre manuscrite, CV, photo) au CESIA, Direction des Ressources Humaines, 80 Rue Lecourbe, 75015 Paris.

... la certitude de gagner ensemble !



société du groupe UNILEVER recherche

**CENTRALIENS - ARTS ET METIERS DEBUTANTS INGENIEURS DE PROJETS**

Au sein de la plus grande unité de détergents du Groupe en Europe (1.100 personnes), située à LILLE, vous participerez à des missions d'ingénierie liées à la mise en place de nouvelles installations de fabrication de conditionnement. Vous interviendrez dans les domaines technologiques variés : génie chimique, mécanique, électricité, automatisme.

Vous bénéficierez des investissements d'un grand Groupe, du professionnalisme d'un leader. Après cette première étape, vous prendrez des responsabilités croissantes dans l'encadrement d'équipes de projets. Vous êtes déterminés, ouverts et progresser dans un environnement international jusqu'aux plus hauts niveaux.

Merci d'adresser votre dossier de candidature réf. 19592 UNILEVER FRANCE SERVICES - Recrutement - Coères - 57000 - CEDEX 08.



UNILEVER UNE DIMENSION INDUSTRIELLE A L'ECHELLE HUMAINE

PROGRAMME Systèmes Interactifs Aide à la Décision; Procédure SELECTION; CONST DIAGMA SYSTEMES = "Jeune Equipe Ph. D. Centraliens, Mineurs, 3ème Cycle; Prodiges de pointe; Marché International; Adresse = "DIAGMA, 75 rue de Courcelles 75008-PARIS; TYPE ETUDES SUPERIEURES = (G-Ecole, Université); VAR CANDIDAT: Record Passion Micro: Boolean; Informaticien: Etude Supérieure; Recherche Opérationnelle: Boolean; END; BEGIN With Candidat DO II Passion micro And R\_O Then Write(Adresse,CV) END; BEGIN Selection; END.



SECTEURS DE POINTE

Importante société industrielle, leader sur son marché

NORD-PAS-DE-CALAIS

230.000 F.

Jeune Ingénieur Chimiste

Bilingue Anglais-Allemand

Sous l'autorité du Responsable du Département ASSISTANCE CLIENTS... il sera l'interlocuteur des clients pour répondre à toutes les questions techniques en France mais également en Europe.

Parfaite connaissance de l'Allemand ou de l'Anglais, la langue la moins maîtrisée devant être parfaite rapidement.

Après 30 ans environ, le candidat devra justifier de ses compétences techniques et de ses qualités commerciales et être disponible pour voyager après une période de formation.

Ecrire avec C.V. détaillé, photo, prétentions et références sous pli fermé (joindre enveloppe pour réponse plus rapide), sous réf. 27004 M à Daubigny, Chapelle

MRI conseil

13, rue Madeleine Michels 92522 Neuilly.

Nous sommes la Compagnie Financière Française le domaine des transactions de valeurs mobilières. Dans le cadre de son expansion, le département de l'Informatique de Marché recherche pour son responsable un collaborateur immédiat capable de :

Diriger l'unité informatique

- marchés boursiers -

Votre objectif est de participer à l'évolution des marchés en collaboration directe avec la Bourse, les Agents de Change, les Places étrangères.

Vous dirigerez : une équipe - une quarantaine de personnes - regroupées dans un service de systèmes traitant

- différents marchés, continu, à la cote, des options négociables...

- de la diffusion d'informations par réseau de technologies

- des centrales de données boursières.

Nous faisons appel à votre talent de manager pour ce poste impliquant la mutation de son secteur d'activité. Une expérience de 5 à 10 ans, celle d'un informaticien ayant déjà géré les étapes du développement de systèmes informatiques ou en établissements financiers.

Michel DHEUR, Conseiller, en toute confidentialité (lettre manuscrite, C.V. et photo) nous transmettrez sous la référence 8702.72 Cabinet M.D.A. - 104, Faubourg-Saint-Honoré, 75001 Paris.

Conseil en ressources humaines.

Pion Champs

2 Jeunes ingénieurs pour le B.E. et l'assistance aux clients

Leader mondial du pyroène métallique pour fécilage public, les lignes électriques et les éoliennes... nous sommes présent dans le monde entier (1 200 personnes).

Nous voulons intégrer 2 ingénieurs Etudes et Devis, pour procéder aux calculs de résistance des matériaux, d'étude des structures et établir les devis pour le service méta fixes et le service méta mobiles. Ils seront également amenés à assister nos responsables commerciaux sur le terrain, en France et à l'étranger.

Jeune ingénieur mécanicien, vous avez acquis votre première expérience (même courte) en BE.

Ces postes situés à notre siège à Troyes, nécessitent de pouvoir travailler en anglais.

Si votre candidature est retenue, nous vous adresserons un profil de poste détaillé.

Ecrivez, sous réf. C/288, à notre conseil en recrutement Concordances, 91 rue du Faubourg Saint-Honoré, 75008 Paris ou 129 rue Servient, 69003 Lyon. Tél. 78.83.65.60.

Concordances

JEUNES INGENIEURS AM, INSA, ENI...

NOTRE DEVELOPPEMENT VOUS OFFRE DE REELLES PERSPECTIVES

Grosfillex, l'entreprise phare de la vallée de la plâtrerie à 1 heure de Lyon et de Genève, dans une région qui souffle l'esprit d'entreprendre, emploie 1 000 personnes et exporte plus de 60 % de son CA au travers de ses 12 filiales en Europe, Amérique du Nord et Pacifique.

Dans un milieu jeune, vivant, évolué, la fabrication des matières plastiques, vous fabriquerez une large gamme de produits en polypropylène durable, destinés à l'équipement et la décoration de la maison. Notre volonté de maintenir nos équipes technologiques (machines modernes, robots, G.P.A.O.), fait progresser votre productivité, ce qui conduit à renforcer nos équipes par des hommes (HF) créatifs, pragmatiques, capables de s'engager et d'être à l'écoute d'un environnement aux évolutions rapides, d'enrichir leur savoir-faire et de communiquer.



Pour accompagner notre développement industriel, pour assurer la chaîne produits/process entre les différents sites de production, nous recherchons des ingénieurs pour leur confier, dans différents secteurs industriels, des responsabilités articulées autour des produits, des méthodes, des automatismes, de la logistique... Ces postes s'adressent à des ingénieurs présentant une première expérience industrielle de 2 ans environ, la dominante méthodes de fabrication.

C'est dans notre première mission, véritable plateforme d'observation des fonctions techniques, commerciales, des systèmes de gestion que se préparent nos futurs patrons de la fabrication.

Merci d'adresser votre candidature avec photo à E. Cheutin, Direction des Ressources Humaines, 01107 Oyonnax Cedex.

DES RAPPORTS SIMPLES ET DIRECTS

Grosfillex

Futur Directeur de notre usine ...

Centrale - AM ... Languedoc Roussillon

Filiale de grand renom d'un Groupe International, nous produisons et commercialisons des biens d'équipement industriel et Grand Public de très large diffusion. Dès 9 à 3 ans, nous désirons confier à un ingénieur de haut niveau la Direction de notre Etablissement Industriel (moins de 500 pers.) situé dans une région très agréable du Languedoc Roussillon. Le candidat idéal, âgé d'environ 30 ans, issu d'une grande Ecole d'ingénieurs, justifie d'une expérience d'au moins 5 ans comme Adjoint ou Chef d'un Service Technique ou de Fabrication.

Dans un premier temps, il participera à la réflexion et à la mise en œuvre de la gestion de la Production (GPM) et prendra progressivement la responsabilité de l'ensemble de la production. La connaissance de l'anglais est indispensable.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous référence PHD 714 en précisant si vous le désirez les Sociétés à qui il ne doit pas être transmis, à Philippe DUMONT 12 avenue JB Clément 92100 Boulogne, qui transmettra.

Applications monétiques Chef de Projet - Paris.

Le Crédit Commercial de France, importante banque à vocation internationale, regroupant un effectif de 7500 personnes, recherche un Chef de Projet confirmé.

Rattaché au Responsable du secteur Monétique, il sera chargé de mener à leur terme l'étude et le développement, la mise en place et le maintien des applications réseau, cartes à mémoire.

Ce poste conviendrait à un informaticien de Haut Niveau (de formation Ingénieur, Maître Informatique ou équivalent). Il devra justifier d'une expérience professionnelle d'environ 8 ans dans la télématique

réseau, et aura déjà participé à des développements de cartes à mémoire.

Le réseau télématique connaissant un fort développement dans le domaine de la Monétique, le candidat se verra proposer à moyen terme d'intéressantes perspectives d'évolution, également liées à la volonté d'expansion de la Banque.

Pour ce poste à pourvoir à Paris, merci d'adresser votre lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous référence CCF à la Direction des Carrières Crédit Commercial de France 103 Champs Elysées 75008 PARIS.



LA BANQUE DES RÉUSSITES

CREDIT COMMERCIAL DE FRANCE



Spécialistes IBM 38 pour une informatique à toute dimension.

Leader mondial sur le marché du matériel médico-chirurgical, le Groupe prestigieux auquel nous appartenons regroupe 60000 collaborateurs à travers le Monde. Également tournés vers l'avenir et les technologies de pointe, notre rapide expansion concrétisée par de récentes acquisitions nous amène à donner une nouvelle envergure à notre Informatique autour de nos IBM 38 : renforçons notre équipe actuelle.

Chefs de Projet

De formation grande école d'ingénieurs, une expérience de trois ans minimum en SSI ou en entreprise fait de vous un professionnel du S 38 (CAP III, SGBD...). Vous maîtrisez la conduite de projets de grande envergure : êtes un excellent technicien dans la gestion, le développement et la mise en place d'applications commerciales ou de production.

Dans un environnement multi IBM 38 interconnectés, intégré à une équipe «de pointe», vous participez au côté du Directeur Informatique à l'organisation de notre future informatique. Initiative, créativité, sens de l'organisation vous permettront d'assurer avec efficacité le développement de nos applications de gestion. (réf. CF/M)

Notre Groupe évoluant dans un contexte international, la maîtrise de l'anglais est bien sûr indispensable. Adressez votre lettre manuscrite, CV, photo et prétentions (sous réf. choisie), à la Direction du Personnel des Laboratoires Travenol, BP 56, 78311 Mureaux Cedex.

Ingénieurs Systèmes

Vous connaissez bien l'exploitation et ses contraintes. Excellent technicien du 38, vous serez à même de prendre la mesure de nos systèmes. Auprès du Responsable d'Exploitation, vous assurez la fonction Système, la responsabilité de la sécurité des données et accès, la gestion de nos trois IBM 38 interconnectés et la supervision de notre réseau spécialisé (national et international) de transmissions de données.

En prise directe avec les utilisateurs, vous saurez faire évoluer notre configuration. (réf. IS/M)

INGENIEUR D'ETUDE : participez au pilotage d'un grand projet logistique.

Voilà la mission que nous souhaitons confier à un ingénieur Grande Ecole rompu, au travers d'une expérience de quelques années, à la conduite de PROJETS EN INFORMATIQUE INDUSTRIELLE.

Du suivi de la partie études informatiques en passant par l'élaboration des cahiers des charges organiques et de la mise en place technique jusqu'à la coordination du travail des intervenants, vous êtes prêt à vous investir dans ce challenge au sein de la première filiale d'un groupe international dont l'efficacité et la notoriété des produits (AXION 2, GAMA, DONGE, CLEOPATRA, CALINES, TENDRESSE, TONGENCYL, ULTRA-BRITE, SOUPLINE, PAIC, GALAXY...) ne sont plus à prouver.

Jean-Pierre DUFOUR attend votre candidature, COLGATE PALMOLIVE, 55 bd de la Mission Marchand 92401 Courbevoie Cedex, sous réf. LM 17



Handwritten signature or note at the bottom of the page.

سكزا من الاجل

**SECTEURS DE POINTE**

DIRECTION DES TÉLÉCOMMUNICATIONS D'ÎLE-DE-FRANCE

**Jeunes diplômés de l'enseignement supérieur**

**UNIVERSITÉS** : Licence ou Maîtrise Scientifique

**I.U.T.** : D.U.T. de génie électrique, mesures physiques, génie civil

Les Télécommunications offrent en France des emplois dans divers cadres d'activité de l'entreprise : commutation, transmission, recherche, technico-commercial.

Un concours ouvert les 5 et 9 Avril 1987. (Conditions de participation : nationalité française - 30 ans maximum au 01-01-87).

Inscriptions closes le 6 Mars 1987. Pour obtenir toute information et un dossier de candidature :

**NUMERO VERT 05 21 11 11**

APPEL GRATUIT

**l'informatique au crédit foncier de France**

**INGENIEURS GRANDES ECOLES ou équivalent**

Vous débutez ou possédez déjà une première expérience, nous vous proposons d'intégrer nos équipes afin de participer activement à la mise en œuvre de notre schéma directeur informatique.

Vous assurerez vos fonctions au Service Informatique et Systèmes d'Information (+ de 200 personnes) dans un environnement en pleine expansion (RM 3000, MVS/AA, IMS/DB/DC, DB2, langages de 4<sup>ème</sup> génération (AS, FOCUS).

Selon votre profil, vous trouverez un poste à vos mesures, aussi bien dans des domaines très techniques (analyse, télécommunications), que dans des activités plus orientées vers l'informatique (gestion (conception, analyse, exploitation), administration matérielle et nombreux autres).

Comment nous rejoindre ?

En passant le concours organisé les 19 et 20 Mars 1987 (clôture des inscriptions le 27 Mars 1987).

Demandez notre documentation complète au CREDIT FONCIER DE FRANCE, Service du Personnel - des Concours, 19, rue des Capucines, B.P. 05, 75000 Paris Cedex 01. Tél. : 42.44.80.00/80.67.

**crédit foncier de France**  
POUR ENTRER CHEZ VOUS, ENTREZ CHEZ NOUS

**GRAND GROUPE INDUSTRIEL FRANÇAIS** recherche pour un établissement en pleine expansion leader dans son créneau, exportant 70 % de son chiffre d'affaires dans le domaine des **SERVOMÉCANISMES ET AUTOMATISMES**

**INGÉNIEUR TECHNICO-COMMERCIAL**

**MISSION**

- Assurer le budget des ventes en animant la représentation allemande et en conduisant les relations avec les services techniques internes.

**PROFIL**

- De formation grandes écoles (électrotechnique), avec le goût de la négociation et être disponible pour de nombreux déplacements en Allemagne, dont maîtrisez la langue.

**INGÉNIEUR TECHNICO-COMMERCIAL**

**MISSION**

- Pour assurer la croissance de l'activité, serez chargé de la gestion d'un secteur en France et vous participerez au développement de l'équipe en place à la réalisation du budget des ventes.

**PROFIL**

- De formation grandes écoles (électrotechnique), avec le goût de la négociation et être disponible pour de nombreux déplacements en France. Anglais apprécié.

**BOURGOGNE**  
Rue de la République, 331 LE MONTRE PUBLICITE 5, rue Montessuy, 75013 PARIS.

**WABCO WESTINGHOUSE**  
Equipements Automobiles S.A.

**LEADER DANS LE DOMAINE DU FREINAGE POIDS LOURDS**  
25 km Est de Paris.

**INGENIEUR ELECTRONICIEN D'ETUDES**

Diplômé(e) d'une école d'ingénieurs en électronique (ESIEA, ESIEE...); avec 2 à 5 ans d'expérience dans l'électronique automobile, la personne que nous souhaitons intégrer dans notre département RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT devra :

- Adapter pour nos clients les projets développés par notre Société pour implantés en RFA.
- Etudier et développer des systèmes et produits nouveaux en coordination avec notre propre Bureau d'Etudes et celui de RFA.
- S'informer en permanence de l'évolution des techniques électroniques du secteur automobile.
- Définir les besoins humains et matériels pour assurer ces développements.

Cette création de poste exige :

- Une pratique de l'anglais courant (+ allemand si possible).
- Une disponibilité pour effectuer des déplacements en France et à l'Étranger.
- Le goût des contacts humains.

Merci d'envoyer CV, photo et présentations à Jean-Pierre LE CORRONCO, Direction des Ressources Humaines - WABCO EQUIPEMENTS AUTOMOBILES S.A. BP. 12 - 77411 SOULLY Cedex.

**Un événement hors du commun en biologie clinique : Smith Kline Beckman introduit un nouveau concept entièrement original dans le domaine des analyseurs multiparamétriques.**

**Une opportunité en devenant CHEF DE PRODUIT-MARKETING.**

Dynamisez cette gamme unique (C.A. 65 MF).

Vous profitez de 6 à 10 ans d'expérience étendue, de bonnes connaissances en biologie clinique, opérationnel, commercial, marketing, bref vous êtes un vrai pro.

Vous pouvez nous contacter en toute discrétion.

**Beckman Instruments France, Direction des Ressources Humaines (téléphone 4225) 32/34, chemin de la Vallée, 92220 Bagneux, Tél. 01.47.83.00, poste 952.**

**BECKMAN DIAGNOSTIC**

Monsanto Chemical Company Europe-Africa recherche un (m/f)

**MARKETING TECHNICAL SERVICE SPECIALIST ENDUITS INDUSTRIELS**

Cette fonction convient à un spécialiste des services techniques dans le domaine des enduits industriels. Elle s'insère dans un segment en pleine expansion chez un fournisseur de l'industrie des enduits. Le candidat retenu apportera tout le talent nécessaire à la commercialisation de produits nouveaux existants.

Les candidats auront un minimum de 10 ans d'expérience dans l'application des enduits industriels en qualité de chimiste ou d'ingénieur des services techniques. L'expérience doit inclure la formulation et les applications de peintures pour différents marchés d'enduits industriels.

Le candidat idéal doit pouvoir faire état de ses réalisations personnelles dans la commercialisation d'enduits industriels en Europe. L'aptitude à travailler en collaboration des fonctions de Recherche et de Marketing est essentielle, de même que la pratique de plusieurs langues européennes. Le lieu de travail est Bruxelles.

Les candidats peuvent envoyer leur curriculum vitae à Monsanto Europe, avenue de Tervueren 270-272 1150 Bruxelles, à l'attention de J. Nicolay, département personnel.

**Monsanto**

**Rowntree Mackintosh**

1400 personnes CA 14 milliard de F

**LION**  
**NUTS**  
**SMARTIES**  
**AFTER EIGHT**  
**QUALITY STREET**  
**LANVIN**

Jeunes diplômés IVA, ENSIAA... Vous disposez d'une première expérience en IAA ? Votre anglais est courant ? Alors associez vos ambitions à celles du groupe leader sur le marché du chocolat en France.

Notre expansion nous amène à rechercher 2 ingénieurs basés à NOISIEL (MARNE LA VALLEE) :

**INGENIEUR QUALITE** Ref. IQ/LM  
Vous serez l'animateur qualité de notre usine de Noisiel et participerez au management de la production. A la tête du laboratoire, composé de 7 techniciens, vous assurerez les contrôles ainsi que l'analyse de leurs résultats. Vos interventions seront réalisées avec un esprit constant de pédagogie, de rigueur et d'efficacité.

**INGENIEUR DEVELOPPEMENT PRODUITS** Ref. IDP/LM  
Rattaché au responsable développement produits, votre mission sera d'optimiser nos produits et nos procédés de fabrication en terme de qualité et de rentabilité, et d'assurer le lancement de nouveaux produits. Vous collaborerez en étroite liaison avec d'autres départements (production, marketing, ingénierie...) et nos sites industriels (Noisiel, Dijon).

Au cœur de l'évolution de nos produits, vous alliez esprit méthodique, goût de l'innovation technique et sens de la communication.

Si l'un de ces 2 postes vous intéresse, merci d'écrire (lettre, CV, photo, prêt) sous réf. à ROWNTREE MACKINTOSH S.A., Direction du Personnel, Noisiel, 77422 Merno La Vallée Cedex.

SECTEURS DE POINTE

INGENIEUR DE VENTES EXPORT MF Europe

est un des leaders mondiaux de l'énergie autonome... EGE

Rattaché au Chef des Ventes "Litium", il a pour mission d'assister, à la fois au plan des ventes et au plan technique, agents et filiales sur la zone Europe.

Pour ce poste opérationnel, nous recherchons un jeune tempérament commercial justifiant d'une première expérience de vente de composants industriels...

Pour recevoir informations complémentaires, écrire sous la référence M 3695 X à :

EGOR S.A. 8, rue de Benti - 75008 PARIS



PARIS LYON NANTES BRUXELLES MILAN CALTA PORTUGAL TORONTO CANADA JAPAN

RANK XEROX

L'intelligence service le réseau des compétences

Jeune ingénieur Informatique interne

- Vous avez une formation supérieure ingénieur grande école ou universitaire complétée par une connaissance de l'environnement IBM gros systèmes... Intel logo



Lien de travail : Aulnay-sous-Bois. d'adresser votre CV, sous code LLM/51 à Bresson-Biswang, Rank Xerox, Direction des Ressources Humaines, 93607 Aulnay-sous-Bois Cedex.

Compagnie Générale d'Informatique

leader européen du logiciel et l'une des toutes premières sociétés de Services et d'Ingénierie en informatique par son développement (30% par an) et par ses résultats, recherche un

Redacteur Technique Bilingue Français-Anglais pour un environnement FACASE

sera, à l'aide d'outils informatiques spécialisés, la rédaction et la traduction de la documentation.

Ben suivra la production auprès des prestataires teneurs.

participera à la gestion des outils de documentation.

Adresser lettre manuscrite et CV, sous référence BD/102.87, à : CGI, 27, rue de Tolbiac, 75013 PARIS.



L'Energie Créative

INFORMATIQUE TEMPS REEL

IMPORTANTE SOCIETE REGION PARISIENNE recherche

INGENIEUR CHEF DE PROJET GRANDE ECOLE (ECP, ESE, ENSAE, ENST...)

Ayant de préférence quelques années d'expérience en informatique temps réel (GOULD si possible).

En collaboration avec les équipes d'essais, il participera à la définition de nouvelles applications logicielles et à l'évolution des logiciels existants (modifications d'environnement, simulation, exploitation graphique...).

Il aura pour mission d'adopter les méthodes de développement et la documentation ; il aura un rôle de conseil dans l'élaboration de la stratégie de développement des systèmes informatiques de l'usine.

Ce poste implique un goût certain pour le travail en équipe. Le candidat a fort potentiel aura de réelles perspectives d'évolution. Il devra être âgé d'environ 30 ans.

Merci d'envoyer votre dossier de candidature sous réf. 21257 à CONTEXTE PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

Automatisation flexible de manutention - Robotique.

Un Ingénieur d'Affaires Blois

CLIMAX Automaton : les actifs du grand groupe auquel elle appartient : ALSTHOM. Engagés sur la voie de l'innovation, stimulés par la conquête de nouveaux marchés, nous recherchons un commercial de haut niveau.

30/40 ans environ, ingénieur généraliste (mécanique, automatique), vous connaissez le domaine de l'automatisation de la production. Vous savez que le marché est très porteur, mais aussi très concurrentiel.

Il vous faut rechercher les projets pour lesquels vous devez construire votre dossier et trouver les bons interlocuteurs. Notre BE vous sera d'un concours efficace pour la présentation de projets générant des investissements souvent importants.

Expérimenté dans la vente d'équipements industriels de type systèmes sur mesure, vous avez également opéré dans un service méthodes dans une fonction commerciale. Mobile - vous déplaçant sur toute la France - le contact chaleureux, vous n'en demeurez pas moins pragmatique, doué d'un fort esprit d'analyse et de synthèse. La connaissance de l'anglais est fortement souhaitée.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous réf. 07/41/618 à notre Conseil Pascale Galampois, Demitique Letigets, 1 rue Grégoire, BP 1522, 37015 TOURS CX

CLIMAX Automation groupe ALSTHOM

DANS UN GROUPE EXPERT, VOS TALENTS S'EXERCENT PLUS HAUT.

NOUVELLES TECHNOLOGIES

Vous avez déjà fait vos preuves et espérez à intégrer une Entreprise qui vous donnera plus d'autonomie et de responsabilités. Au groupe Segin, nous sommes 800, nous connaissons 50...

La Télématique et l'Ingénierie Informatique et si nous sommes devenus une des toutes premières SSII françaises c'est aussi parce que chez nous on apprécie l'envergure.

DATAFORCE, notre unité Ingénierie Informatique recherche des consultants pour son département Nouvelles Technologies situé à Paris La Défense et pour sa Direction Technique Lilleoise.

Un diplôme d'ingénieur grandes écoles ou un diplôme universitaire, une compétence affirmée dans les domaines suivants : les télécommunications, les systèmes, l'archivage d'images, la sécurité, le génie logiciel, ainsi que le désir de participer à des missions d'étude et de maîtrise d'œuvre, représentent vos atouts pour nous rejoindre.

Merci d'adresser votre candidature sous réf. LM 704 à Anne KEMMETER - 3, rue Bellin - La Défense 92 806 PUTEAUX. Pour informations sur Minitel, composez le code SEGIN\* SEGL.

DATAFORCE



Handwritten text in a box: 50 كذا من الاصل

سكزا من الالصل

SECTEURS DE POINTE

DEVELOPPEZ LES TECHNOLOGIES DE DEMAIN

THOMSON BRANDT ARMEMENTS, au sein de la branche Systèmes et Armes, a pour vocation la conception et la réalisation d'armements et aéroportés. Dans notre unité de personnes, proche d'ORLEANS, nous 300 Spécialistes de la Direction Technique développent, dans un cadre international, les produits les plus avancés de demain, en s'appuyant sur les technologies les plus sophistiquées. Nous recherchons pour notre Direction, plusieurs

JEUNES INGENIEURS MECANICIENS OU ELECTRONICIENS (GRANDES ECOLES)

Maîtres d'œuvre des projets qui vous confieront en synergie avec différents partenaires internes et externes, mettront en œuvre votre esprit novateur, vos qualités relationnelles et votre autonomie. Ces postes nécessiteront des déplacements fréquents. Selon votre expérience et vos aspirations, nous vous proposons les postes suivants :

INGENIEURS MECANICIENS ET ELECTRONICIENS DEPARTEMENT COMPOSANTS DE MISSILES

Débutants ou avec une première expérience, de préférence en recherche et développement, vous serez intégrés dans une équipe pluridisciplinaire exploitant un marché très important utilisant les technologies les plus avancées en matière de micro-mécanique, micro-électronique, micro-pyrotechnie, dans un esprit de prospective. REF.87568/LM

INGENIEUR MECANICIEN DEPARTEMENT ARMEMENTS AERONAUTIQUES

Avec une expérience de minimum dans la conception de produits, vous possédez de solides connaissances en électronique/aéro-dynamique, calculs de simulation et de simulation. Votre connaissance de l'environnement "essais" et votre formation en avionique sont des atouts supplémentaires. REF.87568/LM

INGENIEUR ELECTRONICIEN

Débutant ou avec une première expérience en recherche et développement, passionné de technique, vous possédez de solides connaissances en électronique analogique et en électronique numérique appliquées au traitement du signal et aux micro-processeurs. Vous êtes vigilant aux innovations apparaissant dans ces domaines et savez les partager avec enthousiasme. REF.87568/LM

La qualité de vos résultats déterminera votre évolution au sein de notre Société.

Merci d'adresser votre candidature, (lettre manuscrite, C.V., photo, rémunération souhaitée) en précisant le numéro du poste choisi à SELECOM 226, rue du Faubourg Saint Honoré 75008 PARIS



MATRA TRANSPORT, conçoit et réalise des systèmes de transports automatiques (Val, Aramis). Son développement rapide l'amène à rechercher (H/F)

Ingénieur Electricien MT - BT - TBT

Au sein du groupe projet, il est responsable de l'étude et du suivi d'installations électriques pour la réalisation de nouvelles lignes de Métro pour nos projets France et Export.

Il travaille en liaison étroite avec le BE, et il coordonne et contrôle les réalisations et l'avancement du chantier auprès des sous-traitants et participe aux essais fonctionnels et de mise sous tension des équipements dans les domaines MT, BT et relaying.

Ce poste basé à Lille, concerne un Ingénieur électrotechnicien, ayant si possible 2 ans d'expérience en électricité (moyenne tension basse tension - très basse tension) et des connaissances en électronique ainsi qu'en informatique.

De bonnes notions d'Anglais seraient appréciées.

Si vous souhaitez évoluer avec nous, merci de nous adresser votre dossier de candidature à MATRA TRANSPORT Direction du Personnel - rue Auguste Comte - 92170 VANVES



ALCATEL ESPACE Spécialiste des Télécommunications Spatiales recherche pour COURBEVOIE

DES INGENIEURS SYSTEME

Formation : ENST ou équivalent. Ayant une bonne expérience dans l'un des domaines suivants : - Systèmes de projets de télécommunications, - Systèmes radioélectriques hyperfréquences, - Télémesures, - Traitement du signal, - Transmissions (à l'exclusion analogiques et numériques). Nous vous remercions d'adresser un dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, références et photo) en repassant la référence 04, à M<sup>me</sup> LECLERE «de Doublon», 11, rue Dubonnet, 92407 COURBEVOIE CEDEX.



INDUSTRIE AERONAUTIQUE INGENIEURS SYSTEMES INGENIEURS PROCESS INGENIEURS LOGICIELS. Merci d'adresser lettre, CV et photo à réf. 415.886 à Confesse Publicité, 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

ÉCOLE D'INGÉNIEURS TÉLÉMATIQUE PONTAINEBLEAU cherche PROFESSEUR

par TD et TP d'électronique. Poste à temps plein à pourvoir d'urgence. Diplôme requis : INGENIEUR ou équivalent. Tél. à BUGEY TEL : 60-72-70-61.

Bureau d'Ingénierie Informatique INGENIEUR SYSTEME BULL DPS/6

- Application gestion de billetterie, autorisation d'accès par cartes CP8 et magnétiques. - Application serveur Minitel GCS 6 MOD 400 VERSION 3. 2 ans d'expérience dans le poste, 30 ans. Tél. à M. MATHAUD 43-77-42-46.

SOCIÉTÉ D'INSTRUMENTATION dans la conception, recherche en ÉLECTRONIQUE 1 INGENIEUR D'ÉTUDE

pour développement cartes analogiques et digitales à microprocesseurs. Expérience minimum 2 ans minimum. BANLENE 807. Adresse : CV et PRÉSENTATION aux Éto MULLER 30, 2, avenue de la Transsaharienne BP 26 - 77600 CHELLUS.

MINISTÈRE DE LA DÉFENSE Centre d'essai en Vol Brétigny-sur-Orge UN INGENIEUR INFORMATICIEN

Diplômé grande école pour analyses et programmation gestion. Connaissances COBOL et CISC. Contrat de 3 ans, renouvelable 1 fois. Adr. CV en chef du personnel CENTRE D'ESSAIS EN VOL BASE 111 DE BRÉTIGNY 91220 BRÉTIGNY-SUR-ORGE. Importants Sté micro informatique recrutée pour Paris et Bordeaux INGENIEURS (MSA, ESME...) Merci d'envoyer C.V., photo en pré. à M. L. LAMARLE 96, bd Richard-Lenoir 75011 PARIS.

Responsable du process industriel

Ingénieur (CA), recherche dans le cadre de sa politique industrielle d'amélioration et de rigueur de la qualité et de la productivité un RESPONSABLE DU PROCESS INDUSTRIEL. Basé à l'usine de COMPIEGNE et animateur d'une équipe de 5 techniciens (planning, méthodes, qualité), l'ensemble de la responsabilité technique et industrielle lui sera confiée, en relation avec les différents responsables de fabrication : - d'une part sa fonction sera centrée sur l'outil de production en terme d'investissement industriel, organisation et implantation matérielle. - d'autre part, sa compétence concernera le produit en terme de qualité et donc de process dynamique (des matières premières au conditionnement). De formation Ingénieur (ENSAIA, ENSIA ou A.E.M.), le candidat âgé d'environ 32 ans possèdera nécessairement une expérience similaire dans le domaine agro-alimentaire et se distinguera par ses qualités relationnelles. Merci d'adresser votre lettre de candidature, avec CV, photo et présentations à RIVOIRE ET CARRET, 133 boulevard de la Liberté, 13001 MARSEILLE.

BANQUE INTERNATIONALE PARIS 3° recherche

analystes de crédits confirmés H/F classe V - VI

Fonctions principales : - analyse autonome des risques, - montage et suivi des dossiers, - encadrement de "junior"-analystes. Profil : - 4 à 5 ans d'expérience dans la profession et/ou diplômé de l'enseignement supérieur (grandes écoles commerciales avec bonne maîtrise de la langue Allemande, - bonne connaissance des produits bancaires. Adresser CV, lettre manuscrite, photo et présentations s/réf. 656 à DANNEBERGER qui vous garantit la discrétion CEPIAD - 135, avenue de Wagram 75017 Paris

SOCIÉTÉ ANONYME DE TÉLÉCOMMUNICATIONS Leader dans sa spécialité, recherche pour sa branche TÉLÉINFORMATIQUE INGENIEURS ou ayant quelques années d'expérience. Ils participeront à l'étude et au développement de matériels de Transmission de Données en vue de leur mise en œuvre. Formation : - Supélec, Sup. Télécom, ECP, ENSTA. ou - ISEP, ISEN, ESIEE, ESME, avec ou sans option ou 1ère expérience dans les domaines concernés. Domaines concernés : Transmissions, Téléinformatique Traitement du signal Protocoles, Réseaux, RNIS Utilisation de Microprocesseurs, Processeurs de signaux Circuits profils, électronique analogique et numérique. Ces postes à pourvoir dans un laboratoire en expansion permettent à de jeunes ingénieurs attirés par la conception (matériel logiciel) la réalisation d'équipements logiques et analogiques, une évolution de carrière les conduisant rapidement à devenir responsables d'une équipe. Lieu : PARIS 13ème. Adresser C.V. à SAT - Secrétariat BTI - sous réf. IT - 41, rue Cantagrel, 75631 PARIS Cedex 13.



SECTEURS DE POINTE

ALCATEL ESPACE
Leader européen en électronique spatiale, recherche pour COURBEVOIE,

INGENIEUR QUALITE DE MAITRISE D'OEUVRE

Ayant plusieurs années d'expérience comme RESPONSABLE QUALITE... la conduite de projets militaires. Rattaché à la Direction de la Qualité de la Société, il sera intégré dans une équipe de Maîtrise d'Œuvre et de stations au sol d'un national de télécommunications.

Merci d'adresser un dossier de candidature (lettre manuscrite, CV détaillé, prétentions et photo), en rappelant la référence 02, à Mme LECLERE, «Le Double» 11, avenue Dubonnet, 92407 COURBEVOIE CEDEX.



Entreprises saunier duval

recherche pour son implantation régionale dans le NORD

INGENIEURS ELECTROTECHNICIENS

Pour assurer la conception et réalisation d'équipements de systèmes électroniques à instrumentation.

Cette fonction sera exercée dans le cadre d'un contrat de travail à durée déterminée, en relation avec les spécifications et les délais de réalisation de ces équipements.

Première candidature à adresser à : M. PARSON - E. BARBAUT, Entreprises SAUNIER DUVAL SAS, 250, Route de l'Empereur, 92500 RUEIL MALMAISON.

RANK XEROX

Les missions se suivent et ne se ressemblent pas.

Chief de projet potentialité Manager Sénior à court terme

De formation Grandes Ecoles Scientifiques ou de Gestion, vous avez une expérience dans l'informatique de gestion et de l'organisation. Dynamique et communicatif, vous avez des capacités de rigueur et d'intégration, leadership affirmé. Au sein de notre Direction des Systèmes d'Information, vous aurez pour mission d'organiser les relations du Centre Informatique avec les utilisateurs. Vous négociez les prestations et les formalisez par des contrats de service en coordonnant leur application pratique.



LEADER MONDIAL DU PALIER MAGNETIQUE ACTIF



- Technologie innovatrice : la mécatronique
- PMI et multinationale (filiales aux USA et au Japon)
- Actionnaires : S.E.P. - S.K.F. - SEIKO

Nous sommes une jeune PMI en pleine expansion. Pour maintenir notre leadership dans notre domaine d'activité, nous recrutons :

Responsable de production.

Pour prendre en charge l'organisation de la production, diriger les Bureaux des Méthodes Electroniques et Electromécaniques, le service Approvisionnement, l'ensemble des fabrications électronique et électromécanique, piloter la sous-traitance et les accords de coopération industrielle.

Ingénieurs technico-commerciaux.

Pour la recherche et la sélection des clients et la prospection systématique des sites industriels, l'élaboration des offres tant sur le plan commercial que technique, la négociation des commandes et le suivi de leur exécution.

Ingénieur recherche et développement électronique.

Pour effectuer des travaux de recherche et développement sur les parties électromécaniques des paliers magnétiques (détecteurs, bobines, matériaux, protections, paliers de secours, moteurs...).

Animateur qualité.

Pour mettre en place une organisation et des procédures permettant la mise en place d'un système de CAQ/DMO électronique et encadrer une petite équipe de dessinateurs et maquetistes électroniques, participer à l'industrialisation de nos matériels et aux relations avec l'équipe recherche et développement.

Ingénieur bureau méthodes électroniques.

Pour tenir la documentation concernant nos équipements, participer à la mise en place d'un système de CAQ/DMO électronique et encadrer une petite équipe de dessinateurs et maquetistes électroniques, participer à l'industrialisation de nos matériels et aux relations avec l'équipe recherche et développement.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature complet (lettre, CV, photo et prétentions) en précisant le poste choisi à Micheline CHRISTOT SOCIETE DE MECANIQUE MAGNETIQUE 21 de Vernon/Saint-Marcel B.P. 2282 - 2, rue des Champs - 27950 SAINT-MARCEL

SAGEM

1er CONSTRUCTEUR EUROPEEN DE SYSTEMES DE NAVIGATION INERTIELLE 1er CONSTRUCTEUR MONDIAL DE THERMOUX TELUX & SCRAM dans le cadre de l'extension de ses activités :

Ingénieurs Informaticiens Grandes écoles (ISE, ENSIMAG, ENSICERT...)

Débutants ou confirmés pour participer à la réalisation d'environnements de développement de systèmes embarqués et de systèmes télématiques. Le candidat est C, UNIX, LTR3, Pascal, en l'Assemblée 8000.

INGENIEUR EN ELECTRICITE ET REGULATION

Le candidat retenu devra avoir une première expérience des systèmes programmables et/ou de l'instrumentation industrielle en complément d'une formation d'ingénieur de type ENSAM, ENSIAS.

Merci d'adresser C.V., photo et prix, sous réf. 25.474 à notre agence CONTEXTE PUBLICITE, 20, av. de l'Opéra, 75001 PARIS.

JEUNE INGENIEUR GENIE CIVIL

Pour gestion et entretien d'un des plus grands chantiers de France, basé à PARIS. Merci d'env. votre candidature s/réf. S-408 à ICA, 3, rue d'Alsace, 75010 Paris, 01 Transversale.

NOUS, FILIALE D'UN GROUPE multinational, basé France, et spécialisée dans l'électronique de puissance

VOUS, DIRECTEUR D'USINE

à très court terme (référence 01) Ingénieur en production, diplômé ENSAM, ESE, ICAM, IDN, etc. Ayant acquis 5 ans d'expérience en fabrication d'équipements électroniques et voulant appliquer vos compétences en automatisation, robotisation dans un centre de production à 100 km de Paris.

VOUS, RESPONSABLE MARKETING

Diplômé(e) d'une école de commerce ou d'une école d'ingénieurs, bilingue anglais, ayant montré son expérience dans des études de marchés (domaines industriels) (référence M1).

VOUS, INGENIEURS COMMERCIAUX

Diplômé(e) grande école ou école de commerce, anglais maîtrisé, ayant une première expérience (au moins) de la vente de produits à usage industriel permettant de participer à notre expansion (plus de 11% par an) (réf.VI). Merci d'envoyer une lettre de candidature avec cv et prétentions, en indiquant la référence à :

Madame LLORENS B.P. 22, 29, avenue Carnot, 91301 MASSY.



ingénieur diplômé pour ses applications de haute technologie

Le candidat retenu aura de solides connaissances en Physique Générale, Aérodynamique, Résistance des Matériaux, Mécanique des Fluides, Acoustique. Une première expérience industrielle et une pratique de l'informatique seront appréciées. Anglais indispensable. Lieu de travail : Neuilly-sur-Seine. Envoyer CV avec lettre manuscrite et prétentions à Mme ABULKER MASONELLAN 107, avenue Charles de Gaulle 92521 NEUILLY CEDEX



L'informatique au crédit foncier de France

PROGRAMMEURS

- De formation IUT ou équivalent, vous débutez ou possédez déjà une première expérience.
Nous vous proposons de travailler au sein d'une équipe de projet de taille limitée.
Vous disposerez des moyens les mieux adaptés à l'exercice de vos fonctions, en matériels comme en logiciels (ISO/SF...).
Outre le COBOL, vous utiliserez des langages de 4ème génération (AS, FOCUS) et un générateur de programmes PACBASE.
Poste évolutif, rémunération motivante et nombreux avantages.
Comment nous rejoindre ?
En passant le concours organisé le 11 mars 1987 (clôture des inscriptions le 27 février 1987).
Demandez notre documentation complète au CREDIT FONCIER DE FRANCE - Service du Personnel - Bureau des Concours 19, rue des Capucines, B.P. 65, 75000 Paris Cedex 01 - Tél. : 42.44.80.66/80.67.

crédit foncier de france POUR ENTRER CHEZ VOUS, ENTREZ CHEZ NOUS.

Handwritten Arabic text: سكرتريا من الاجل

سكننا من الاجل

SECTEURS DE POINTE

**C** Un des premiers groupes bancaires européens recherche pour sa société d'assurance-vie

### Chef de projets informatiques

Les exigences du poste sont les suivantes :

- Assurer la responsabilité du développement des projets informatiques dans l'assurance-vie en gestion décentralisée.
- Analyser les besoins des utilisateurs, concevoir les applications et encadrer les équipes de réalisation et de maintenance.
- Participer à la définition et à la mise en œuvre des méthodes.

5 ans au moins d'expérience en informatique de gestion du domaine de l'assurance-vie sont exigés après une formation Grande Ecole ou Université. Une expérience de diffusion de logiciels sur plusieurs sites ainsi que celle d'un Chef de Projet sont appréciées.

La connaissance du **français** est obligatoire. L'anglais est demandé.

Environnement technique : grand système IBM (MVS/CICS).

A adresser votre lettre de candidature avec CV, photo, et rémunération à PUBLIVAL/2058 27 Route des Gardes 92190 MEUDON qui transmettra.

**RR ROSSIGNOL FRANCE**  
complice de l'habitat

Dans le cadre de son développement et de ses nouvelles orientations ROSSIGNOL SA renforce sa structure d'études et recherche.

### UN CONCEPTEUR

Ingénieur diplômé 5 ans d'expérience minimum - rompu à l'esthétique industrielle. Qualités d'animateur.

Il sera chargé, en relation avec la Direction Marketing et Commerciale de la mise au point des produits et du choix des options, le moyen terme, de notre gamme.

### UN INGÉNIEUR A.M.

5 ans d'expérience minimum en matière de plasturgie. Formation électromécanicien.

Il sera chargé de la mise au point des produits spécifiques, en s'appuyant sur la structure industrielle de l'entreprise.

### UN TECHNICIEN D'ÉTUDES

Intégré à notre B.E. - BTS ou DUT exigé. Expérience produits Grand Public indispensable.

- Spécialité : métaux et plasturgie.

Adresser CV + prétentions (en précisant bien le poste) à : Directeur Générale - ROSSIGNOL SA BP. 3 - 53160 MONTSURS

**Domaine bancaire international**

### Organisateur informaticien

Disponible pour de fréquents déplacements à l'étranger de plus ou moins longues durées, nous vous proposons de contribuer à notre développement international.

En rejoignant notre petite équipe de professionnels, vous serez amené(e) à prendre en charge de A à Z le lancement de l'implantation à l'étranger et vous assurerez la responsabilité du suivi des places informatiques.

La formation supérieure, une maîtrise de l'anglais et posséder une expérience d'au moins 5 années en informatique et en organisation des opérations sont des atouts.

Si cette opportunité vous intéresse, nous vous remercions de nous adresser votre lettre de candidature ainsi que votre CV détaillé et vos prétentions, sous réf. FR02.08 à CNCA Direction des Ressources Humaines 75710 PARIS BRUNE.

**CAISSE NATIONALE DE CREDIT AGRICOLE**

### STRATÉGIES DU FUTUR

INVENTEZ ET GEREZ POUR GAGNER.

### A LYON, AVEC NOUS

Notre groupe est l'un des leaders mondiaux en ingénierie d'installation nucléaire (7 500 personnes - 9,5 milliards de CA).

Le savoir-faire acquis dans de nombreuses technologies de pointe, doublé d'un esprit constant d'innovation pour concevoir de nouveaux produits, sera un atout pour votre avenir.

Notre division combustibles, chargée de la conception et de la vente des assemblages de combustibles, recherche :

### Ingénieur suivi de fabrication fournisseurs

En liaison avec les usines et les divisions opérationnelles, vous serez chargé d'identifier, d'organiser et de faire aboutir toutes les actions nécessaires à l'exécution des contrats passés entre la division et le fabricant.

Ingénieur mécanicien, une expérience en matière de gestion de production et d'affaires, vous a permis de mettre en valeur votre autonomie et votre efficacité.

Atteint de bonnes connaissances informatiques, votre sens du contact et votre autonomie sont les garants de votre réussite.

### Chargés de proposition

Chargés de la prospection des clients potentiels dans un nombre de pays déterminé, vous répondrez aux appels d'offres et rédigerez les contrats avec les ingénieurs de formation scientifique et économique, vous avez acquis au cours de vos 10 ans d'expérience une bonne connaissance du nucléaire, et en particulier du combustible.

Vous savez faire preuve de rigueur et d'initiative et vous parlez couramment l'anglais et l'allemand.

Pour ces postes, nous souhaitons rencontrer des candidats capables de s'adapter à notre forte culture d'entreprise.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite + CV + photo + prétentions) sous référence chobale, à FRAMATOME LYON, Affaires Sociales - Emploi, 10 rue Juliette Récamier, 69006 Lyon.

**FRAMATOME**

**Le Monde CADRES**

### Journaliste chef d'agence

185.000 FF + avantages professionnels

recherché par **QUOTIDIEN REGIONAL** - Ville universitaire de plus de 200.000 habitants, pour prendre la responsabilité de la principale agence locale, celle du Siège de notre journal.

Encadrant hiérarchiquement une équipe de huit journalistes professionnels, sa mission comporte également une forte implication au plan de la vie locale. Agé d'au moins 35 ans le candidat recherché possède une expérience confirmée de l'encadrement d'équipe de journalistes et une bonne pratique de la P.O.R.

Merci d'adresser votre réponse manuscrite avec CV + photo récente, sous réf. 6420-M à I.C.A. 3 rue d'Hauteville, 75010 Paris, qui transmettra.

**I.C.A.** International Classified Advertising

### GRANDS PROJETS SPATIAUX

3 POSTES D'INGÉNIEURS DÉBUTANTS

(on préférera les expériences)

Diplômés d'une grande école

- recherche de trajectoires, études de décollage, simulation pilotage.
- Simulation sur environnement IBM et Fortran.

Les candidatures sont à adresser à : DATATRAM : 42, rue Saint-Lambert, 75015 Paris.

### PME Micro-Électronique et Micro-informatique

RECHERCHE pour son bureau régional

### JEUNE INGÉNIEUR D'ÉTUDES CIRCUITS SEMI-CUSTOM

Débutant ou confirmé (SUPELEC, ENST, ou équivalent) Il sera chargé du support technique client et du développement des circuits semi-custom.

Une année d'expérience au moins dans la conception des C.I. et une bonne connaissance de l'anglais sont des atouts.

Adresser dossier : C.V., photo et prét. à CETIA, 150, rue de Valenciennes, 75013 PARIS CEDEX.

### FILIALE D'UN GROUPE IMPORTANT PARIS-3

RECHERCHE pour département informatique

### Collaborateur informatique

PROFIL :

- Titulaire d'un B.T.S. ou D.U.T.
- Bonnes connaissances en anglais.
- Expérience de deux ans.

RESPONSABILITÉS :

- Exploitation du système Wang VS 65.
- Assistance aux utilisateurs.
- Programmation en liaison avec le siège (à l'étranger).

Adresser votre dossier de candidature (C.V. + photo + prétent.) avec lettre manuscrite n° 8343, LE MONDE PUBLICITE, 5, rue de Valenciennes, 75007 PARIS.

### Hebdomadaire professionnel en rapide développement et leader dans son secteur

cherche

### 2 JOURNALISTES

- Le premier (ou première) aura à suivre, en sein d'une rubrique, l'évolution de la distribution pour des biens de grande consommation.
- Nous demandons : formation supérieure, au moins 2 ans d'expérience en hebdo ou quotidien, goût pour la micro-économie.
- Le (ou) deuxième aura, sous la responsabilité du rédacteur en chef, une tâche de coordination de la rédaction (une dizaine de journalistes), et de réécriture et mise en forme de la copie.

Nous demandons : formation supérieure, au moins 5 ans d'expérience en hebdo ou quotidien, maîtrise parfaite de l'écriture, ouverture vers l'économie, la vie des entreprises, les modes de vie.

Pour les deux postes il faut : dynamisme, rigueur, goût du travail en équipe.

Envoyer C.V., photo, prétent. à Christiane SPIRCART, 61, rue de Malte, 75011 PARIS.

### Société d'informatique connaissant un brillant développement

recherche

### 3 COMMERCIAUX CONFIRMÉS

Vous êtes sur le terrain depuis 2 ou 3 ans. Vous êtes au point de la technique et maîtrisez bien la technique. Vous êtes à la recherche d'une opportunité de vos structures actuelles. Nous vous proposons d'évoluer avec nous dans le domaine du service informatique et de la vente de matériel aux moyens et grands sites IBM.

### 2 COMMERCIAUX DÉBUTANTS

Travaillant en entreprise depuis quelque temps, vous avez compris que seul le domaine commercial vous permettra l'expression professionnelle que vous recherchez. Nous sommes prêts à vous communiquer notre savoir-faire.

OFFRE : des secteurs d'activités hyper-spécialisés dans l'informatique moyens et grands systèmes IBM, des ouvertures vers la micro-informatique, un contexte de pleine expansion.

Merci d'envoyer lettre, C.V. et photo à : KL 89, 10, rue Mesnil, 75116 PARIS qui transmettra.

### REGION SUD-EST

### Réseau de communication

Entreprise de pointe, spécialiste dans les réseaux de communication recherche

### INGÉNIEUR

Vous avez 4 à 5 ans d'expérience dans les domaines des télécommunications.

Une connaissance des PROTOCOLES n° 25 et TRANSPORT SESSION/OSI est nécessaire, celle du langage II souhaitable.

Vous aurez pour mission de développer des produits logiciels.

Adresser dossier de candidature (CV et photo et prétentions), sous référence 10665, à Média-System, 29 La Canebrière, 13001 Marseille, qui transmettra. Discretion assurée.

### AOP

recherche pour son laboratoire d'étude - Paris 13<sup>ème</sup> dans le cadre de sa filiale

### AUTOMATISMES INDUSTRIELS

### TECHNICIEN ELECTRONICIEN

De formation DUT ou BTS d'électronique, vous avez une expérience en programmation MICROCONTROLEURS (famille INTEL) ainsi qu'en électronique de puissance.

Nous vous remercions d'adresser CV et prétentions à Monsieur TURJAN - AOP BP 501 - 75204 PARIS CEDEX 13

### GROUPE DE PRESSE SPÉCIALISÉ

Recherche pour développement de l'espace publicitaire sur revues d'informatique

(e) jeune Chef de publicité adjoint.

Envoyer C.V. et prétentions au Monde Publicité sous réf. 6394, 7, rue de Valenciennes, 75007 Paris.



Le Monde CADRES

### Relations Sociales

## JEUNE CADRE

Cette Société (3 200 personnes) intégrée à l'une des branches (10 000 personnes, 10 usines) de l'un des premiers groupes industriels français est un des leaders mondiaux dans son domaine : le conditionnement de qualité.

Dans un environnement industriel "ouvert", la fonction relations humaines est une des fonctions majeures. Rattaché au directeur du personnel de la branche, ce cadre a pour mission d'être l'interlocuteur privilégié des usines (2) et des sites (3) pour tous les aspects de la fonction personnel. Il agit en appui, conseil et contrôle. Il assure de la bonne circulation de l'information, il participe à la définition de la politique sociale et agit son application sur le terrain, à l'écoute des assistants sociaux. Ses tâches pour qu'elle gère de la meilleure façon possible les relations du travail au sens large du terme, en intégrant en permanence les capacités économiques de la Société.

Nous souhaitons recruter un diplômé de l'enseignement supérieur ayant acquis une première expérience de 3 ans environ dans la fonction personnel, dans un environnement industriel. Particulièrement mobile et disponible, il devra à court terme occuper un poste de chef de personnel dans l'une des unités de production de la Branche.

Merci d'adresser lettre de candidatures, C.V. complet, photo et rémunération actuelle sous la référence M 4212 BA :

**EGOR S.A.**  
8, rue de Belfort - 75008 PARIS

**egor**

PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE  
BELGIQUE DEUTSCHLAND ESPAGNE GREAT-BRITAIN ITALIA PORTUGAL BRASIL CANADA JAPON

## Droit sur la Communication

Premier fabricant européen en téléphonie et radiotéléphonie, Matra Communication est présent dans tous les domaines de la communication d'entreprise : systèmes et réseaux, auto commutateurs, terminaux ASC II, vidéotex... Deuxième pôle français de communication, le groupe rassemble 5000 personnes et investit annuellement 10% de son chiffre d'affaires dans la recherche. Une expansion rapide nous conduit aujourd'hui à étudier notre organisation. Nous recherchons (H/F)

## Juriste d'Entreprise

### Spécialisé en droit des sociétés et fiscalité

Rattaché à notre Secrétaire Général, vous serez notamment chargé de la conception et de la mise en place des structures juridiques adaptées à l'évolution du Groupe.

De formation supérieure juridique en droit des sociétés, votre compétence s'appuie sur 3 à 5 ans d'expérience acquise dans un service similaire en entreprise ou en cabinet.

Les domaines qui vous seront confiés comprendront également le contentieux, la propriété industrielle et l'immobilier.

De la rigueur juridique associée à une réelle capacité de communication favoriseront votre réussite dans cette fonction.

Merci de nous adresser votre dossier de candidature (avec photo et prétentions) en précisant la référence NK 3005 à Nicole KAMERZAC - D.P.R.H. - rue Jean-Pierre Timbaud - BP 26 - 78392 BOIS D'ARCY CEDEX

## MATRA COMMUNICATION

La filiale d'un grand groupe chimique international recherche pour son unité de production située en Normandie :

## UN INGENIEUR GENIE CHIMIQUE

pour la fonction

### SECURITE/ENVIRONNEMENT/ENGINEERING.

Cet ingénieur sera rattaché au Directeur de l'usine et prendra en charge une triple responsabilité :

- SECURITE** : Il poursuivra l'animation et le suivi d'une "politique de sécurité" déjà bien développée.
- ENVIRONNEMENT** : Il mènera à bien les projets en cours d'élaboration et participera aux contacts avec les autorités locales.
- ENGINEERING** : Il sera systématiquement associé à tous les aspects "génie chimique" des nombreux projets en cours d'étude.

Toutes ces actions sont menées dans un contexte motivant caractérisé notamment par une double activité sur le site ainsi que par une expansion reposant sur des investissements importants.

Le candidat retenu possédera nécessairement une formation de base en génie chimique (plus chimie) ainsi qu'une première expérience réussie dans l'une ou l'autre des spécialités du poste proposé. Il aura la volonté d'évoluer à terme vers d'autres responsabilités opérationnelles.

Les dossiers de candidature (lettre + CV + photo) doivent être adressés sous réf. 3482 G

**RSCG CARRIERES**  
48, rue St Ferdinand 75017 PARIS.

## Mobil CARRIERE



## Ceux qui gagnent choisissent Mobil

En Formule 1, pour gagner, WILLIAMS a choisi MOBIL. Choix de la qualité, de la fiabilité, de la performance.

**JEUNES DIPLOMES (E)**, Ecoles de Commerce ou Ingénieurs, débutants ou première expérience, rejoignez un des tout premiers groupes mondiaux et devenez

## RESPONSABLES INDUSTRIE

Après une formation de 11 mois environ, vous prendrez en charge un secteur géographique où vos clients seront d'importantes sociétés industrielles, entreprises de travaux publics, de transports...

Vous serez responsables :

- de la mise en place des produits pétroliers. Vous devrez les installer sur les marchés, à obtenir des clients, à négocier des contrats...
- de la recherche et de la prospection de nouveaux clients,
- du suivi financier de vos affaires,
- des actions promotionnelles et techniques avec l'aide de nos équipes d'ingénieurs.

Votre sérieux et votre potentiel feront de vous un interlocuteur apprécié et estimé des dirigeants industriels que vous serez amenés à rencontrer.

Votre valeur et vos performances seront le gage de votre évolution ultérieure ; en effet, chez MOBIL, les carrières se font par promotions internes. A vous de saisir votre chance...

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV et photo, sous réf. 21861 à MOBIL OIL FRANÇAISE Service Recrutement - Tour Septentrion 92081 FRETILLON LA DEFENSE CEDEX 9.

## Chef de projets

- Bureau d'études -

**Philips Eclairage**

Leader sur notre marché, nous pratiquons une politique d'innovation permanente. A Lamotte-Beuvron (Orléans) où notre centre industriel de 250 personnes produit du matériel d'éclairage décoratif, nous recherchons un chef de projets.

Concepteur chargé de l'industrialisation des projets, il mettra au point les études jusqu'en stade de la réalisation, assisté d'une équipe qu'il animera. De formation ingénieur généraliste ou génie mécanique, vous avez une bonne connaissance de l'anglais, vous êtes débutant ou possédez une première expérience similaire en BE méthodes et/ou outillage. De plus, la connaissance des procédés de transformation des métaux ferreux, non ferreux, thermoplastiques et thermostables serait un atout.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions, en précisant la référence 9, à Maurice Morez, Philips Eclairage, 204 Rond Point du Pont de Sèvres 92516 Boulogne-Billancourt Cedex.

Philips France, c'est 19 milliards de CA, 29000 hommes et femmes qui créent de la recherche et de l'innovation, de la production aux relations publiques et à l'entretien, l'industrialisation, l'exportation, la maintenance, réalisant ainsi les rêves qui sont au cœur de l'International des technologies de l'un des premiers groupes mondiaux d'électronique.

**PHILIPS**

Philips c'est déjà demain.

### CHARGÉ (E) D'ETUDES

participez au Service Public recherche pour MAI 1987

## UN DIRECTEUR ADJOINT

chargé des Services Économiques (achats, travaux, Direction des Services Techniques de l'Établissement)

Cand. à adresser à Monsieur le Directeur de l'Établissement Médical de la Teppe, 2000 TAMBOURVILLE (Paris) Téléphone : 75-08-03-06.

Société d'études de matériel et sondages d'opinion recherche

**CHARGÉ (E) D'ETUDES**

capable réaliser études qualitatives et quantitatives.

Exp. min. 3 ans les cabinets.

Envoyer C.V. à SOCIÉTÉ 2300, 88, av. d'Ivry, 75013 Paris.



1er groupe de services, nous assurons la gestion de Services Publics collectifs et locaux dans des domaines variés. Nous recherchons aujourd'hui pour notre siège à Paris un

## JEUNE INGENIEUR GENIE ELECTRIQUE

INSA, ENI, SUDRIA, ESIGELEC...

Débutant ou titulaire d'une première expérience, vous faites partie des meilleurs de la promotion. Vous possédez une bonne technicité en électromécanique et en informatique, ainsi qu'un excellent potentiel.

Vous proposerez, après une période de formation, de rechercher et d'appliquer les solutions techniques les mieux adaptées à l'exploitation en liaison avec le développement informatique des usines.

Il vous sera donné toutes les possibilités d'évolution et les opérations à la hauteur de vos ambitions.

Merci de nous adresser votre candidature sous référence IGE/LM : Compagnie Générale des Eaux, Service Relations et Ressources Humaines, 10, rue d'Anjou, 75008 PARIS.

NOUS CHERCHONS DES HOMMES DE CARACTERE

Nous sommes une entreprise textile - 85 personnes, 70 millions de CA - appartenant à une multinationale. Nous sommes devenus, au fil des ans, grâce à notre dynamisme et à notre politique, leader sur la plupart des marchés que nous couvrons.

Notre recherche permanente de nouveaux produits et notre écoute des besoins spécifiques du marché nous garantissent la poursuite de notre fort développement, ce qui nous conduit, pour mieux nous structurer, à rechercher notre

## Directeur de production

Mission : membre du comité de Direction, sous l'autorité du Directeur Général, et en liaison avec les services commerciaux et administratifs, il assure la coordination des ateliers et la gestion de la production.

Profil : Ingénieur, âgé de plus de 30 ans, ayant exercé les fonctions de responsable de production. Expérimenté dans le travail d'équipe et d'encadrement, c'est un organisateur qui sait être à l'écoute.

Envoyez lettre manuscrite, CV, photo et prétentions, sous réf. 206.87.155 M, à Pro Consultant, 18 rue Rouget de Lisle, 42000 St-Etienne.

**PRO consultant**

## Responsable du département méthodes

Groupe mécanique, productive, de + de 1000 personnes, recherche pour assister le Directeur de sa principale usine située dans le Sud-Ouest

**R**esponsable du département méthodes

Le poste a pour missions :

- de l'entretien des travaux neufs, de la sécurité - il pourra également être chargé de promouvoir l'analyse de la valeur.
- de la mise au point et de la réalisation de la conception et de la formation.

Ce poste s'adresse à un ingénieur diplômé de 30 ans minimum justifiant d'une expérience dans les industries de la mécanique.

La rémunération sera fonction de la compétence et de la formation.

Envoyer C.V. manuscrit et photo sous réf. 18747 M à : BLEU Publicité - 17, rue Label - 93307 VINCENNES CEDEX - qui transmettra

## Vous avez 3 à 4 ans d'expérience dans la vente de services

et souhaitez maintenant évoluer vers des responsabilités plus larges. De formation Sup de Co ou équivalente, vous possédez de l'imagination, de la rigueur et un sens commercial aiguisé.

Notre société bien implantée dans la communication, filiale d'un groupe important, vous offre une réelle opportunité de Responsable d'agence. Après formation à nos méthodes et à notre marché, en relation avec le Directeur des régions, vous gèrerez l'agence de Marseille - un chef de publicité et une assistante - comme un centre de profit autonome.

Responsable du CA de la région, le développement grâce à une démarche commerciale active.

Votre sens de l'écoute et du dialogue seront déterminants pour concevoir, et construire des actions de communication.

**Guy Postel**

Adressez lettre manuscrite, CV, photo et prétentions en mentionnant la référence 392 N et un numéro de téléphone à Guy Postel Conseil, BP 19, 06480 La Colle sur Loup. Discretions assurées.

Handwritten Arabic text at the bottom of the page.

5000 من الالمان

Le Monde CADRES

L'IMMOBILIER

**BANQUE PRIVÉE, FILIALE D'UN GROUPE INTERNATIONAL**  
recherche pour son agence de PARIS

**EXPLOITANT POLYVALENT**

Capable de reprendre en gestion une clientèle importante de particuliers résidents et non résidents et de PME.

- Formation supérieure.
- Anglais courant.
- Trois ans d'expérience minimum.

Envoyer C.V. et prétentions à **PIERRE LICHOU S.A**  
SOLUS référence 10995-10, rue de Louvois 75002 Paris qui transmettra.

**COMMERCIAUX DE VALEUR**

48-86-11-27

**GENRAD**  
LEADER DU TEST nous recherchons pour poste d'INGÉNIEUR d'APPLICATION

**GENRAD**  
SERVICE SUPPORT 95, rue Orfila 75020 PARIS

**URGENT** recherche **INGÉNIEUR CHIMISTE ORGANIQUE DÉBUTANT**

**GENRAD**  
LEADER DU TEST nous recherchons pour poste d'INGÉNIEUR d'APPLICATION

**GENRAD**  
SERVICE SUPPORT 95, rue Orfila 75020 PARIS

**ASSOCIATION TOURISME** recherche **CHEF DE SERVICE (H. ou F.)**

**LA VILLE DE BRIANÇON HAUTES-ALPES**

**RECRUTE DIRECTEUR DE L'ÉCOLE MUNICIPALE AGRÉE DE MUSIQUE ART DRAMATIQUE**

**LE POSTE EST À POURVOIR DE SUITE** CHU POURRAIT ÊTRE OPÉRATIONNEL POUR

**CRÉEZ VOTRE PROPRE ENTREPRISE** Sans aucun apport sinon

**GROUPE DE PRESSE FORTE CROISSANCE** cherche

**JEUNE JOURNALISTE** 2/3 ans d'exp. pour couvrir l'actualité des banques de données, réseaux, CD rom.

**SOCIÉTÉ AUDIOVISUELLE** recherche

**COMMERCIAL (E)** Région Paris. Téléphoner au 90-86-86-33

**COMPTABLE TRÈS QUALIFIÉ**

**DEMANDES D'EMPLOIS**

**BOIS-D'ARCY**

**HAUTS-DE-SEINE**

**NEUILLY**

**MINTEL**

**30 000 offres**

**appartements achats**

**AGENCE LITRE**

**RECHERCHE URGENT**

**responsable**

**STENOACTYLO**

**SECRETARE**

**positions diverses**

**INVESTISSEURS**

**SPECIALISTE DE LA DOCUMENTATION ET DE L'INFORMATION**

**ANALYSTE FINANCIER**

**H. ORGANISATEUR**

**appartements ventes**

**4<sup>e</sup> arrdt**

**5<sup>e</sup> arrdt**

**6<sup>e</sup> arrdt**

**9<sup>e</sup> arrdt**

**14<sup>e</sup> arrdt**

**17<sup>e</sup> arrdt**

**78- Yvelines**

**BOIS-D'ARCY**

**HAUTS-DE-SEINE**

**NEUILLY**

**MINTEL**

**30 000 offres**

**appartements achats**

**AGENCE LITRE**

**RECHERCHE URGENT**

**responsable**

**STENOACTYLO**

**appartements non meublés offres**

**Paris**

**Locations**

**DOMICILIATIONS**

**QUEST PARISIEN**

**LA DIAGONALE**

**AGECO**

**SIÈGE SOCIAL**

**BUREAUX ÉQUIPÉS**

**ACTE**

**ÉTOILE**

**DOMICILIATIONS**

**immobilier information**

**DOMICILIATIONS**

**DELTA FORMATION**

**ANGAIS-FRANCAIS**

**ITALIEN**

**Loisirs**

**CARNAVALS A LOUER**

**Loisirs**

**NOUS LANÇONS UN PRODUIT REVOLUTIONNAIRE AVEC LES MOYENS D'UN GROUPE INTERNATIONAL** - 20 000 personnes -

**AIROPAK**

Notre production et commercialisation des emballages plastiques totalement écologiques qui réduisent à tous les niveaux.

**Responsible usine Région Rhône-Alpes**

**Mercuri Urval**  
COMMUNICATION INTERNE

**Consultant**

Pour relever les défis d'aujourd'hui et de demain, les entreprises ont plus que jamais besoin du professionnalisme et de la mobilisation des hommes et des femmes qui les constituent.

**Consultant**

**EUROSIT**  
Directeur industriel

Leader sur son marché, notre société (335 pers.) conçoit et réalise des équipements de bureaux. Notre développement s'appuie sur la qualité de nos méthodes de production et sur la performance de nos moyens de gestion.

**ALGOE**

**L'AGENDA**

annonces associations

DELTA FORMATION

ANGAIS-FRANCAIS

ITALIEN

Loisirs

CARNAVALS A LOUER

Le Monde  
NOTRE PORTEFEUILLE PERSONNEL  
LEND

Selon le Livre blanc des constructeurs européens

Une voiture sur cinq vendues en Europe sera japonaise en 1988

La hausse du yen par rapport au dollar, qui a rogné les profits que les Japonais réalisent jusque-là aux Etats-Unis...

Un cinquième du marché automobile européen sous la coupe des Japonais en 1988 (contre un dixième aujourd'hui) : c'est le scénario catastrophe que les constructeurs européens envisagent...

L'Europe ne sera pas les firmes nippones s'installer massivement en Europe en 1988. Cela n'empêchera cependant pas les projets « à participation japonaise » de se développer...

100 000 emplois menacés. Mais, surtout, le Vieux Continent constitue un territoire idéal pour une production japonaise en mal de débouchés...

Quant aux usines situées hors du Japon, elles offrent une capacité d'assemblage de 1,15 million de voitures...

perdre encore 35 000 emplois au Vieux Continent pour chaque tranche de 10% d'approvisionnement d'origine extra-européenne.

Pour échapper à cette apocalypse, le CCMC confie à la Commission européenne le soin de négocier avec le Japon une modération de leurs exportations.

On imagine les dégâts que pourrait provoquer pareil raz de marée dans un marché européen relativement stable, avec une industrie « en plein réajustement structurel ».

Le scénario 1988 prévoyant un supplément de 100 000 véhicules importés en Europe, ce sont 200 000 emplois qui seraient menacés dans l'industrie automobile européenne.

A TRAVERS LES ENTREPRISES

Tunnel sous la Manche : nouvelle démission en Grande-Bretagne

Sir Nigel Brookes, président du grand groupe britannique Trafalgar House, a démissionné de ses responsabilités au sein d'Eurotunnel, a annoncé, le lundi 16 février...

Hausse de 18% des bénéfices de la Compagnie bancaire (groupe Paribas)

La Compagnie bancaire (plus de soixante-sept sociétés, comme le Cetelem, l'UCB, Cardif, Cortal...) a enregistré un résultat net consolidé, pour 1986, de 1 249 millions de francs...

De Benedetti et American Express créent une société commune

Coiffe, le holding du groupe De Benedetti, et Shearson Lehman, la banque d'investissement du groupe American Express, ont annoncé la création d'une société

Valéo : 937 suppressions d'emplois à la société mère

La société Valéo (composants automobiles) devait annoncer, lors du conseil d'entreprise tenu le 17 février, la suppression de 937 emplois sur un total de 7 200 personnes...

SOCIAL

Une hausse générale de 1,7%

M. de Charette confirme les augmentations de salaire pour les fonctionnaires

M. Hervé de Charette, ministre délégué chargé de la fonction publique, a annoncé, le lundi 16 février, qu'il se réjouit de la hausse des prix de 3% en 1987...

Cette décision pourrait déstabiliser le climat de la fonction publique, à une semaine de l'ouverture des négociations entre M. Jacques Chirac et les confédérations syndicales...

Les organisations, qui avaient indiqué que de la réponse du ministre dépendrait leur attitude sur le plan de l'action, avaient été préalablement informées de la déclaration de M. de Charette.

FO estime qu'annoncer moins tard le relèvement de la « provocation » alors que les experts annoncent une hausse des prix de 3% en 1987...

Fin des négociations sur l'emploi dans la chimie. Engagés depuis la fin de l'année, les négociations entre l'Union des industries chimiques et les organisations syndicales se sont achevées le 11 février.

Le document s'inspire de l'accord interprofessionnel du 20 octobre 1986 sur l'emploi et les nouvelles procédures de licenciement économique.

Les publicitaires ont toujours le chic pour faire des choses compliquées. Certes, notre nouveau portable est doté d'un écran totalement nouveau...

Si les publicitaires méritent votre attention, ils méritent aussi ceux qui leur servent, ils seraient moins abscons.

Zenith 167-169, au Pablo Picasso, 92000 Nanterre, tél. (1) 47.78.16.03.



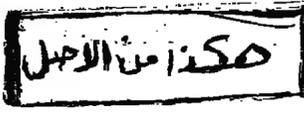
Le portable de Zenith le Z-181

Le Monde sur minitel

VOTRE PORTEFEUILLE PERSONNEL

Bourse : suivez l'évolution de vos actions grâce à un code personnel et secret.

36.15 TAPÉZ LEMONDE



سوزا من الاصل

ECON

Economie

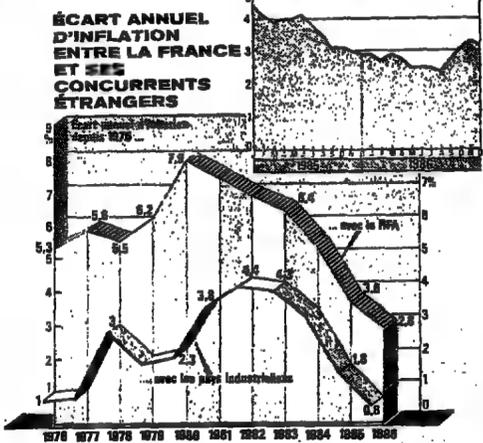
CONJONCTURE

Il faudrait une loi pour facturer les chèques estime M. Etienne Dailly

Après le communiqué de M. Edouard... banques il «raporter» leur... M. Etienne Dailly, vice-président... (UDF-Rad.), estime... chèque ne peut dès lors être instauré que par une loi.

La libération des prix des services donne lieu à de nombreux dérapages

Les prix de détail ont fortement augmenté en janvier. L'importance de la hausse ne sera connue qu'à la fin de ce mois, lorsque sera publié l'indice de l'INSEE. Mais on sait déjà que s'est produite une véritable flambée des prix le mois dernier.



ÉCART ANNUEL D'INFLATION ENTRE LA FRANCE ET SES CONCURRENTS ÉTRANGERS

Le grand principe, mais développe sur quinze lignes toutes les menaces qui pèsent sur cette liberté. Insigne maladroite.

Reste maintenant au gouvernement - pour limiter les dégâts - à multiplier les interventions auprès des entreprises publiques (EDF, GDF), des compagnies d'assurances, de banques, des PTT.

Dans la crainte d'un blocage

De telles assurances couchées noir sur blanc au Journal officiel auraient dû tranquilliser toutes les professions à faire perdre le réflexe qui consistait à augmenter les prix par mesure de précaution.

Ce n'est pourtant pas ce qui est en train de se passer. D'après nos informations, des petites et moyennes entreprises relativement nombreuses ont choisi de pousser leurs prix non seulement pour combler certains retards, mais aussi dans la crainte de les voir le nouveau blocage.

Les prix agricoles européens

M. Kiechle : « La RFA refusera le plan de la Commission »

Les propositions de la Commission de la CEE en matière de prix agricoles (Le Monde du 17 février) suscitent, comme on pouvait s'y attendre, de vives réactions en Allemagne fédérale.

L'indice de janvier en retard

Comme il le fait chaque année en janvier, l'INSEE pondérera certains postes de dépenses de son indice, ceux pour tenir compte des modifications intervenues dans les comportements des consommateurs.

REPUBLICQUE DU ZAIRE Département du Commerce Extérieur Société Nationale de Trading «SONATRAD» Appel d'offres international no. 01/DDE/DCA/1010 SN/026/86...

OFFICIERS MINISTÉRIELS VENTES PAR ADJUDICATION Rubrique O.S.P. - 64, rue La Boétie, 45-63-12-66

Studio - 86, RUE LA BOÉTIE - PARIS (8e) M. à P. : 100 000 F. Vente au Palais de Justice de Paris, le mardi 2 mars 1987, à 14 h.

# Economie

## COMMERCE EXTÉRIEUR

### Importer pour exporter

Les mauvais résultats du commerce extérieur de la France en janvier ne laissent pas d'inquiéter. Ils sont dus essentiellement à un recul des exportations. La légère progression des importations est-elle un mal en soi ? L'analyse de leur structure fait apparaître que non, car la France importe aussi pour pouvoir exporter.

Constantement pris à témoin des hauts et bas de leur balance commerciale, les Français n'ont pas eu de mal à se persuader qu'il était bon d'exporter, et, à contrario, mauvais d'importer. Le slogan « achats français » a fini de les convaincre dans cette erreur — car c'est en eux, et le rassurant « made in France », qui doit permettre de distinguer le produit national des produits fabriqués au ne sait où, est venu s'imposer comme la grille d'un grand couturier.

Qu'y a-t-il exactement de « made in France » dans chaque produit frappé de ce label ? Il est souvent difficile de le dire. Une voiture Renault ou Peugeot, un avion Airbus, contiennent de multiples éléments qui n'ont pas été fabriqués en France. Cela relève de la Division internationale des processus productifs (DIPP), dont le mécanisme est longuement analysé par trois spécialistes dans la revue du Centre d'études prospectives et d'informations internationales (CEPII) (1).

Sans trop schématiser leur thèse, on peut dire que la production de biens de services finale suppose l'acquisition de consommations intermédiaires. Aussi convient-il de faire la distinction entre importations de biens finals ou substituables, destinés à la mise en vente immédiate sur le marché et importations de biens de consommation intermédiaires qui ne sont destinés qu'à entrer dans la composition d'un bien final (par exemple, des composants électroniques pour une machine à laver). « On aurait tort de l'imagination en France serait essentiellement une importation de biens substituables, liés au bien-être immédiat des consommateurs. Les biens substituables ne représentent en fait que le tiers de nos importations de biens et services. La reste, existant 66,4 % en 1982, est constituée de biens de consommation intermédiaire.

Et revanche, et toujours selon cette étude, qui porte sur les années 1970-1982, la France exporte pratiquement le double de ce qu'elle importe en biens et services finals. Or en ce qui concerne l'importation de l'intermédiaire pour exporter du final. « La fonction majeure du commerce extérieur français, souligne les auteurs, est donc une fonction de transformation productive, qui permet de réaliser des processus de production plus efficaces, à de moindres coûts relatifs qu'en isolement ».

Cela est particulièrement vrai en ce qui concerne les produits à haute technologie : chimie, transformation des matières plastiques, matériel électronique professionnel, construction aéronautique, instruments et matériels de précision.

A travers une étude minutieuse des échanges commerciaux, selon les branches, on peut les filtres de production, les auteurs en viennent à distinguer commerce nominal et commerce effectif. Il s'agit de même de repérer, sur la période 1970-1982, les produits qui ont gagné en « contenu national » et qui ont donc grandi dans la hiérarchie des exportations effectives, procurant des gains en devises. La variable est ici le contenu total en importations du produit exporté.

Ne raisonner que sur des échanges nominaux — c'est-à-dire sans tenir compte des importations que nécessitent la fabrication des produits vendus — conduirait à « des erreurs de diagnostic sur la situation de l'économie française au regard de sa situation dans l'échange international ». En premier, une fois encore, l'exemple de l'industrie aéronautique, il est facile de démontrer que celle-ci n'a dû son développement qu'à une véritable politique de l'importation, « principalement par association avec des partenaires européens ».

L'industrie automobile, par ailleurs, échappe de moins en moins au processus d'échanges croissants de composants entre constructeurs de nationalités différentes, « marquant l'échec d'une politique d'importation qui procure des gains d'opportunité tout en favorisant une adaptation positive de l'appareil industriel ».

Toute activité économique fait appel, désormais, selon les auteurs en conclusion, à des importations intermédiaires. Il n'est donc pas de bonne approche des graves problèmes que pose notre commerce extérieur sans la prise en considération de la nécessité d'importer certains biens.

FRANÇOIS SIMON.

(1) Bernard Lamudrie-Duchêne, Jean-Claude Barilidany et Fernand Boudry, « L'importation et la production en France », dans *Economie et Prospective* (numéro spécial trimestre 1987, n° 29) (9, rue Georges-Fitard, 75015 Paris).

● Balance des paiements courants : 25,8 milliards de francs. — La balance des paiements courants de la France a dérogé un excédent de 25,8 milliards de francs en 1986, selon des données encore provisoires, contre 1,5 milliard de francs en 1985. Ce chiffre révisé en hausse est la première estimation faite par M. Balladur le 5 février (25,4 milliards de francs). En décembre, l'excédent de la balance des paiements courants a atteint 4,77 milliard de francs en données corrigées des variations saisonnières et 5,2 milliards en données brutes.

## AFFAIRES

### La privatisation de Paribas

#### Succès important chez les salariés

28 423 salariés et anciens salariés de Paribas ont demandé 9 309 545 actions soit 2,6 fois le quota d'actions qui leur était réservé, 16 441 salariés ont demandé entre 1 et 100 actions et 11 982 plus de cent titres. Les salariés français de la banque ont cherché à avoir 5 001 721 actions et ceux des succursales étrangères 4 307 824 titres. Enfin, 75 % des actions ont été demandées sous forme de titres (avec une réduction de 5 %), 25 % acceptant de conserver leurs actions deux ans (et bénéficiant d'un rabais de 20 %).

M. Balladur, qui a publié ces chiffres le 16 février, a décidé de répartir les actions de la façon suivante : tous les salariés et anciens salariés ayant demandé entre 1 et 100 actions verront leur requête servie intégralement. La part des demandes supérieures à 100 titres

sera servie à concurrence de 39 % pour les demandes bénéficiant d'un rabais de 20 % et à concurrence de 17 % en ce qui concerne les demandes bénéficiant d'un rabais de 5 %.

## ÉTRANGER

### L'Argentine propose des « bons de sortie » à ses petits créanciers

Conscients des réticences croissantes des petites banques engagées en Argentine — comme dans d'autres pays surendettés — à octroyer de nouveaux crédits, les dirigeants de Buenos-Aires ont proposé un système de « bons de sortie » pour ceux qui souhaitent mettre un terme à leur engagement et échapper ainsi à toute demande d'argent frais.

Actuellement, les responsables argentins cherchent à obtenir le feu vert de quelque trois cent soixante banques privées pour le rachat d'un montant de 30 milliards de dollars (sur un endettement global de 52 milliards) et l'octroi de 2,1 milliards de nouveaux prêts. Le tiers des banques créancières étant engagé pour 1 % seulement dans le total des créances accumulées sur l'Argentine (un autre tiers représentant 6 % et le dernier 93 %). Buenos-Aires propose à ces banques qui risquent de bloquer l'ensemble du processus des « bons de sortie » pouvant être négociés sur le second marché et permettant de se dégager de certaines créances avec, bien évidemment, une décote.

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

### UNION IMMOBILIÈRE DE FRANCE (UIF)

Compte tenu du nombre de conversions d'obligations en actions effectuées au cours de l'année 1986, le capital de la société s'élevait à 699 843 100 F. L'exercice 1986 a enregistré 246 613 000 F de recettes courantes par les loyers hors indemnités et les produits financiers contre 232 542 000 F en 1985, en progression de 6 %. Le programme de maisons individuelles est à Saint-Germain-en-Laye a été entièrement loué dès son achèvement en début d'année, cependant que la construction de trois immeubles de bureaux, dont l'un à Paris et les deux autres à Boulogne-sur-Mer, se poursuit dans de bonnes conditions.

# SIEMENS

Information destinée aux actionnaires de Siemens

## Nouvelle croissance des commandes

Durant le premier trimestre de l'exercice en cours (du 1er octobre au 31 décembre 1986), Siemens a enregistré nettement plus de commandes que pendant la même période,

l'exercice précédent. Le Groupe a poursuivi ses efforts d'investissement. Chiffre d'affaires et bénéfice ont été maintenus.

### Commandes enregistrées

Avec 44,7 milliards de francs, les commandes enregistrées ont été de 6 % supérieures au montant comparable de l'exercice précédent. La progression des prises de commandes sur le marché allemand a été particulièrement forte (+9%), grâce notamment à un important contrat passé à RWU pour la construction de la centrale classique de chauffage urbain de Munich-Nord. L'augmentation de 3 % des ordres enregistrés à l'étranger est en partie le fait de l'incorporation de sociétés nouvellement acquises. L'accroissement ainsi obtenu est à peu près équivalent à la diminution arithmétique des com-

mandes enregistrées, découlant du cours du dollar. Des contrats d'envergure portant sur l'auto-commutateur téléphonique numérique EWSD ont été le principal facteur de progression des affaires à l'étranger.

En milliards de francs	du 1.10.85 au 31.12.85	du 1.10.86 au 31.12.86	Variation
Commandes enregistrées	42,2	44,7	+ 6%
Marché allemand	19,0	20,7	+ 9%
Marché étranger	23,2	24,0	+ 3%

### Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires mondial de Siemens a atteint le même niveau que l'an dernier pour la période considérée, soit 35,8 milliards de francs. Les ventes en R.F.A. marquant temporairement un léger recul (-3%) tandis que les facturations à l'étranger ont quelque peu progressé (+2%). Comme pour les commandes enregistrées, les chiffres d'affaires des nouvelles participations ont compensé les effets du cours du dollar.

En milliards de francs	du 1.10.85 au 31.12.85	du 1.10.86 au 31.12.86	Variation
Chiffre d'affaires	35,8	35,8	0%
Marché allemand	17,8	17,2	- 3%
Marché étranger	18,2	18,6	+ 2%

### Commandes en carnet

Les commandes enregistrées ayant largement dépassé le chiffre d'affaires, le carnet de commandes a continué de croître au cours du premier trimestre; avec 192,5 milliards de francs fin décembre 1986, il était en hausse de 5 % par rapport au début de l'exercice. Les stocks (qui contiennent pour la première fois les avances et

acomptes versés, conformément aux nouvelles règles allemandes d'établissement des bilans) sont passés de 78,2 à 85,8 milliards de francs.

En milliards de francs	1.10.86	31.12.86	Variation
Commandes en carnet	192,2	192,5	+ 0%
Stocks	78,2	85,8	+ 9%

### Personnel

Au 1er octobre 1986, les effectifs, gonflés de 16 000 personnes par suite de l'incorporation de nouvelles sociétés, comptaient 361 000 salariés. Ce chiffre n'inclut pas les 18 000 stagiaires et personnes en formation qui font l'objet d'un compte rendu séparé en raison de fortes fluctuations saisonnières. Au cours du premier trimestre de l'exercice actuel, les effectifs se sont légèrement accrus pour atteindre 362 000. En hausse de 11 %, les frais de personnel ont totalisé 18,5 milliards de francs.

	1.10.86	31.12.86	Variation
Personnel en milliers	361	362	+ 0%
Allemagne	231	231	0%
Etranger	130	131	0%

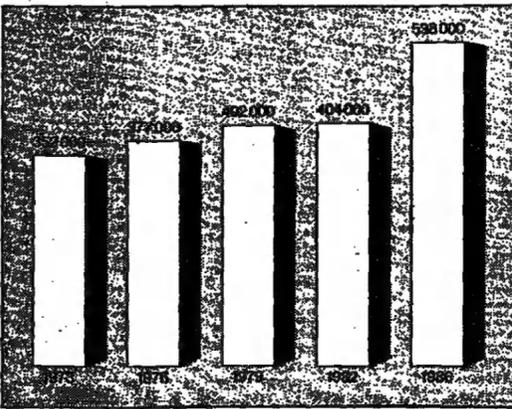
	du 1.10.85 au 31.12.85	du 1.10.86 au 31.12.86	Variation
Effectifs moyens en milliers	356	362	+ 2%
Frais de personnel en milliards de francs	16,7	18,5	+ 11%

### Investissements Bénéfice net

Comme l'an dernier, Siemens a consacré une somme élevée aux investissements, soit 3,6 milliards de francs (comportant pour la première fois les matériels donnés en location). Avec un bénéfice net qui ressort à 1,0 milliard de francs comme l'exercice précédent, Siemens a de nouveau obtenu, durant le premier trimestre, un rapport bénéfice net/C.A. de 2,8%.

En milliards de francs	du 1.10.85 au 31.12.85	du 1.10.86 au 31.12.86	Variation
Investissements	3,6	3,6	0%
Bénéfice net	1,0	1,0	0%
en % du C.A.	2,8	2,8	0%

Les valeurs sont converties en fonction du cours moyen coté à la Bourse de Francfort le 31.12.1986: 100 FF = 30,165 DM.



### Intérêt accru en faveur de l'action Siemens

Depuis 1973, le nombre des actionnaires de Siemens AG a augmenté de plus de moitié pour atteindre 538 000. De toutes les sociétés anonymes allemandes, Siemens est ainsi celle qui compte le plus d'actionnaires, près des trois quarts d'être eux-mêmes en R.F.A. Mais l'action Siemens reste la plus en plus l'attention à l'échelle internationale; au cours des quatre dernières années, le nombre des actionnaires étrangers a plus que doublé. Une étude de l'actionnaire en date du 1er octobre 1986 a en outre donné les résultats suivants: le capital social, actuellement supérieur à 2,4 milliards de DM (valeur boursière de plus de 33 milliards de DM), est détenu à plus de 50 pour cent par des particuliers. Compte tenu du fait que les sociétés d'investissement (1 pour cent du capital) gèrent principalement les fonds d'investissement privés, près des deux tiers du capital de Siemens se trouvent entre les mains d'un large éventail d'investisseurs privés.

## Siemens AG

En France: Siemens Société Anonyme

سکتا من الاموال

سكنا من الاجل

# AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

**GRUPE PALUEL-MARMONT**

**S.P.I.**

**SOCIÉTÉ DE PLACEMENTS INTERNATIONAUX**

**ÉMISSION D'OBLIGATIONS**

**AVEC 2 BONS DE SOUSCRIPTION D'ACTIONS**

**100.000.000 F    6%    8 ans    Amortissables au pair in fine**

**Prix d'émission : 1.000 F**

Chaque obligation donne droit à 2 bons de souscription :

**BON A : Souscription à 1 action S.P.I. à 580 F jusqu'au 31.12.89**  
**BON B : Souscription à 1 action S.P.I. à 650 F jusqu'au 31.12.91**  
 Émission ouverte : ..... du 17 février au 17 mars 1987

Souscriptions reçues par :

**PALUEL-MARMONT BANQUE**  
**CRÉDIT INDUSTRIEL ET COMMERCIAL DE PARIS**  
**CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS**  
**BANQUE WORMS**

**S.P.I.**

SOCIÉTÉ HOLDING CENTRALE DU GROUPE PALUEL-MARMONT

Une activité financière avec :  
 PALUEL-MARMONT FINANCE - PALUEL-MARMONT BANQUE - GRAY SEIFERT & Co. Inc. (New York) - LUXFUND S.A. (Luxembourg)

Une activité industrielle et commerciale avec :  
 COMPAGNIE LEBON et ses filiales (dont CDME) - SACI et ses 2 hôtels à Paris

Des activités complémentaires à travers des participations telles que :  
 G.M.P. FOODS SINGAPORE (Singapour) - BOULET, DRU, DUPUY, PETIT (B.D.D.P.) - VIE DE FRANCE CORP. (U.S.A.)

**S.P.I.**

c'est 25 ans d'expérience et d'exigence

26, rue Murillo 75008 PARIS - Tél. : 42.67.01.00

**SEYCHELLES**

**BANQUE NATIONALE DE PARIS**

**FINANCEMENT D'UN PROJET HOTELIER**

Le tourisme est un secteur clé de l'économie des Seychelles et les projets de rénovation hôtelière sont actuellement prioritaires.

Dans cette optique, la BANQUE NATIONALE DE PARIS a signé une convention d'ouverture de crédit de F 26.418.000, assortie d'un crédit financier de F 4.662.000

avec la Compagnie Seychelloise de Promotion Hôtelière (GOSPROH) pour la rénovation du Mahé Beach Hôtel. Cet hôtel, dont la gestion sera assurée par SHERATON, devrait entrer en service en juillet prochain.

Rappelons qu'en 1986, la France est devenue le deuxième fournisseur de l'archipel.

**BNP: la banque est notre métier**

**AU PRINTEMPS S.A.**

Le Printemps confirme qu'il a acquis en Bourse plus de 10 % du capital de La Redoute. Cette opération a été réalisée en plein accord avec le conseil d'administration de cette société, qui, réunie le 10 février 1987, sous la présidence de Patrick Pollet, a coopté Jean-Jacques Delort, président du directeur du Printemps.

La vente par catalogue est l'une des formes de commerce dont la progression est la plus rapide. On s'accorde à prévoir qu'elle connaîtra dans l'avenir de nouveaux développements, en liaison notamment avec les progrès de la télématique.

La Redoute est le leader incontesté de ce marché. Elle possède un savoir-faire commercial et technologique de très haut niveau, qui lui confère un avantage concurrentiel vis-à-vis des autres entreprises du secteur, non seulement françaises, mais également étrangères.

La Redoute dispose ainsi d'un important potentiel de développement. Devenu son partenaire, Le Printemps a pour objectif d'œuvrer à sa concentration en parfaite harmonie avec ses dirigeants.

Les contacts établis de longue date entre les deux directions générales ont permis de vérifier qu'elles partageaient la même philosophie de la gestion, la même vision de l'avenir de la distribution et des développements nationaux et internationaux nécessaires. Les conditions d'une collaboration fructueuse sont ainsi réunies.

Ces convergences ont également permis d'assurer qu'il existait de réelles complémentarités entre les deux groupes. Ces complémentarités s'observent notamment :

- Dans les formules commerciales et le savoir-faire qui leur est lié : vente par catalogue, d'une part, vente par magasins, d'autre part.
- Dans les besoins de consommations couverts, en particulier du fait que le groupe Printemps est devenu un très important distributeur en alimentation.
- Dans les segments de marché, depuis les articles de consommation courante jusqu'aux articles de haut de gamme.
- Dans les atouts dont les deux groupes disposent sur les marchés étrangers, où l'enseigne Printemps bénéficie d'un prestige incontestable.

Cette entrée du Printemps au capital de La Redoute est dans la lignée de la stratégie qu'il poursuit depuis plusieurs années. S'appuyant sur les résultats de ses métiers traditionnels, le grand magasin, sous l'enseigne Printemps, et le magasin populaire, sous l'enseigne Printemps, il a diversifié ses activités et ses intérêts. Il a ainsi acquis successivement Armand Thalery, chaînes de magasins spécialisés dans le vêtement masculin, Disco, grossiste alimentaire français, et Disco, numéro un de l'approvisionnement pour la restauration. Il a entrepris de développer une chaîne de magasins d'alimentation en discount, Escala. Il a poursuivi, par le moyen de la franchise, son implantation à l'étranger. Il a augmenté dans d'importantes proportions sa participation dans Euromarché.

Malgré les conséquences des événements de l'année 1986 sur l'exploitation de magasins du boulevard Haussmann, qui ont entraîné une baisse importante de son résultat, cette stratégie devrait permettre au groupe Printemps de dégager pour le dernier exercice un profit consolidé en nette augmentation sur le précédent.

**FRANCE**

Le conseil d'administration, réuni le 28 janvier 1987 sous la présidence de M. Gérard Billand, a constaté que le capital social d'Immobanque a été porté de 161 848 200 F à 162 825 700 F à la suite de la souscription de 9 775 actions au moyen de bons de souscription attachés aux obligations émises fin 1986.

Au cours de l'année écoulée, le conseil a poursuivi son expansion : le montant des contrats signés s'établit à 470 millions de francs, contre 423 millions de francs en 1985, représentant une progression de 11,2 %.

L'activité de l'exercice 1986 se répartit comme suit :

- 386 millions de francs en crédit-bail répartis en trente-six opérations ;
- 84 millions de francs en location simple, représentant essentiellement des acquisitions de bureaux dans les 8<sup>e</sup> et 17<sup>e</sup> arrondissements de Paris.

Ainsi, et compte tenu des levées d'option d'achat intervenues au cours de l'exercice, le montant brut hors taxes des engagements d'Immobanque se trouve porté à 2,87 milliards de francs au 31 décembre 1986, contre 2,49 milliards de francs à fin 1985.

Ce développement favorable de l'activité et l'accroissement des recettes locatives ont permis d'augmenter tant la masse distribuée que le dividende unitaire, qui s'élevait à 45 F par action pour 1985.

### ASSURANCES DU GROUPE DE PARIS AGP SA

Le conseil d'administration, lors de sa réunion du 11 février 1987, a arrêté les comptes de l'exercice 1986 : le bénéfice net atteint 267 900 000 F au lieu de 109 700 000 F pour l'exercice précédent.

Le bénéfice courant, qui a enregistré cette année pour 67 800 000 F de dividende représentant un caractère exceptionnel, atteint 174 171 000 F (au lieu de 90 128 000 F en 1985).

Les opérations en capital ont dégagé un résultat net d'impôt de 93 728 000 F, contre 19 576 000 F pour 1985.

Le conseil a décidé de proposer à l'assemblée générale ordinaire qui sera convoquée le 6 mai 1987 la distribution d'un dividende global de 98 124 064 F au lieu de 89 200 000 F en 1985 ; le nombre d'actions à rémunérer ayant été augmenté de 10 % à la suite de l'attribution gratuite de juillet 1986, le dividende unitaire reste fixé, comme l'an passé, à 16 F par action plus 8 F d'avoir fiscal.

Les actionnaires auront la faculté de demander le paiement du dividende par versement en actions de la société, conformément à la législation en vigueur.

Le conseil a donné son accord pour que les sociétés d'assurances françaises, filiales du groupe, proposent à leurs salariés un nouveau plan d'épargne, subordonné par l'employeur et reposant sur des actions de l'AGP SA.

Cette décision s'inscrit dans la poursuite d'une politique de participation des personnels de ces sociétés, qui, inaugurée il y a près de vingt ans, comprend des plans d'épargne, d'investissement et d'actionariat en actions Compagnie du Midi, Parternelle risques divers, ainsi qu'un régime de stock-option en AGP SA pour le personnel de direction.

## Marchés financiers

**PARIS, 16 février ↑**

**Résistance + 0,23 %**

La Bourse de Paris a commencé le samedi sur une petite note de fermeté, l'indicateur instantané gagnant 0,23 % à l'approche de la clôture. Une avance certes modeste, qui s'explique par avec l'accalmie du marché. Les volumes d'affaires parvenaient moins élevés. Les étrangers s'abstiennent, dans un sens comme dans l'autre.

Autour de la corbeille, les professionnels affichaient un certain optimisme, en voyant remonter des valeurs qui avaient fait les frais, ces jours derniers, de prises de bénéfices. On notait ainsi la fermeté de Peugeot, Thomson, Michelin, Fochelbrow et Schneider. D'assaut était la valeur la mieux orientée, après l'annonce de la constitution d'un groupe d'intérêt économique pour la construction de l'avion de Combat Réflex. Europe 1, Colas, Bouygues et Esso comptaient parmi les plus fortes hausses.

Si l'optimisme l'emportait, les investisseurs ne cachaient pas leur embarras pour donner un pronostic boursier. D'aucuns jugeaient le marché dangereux, et préféraient limiter leurs opérations aux actions de «comptant». Alors que le désordre momentané préoccupait moins fortement les opérateurs, beaucoup espéraient voir les grosses sommes d'argent restées inutilisées après la privatisation de Paribas s'investir sur le marché.

Du côté du marché obligataire, la tendance était mitigée. Le MATIF cédait 0,24 % au cours de la séance de samedi, où le cours s'établissait à 105.

Lingot : 78 000 (- 600).  
 Napoléon : 518 (- 1).

---

**ETRANGER**

**Londres au plus haut**  
**Madrid en progrès**

La City était en ébullition le 16 février, alors que l'indice Financial Times atteignait un nouveau « plus haut » historique, à 1 925, effaçant son précédent record établi le 9 février, à 1 925,2. Dopé par la bonne tenue du marché américain à la veille du week-end, le London Stock Exchange a ensuite réagi aux informations publiées par la presse britannique, selon lesquelles le prochain budget prévoirait une réforme et une réduction des impôts, ainsi qu'une relance de la consommation.

A Madrid, comme sur les autres Bourses espagnoles (Barcelone, Bilbao, Valence), l'annonce de la désignation, le 13 février, d'un nouveau président à la compagnie d'électricité catalane Fecsa a déclenché un mouvement général de hausse. Depuis plusieurs séances, les marchés espagnols étaient secoués par les graves problèmes financiers de cette firme, cinquième entreprise électrique espagnole. Il avait même fallu suspendre la cotation du titre sur les quatre Bourses, le 6 février, en raison de l'endettement de Fecsa (3,8 milliards de dollars). Le remplacement du président démissionnaire, M. Marrot, par M. Magana, jusqu'ici principal conseiller pour le dossier énergie du Banco Central (première banque privée espagnole), a rassuré les investisseurs.

---

**CHANGES**

**Dollar : 6,03 F ↓**

Le dollar a de nouveau reculé, le 17 février, sur les marchés des changes, s'établissant à 6,03 F à Paris, contre 6,048 F lundi. Il valait 1,810 DM à Francfort (contre 1,818) et 183,40 yens à Tokyo (contre 183,77). Ce recul a suivi les déclarations du secrétaire américain au Trésor, M. Baker, pour qui la dévaluation du dollar n'a été que « modérée ». De source japonaise, une réunion du groupe des Cinq pourrait se tenir en fin de semaine.

FRANCFORT 16 fév. 17 fév.  
 Dollar (en DM) ... 183,40 183,40  
 TOKYO 16 fév. 17 fév.  
 Dollar (en yens) ... 183,77 183,40

**MARCHÉ MONÉTAIRE**

(cote en francs)

Paris (17 fév.) ... 97/16-89/16%  
 New-York (16 fév.) ... 61/16%

---

**INDICES BOURSIERS**

**PARIS**

(INSEE, base 100 = 31 déc. 1986)

13 fév. 16 fév.  
 Valeurs françaises ... 1943 1949  
 Valeurs étrangères ... 296,5 296,3

Cote des agents de change (base 100 = 31 déc. 1986)

Indice général ... 429,3 421,1

**NEW-YORK**

(Index Dow Jones)

13 fév. 16 fév.  
 Industrielles ... 2.883,39 Cte

**LONDRES**

(Index «Financial Times»)

13 fév. 16 fév.  
 Industrielles ... 1.521 1.542,1  
 Mines d'or ... 296,7 296,3  
 Fonds d'investissement ... 86,18 86,68

**TOKYO**

16 fév. 17 fév.  
 Nikkei ... 19.532,5 19.527,7  
 Indice général ... 1.082,7 1.087,7

---

**MATIF**

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 16 février  
 Nombre de contrats : 16 633

COURS	ÉCHÉANCES		
	Mars 87	Juin 87	Sept. 87
Dérivé	105,10	105,05	105,05
Préférent	105,30	105,20	105,25

---

**AUTOUR DE LA CORBEILLE**

HAUSSE DE 22 % DU CHIFFRE D'AFFAIRES D'EUROCO. Le chiffre d'affaires consolidé du groupe Ecco s'est élevé pour l'exercice 1986 à 4,176 milliards de francs, contre 3,727 milliards en 1985 (la structure comparable), ce qui représente une hausse de 12 %. La branche principale d'activité du groupe, le travail temporaire, a vu son activité augmenter de 16,5 % à 2,692 milliards de francs.

LA CEGID PRÉVOIT UNE PROGRESSION D'AU MOINS 35 % DE SON RÉSULTAT EN 1987. - La CEGID prévoit pour son exercice 1986, un chiffre d'affaires consolidé de 164 millions de francs, contre 93 millions l'année précédente, pour un résultat net consolidé de 33 millions de francs. Pour l'exercice en cours, la société de services informatiques s'attend à une activité de 250 millions de francs, hors nouvelles opérations de croissance externe. Le bénéfice net devrait croître d'un tiers à 35 %. La firme va, d'autre part, renforcer ses fonds propres.

---

**LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISSES**

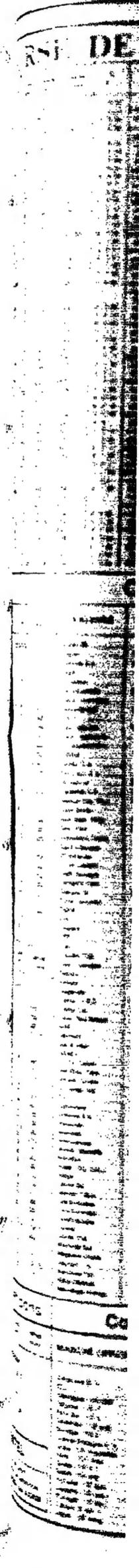
COURS DU JOUR	UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS	
	+ bas + haut	Rep. + ou dép.	+ bas + haut	Rep. + ou dép.	+ bas + haut	Rep. + ou dép.
SE-UL	6,800 - 6,830	+ 85 + 100	+ 178 + 200	+ 525 + 625		
SE-DEM	4,518 - 4,519	+ 20 + 4	+ 40 + 82	+ 119 + 210		
Yen (100)	3,935 - 3,938	+ 117 + 135	+ 248 + 276	+ 795 + 876		
DM	3,324 - 3,319	+ 102 + 128	+ 225 + 251	+ 678 + 754		
Fluka	2,942 - 2,981	+ 64 + 75	+ 139 + 159	+ 432 + 491		
P.B. (100)	16,036 - 16,080	+ 34 + 116	+ 57 + 22	+ 242 + 719		
S.S.	3,956 - 3,941	+ 146 + 146	+ 319 + 349	+ 986 + 995		
L.S. (100)	4,674 - 4,674	+ 70 + 46	+ 184 + 126	+ 498 + 572		
£	9,219 - 9,227	- 136 - 152	- 485 - 330	- 1622 - 751		

---

**TAUX DES EUROMONNAIES**

	6 1/4	6 1/2	6 7/8	6 9/16	6 11/16	6 1/2	6 5/8
SE-UL	6 1/4	6 1/2	6 7/8	6 9/16	6 11/16	6 1/2	6 5/8
DEM	4	4 1/4	4 1/2	4 3/8	4 1/16	4 1/16	4 3/16
Fluka	5 7/8	5 7/8	5 15/16	5 7/16	5 1/16	5 1/16	5 7/16
P.B. (100)	8 3/4	8 3/4	8 3/4	8 3/8	8 3/8	8 3/8	8 1/4
S.S.	9	10 1/2	9 3/4	10 1/2	10 1/2	10 1/2	10 1/2
L.S. (100)	10 7/8	11 1/8	11 1/8	11 1/8	11 1/8	11 1/8	11 1/8
£	8 1/8	8 1/8	8 1/8	8 1/8	8 1/8	8 1/8	8 1/8

Ces courants pratiqués sur le marché interbancaire des devises sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.



riches financiers

Marchés financiers

BOURSE DE PARIS

16 FEVRIER Cours relevés à 17 h 37

Main table containing 'Règlement mensuel' and 'VALEURS' columns with various stock prices and market data.

Comptant (selection)

Second marché (selection)

Table for 'Comptant' section listing various bonds and their prices.

Table for 'Second marché' section listing various bonds and their prices.

Table for 'Actions' section listing various stocks and their prices.

Table for 'SICAV' section listing various investment funds and their prices.

Droits et bons

Cote des changes

Marché libre de l'or

Table for 'Droits et bons' section listing various bonds and their prices.

Table for 'Cote des changes' section listing exchange rates for various currencies.

Table for 'Marché libre de l'or' section listing gold prices and other market data.

Vertical text on the left margin containing various financial news snippets and advertisements.

Vertical text on the right margin containing various financial news snippets and advertisements.

Handwritten signature or stamp at the bottom center of the page.

سكنا من الاجل

# Le Monde

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	SERVICES	MINTEL
3-4 La « nouvelle politique » de M. Gorbatchev.	8 L'avenir de la Nouvelle-Calédonie et la visite de M. Pons aux Antilles.	10 M. Georges Suffert et l'honneur de l'ONASEC.	12 Photo : Joachim Bonne-maison.	29 En 1988, 20 % des voitures vendues en Europe seront japonaises.	Radio-télévision ..... 15	● Sakharov applaudit Gorbatchev, et vous ?
5 La visite à Paris de M. Gemayel.	9 Un nouveau président pour le parc national des Cévennes.	11 L'affaire du camel d'Auschwitz.	— Théâtre : la Tangaza est repartie.	30 La libération des prix des services donne lieu à de nombreux dérapages.	Announces classées . 20 à 28	● Economie : faits et chiffres vingt-quatre heures sur vingt-quatre.
6 Le dispositif « Epervier » s'implante à Abéché.	<b>DÉBATS</b>	<b>COMMUNICATION</b>	13 Musique : l'éclair de Pavartotti.	32-33 Marchés financiers.	Carnet ..... 18	● Télévision : vos films préférés.
7 Nicaragua : dissensions au sein des « contras ».	2 Suites d'alternance.	11 Les producteurs jugent les candidats à la reprise des chaînes.	— Danse : Paul Taylor à l'Opéra-Comique.		Météorologie ..... 15	Actualités, Immobilier, Météo, Bourse, Télémat, Loisirs.
					Journal officiel ..... 15	38, 75 Tapez LEMONDE
					Loto ..... 15	
					Loterie ..... 18	

## L'application du plan Séguin

### Désordres dans les mesures d'économies sur l'assurance-maladie

Dans le désordre : c'est ainsi que commence l'application du plan Séguin pour l'assurance-maladie. Assurés mécontents, pharmaciens débordés, et qui répercutent les sentiments des précédents, caisses trop pressées ou trop tardives, médecins fatigués ou embarrasés, responsables politiques inattentifs : le démarrage est difficile.

C'est surtout par les médicaments qu'ont commencé les difficultés. Depuis le 1<sup>er</sup> janvier, en effet, les médicaments à « vignette bleue », destinés en principe au traitement de troubles « ne présentant pas de caractère habituel de gravité », ne sont plus remboursés qu'à 40 % aux assurés, même à ceux qui bénéficient par ailleurs d'une prise en charge totale des soins. La mesure, appliquée dans beaucoup de caisses dès la seconde quinzaine de janvier, a surpris : ces spécialités étaient fréquemment prescrites aux personnes âgées, les plus forts consommateurs de médicaments, qui bénéficiaient souvent d'une prise en charge totale à un titre ou à un autre, parfois depuis longtemps, et doivent maintenant faire face à de nouvelles dépenses parfois importantes.

Ces prescriptions sont-elles excessives ou justifiées par la multiplicité des troubles dont souffrent les personnes âgées ? Quoi qu'il en soit, les réactions des intéressés ont parfois été vives.

Surpris eux-mêmes, des pharmaciens ont protesté à leur tour, leurs syndicats faisant valoir qu'ils n'avaient pas été consultés, ni sur les décisions ni sur leur application. Une réunion paritaire avait eu lieu le 14 janvier à la Caisse nationale d'assurance-maladie, et une affiche destinée aux officines avait été prévue, mais elle n'a souvent pu être mise en place. L'agitation des pharmaciens a été d'autant plus forte que les médicaments à 40 % représentent 30 % du chiffre d'affaires de l'industrie pharmaceutique : ce n'est pas pour rien que le gouvernement attend de la mesure 3,5 milliards de francs d'économies en année pleine.

Des médicaments à leur tour s'inquiètent : certains de ces médicaments à 40 % sont utilisés en fait pour des troubles sérieux, et les dernières mesures de baisse des remboursements, lété 1985, avaient été contestées (Le Monde du 17 août 1985). Pour permettre aux malades à revenus limités de faire face à la dépense, un « filet de sécurité » a été prévu : le maintien du remboursement à 100 % des médicaments peut être accordé sur avis du contrôle médical. Mais la suppression est intervenue souvent avant que le système soit en place, et, surtout, avant que les assurés et les médecins en aient connaissance.

Autre motif d'émotion, la suppression du remboursement à 100 % après un arrêt de travail de plus de trois mois. Si la majorité des caisses d'assurance-maladie font preuve de prudence, certaines (une quinzaine, semble-t-il) l'ont appliquée avec une méthode quelque peu militaire, avertissant les assurés concernés qu'ils avaient quinze jours pour demander la prise en charge par la caisse au titre d'une maladie longue et coûteuse (bien souvent, ces assurés en sont atteints) ou pour trouver une couverture complémentaire — mutuelle ou assurance.

Or, bien des intéressés ne sont pas couverts par une mutuelle, et les mutuelles elles-mêmes n'ont pas encore décidé de ce qu'elles allaient prendre en charge : enfin, le système de prise en charge des « maladies longues et coûteuses » doit être complètement transformé par les caisses d'assurance-maladie, car la liste de ces maladies a été modifiée, ainsi que les conditions de remboursement.

#### Changer les comportements

C'est précisément à cela que s'attendent les responsables de la Caisse nationale d'assurance-maladie avec les médecins. Il faut d'abord préciser les maladies prises en charge (certaines ne le sont que lorsqu'elles sont « graves » ou « sévères » ou « évolutives », et l'on attend sur ce point les commentaires du Haut Comité médical de la Sécurité sociale).

Ensuite, il faut mettre au point les feuilles de maladie ou d'ordonnance permettant de distinguer dans les soins et les médicaments ce qui reste pris en charge en totalité (la maladie « longue et coûteuse ») et ce qui l'est désormais dans des conditions « normales » (à 70 % ou 40 % selon les cas).

Les syndicats médicaux, notamment la Confédération des syndicats médicaux français (CSMF), qui avaient réclamé à la fois que les caisses et le gouvernement agissent et qu'un ministre des affaires sociales, ils ne sont pas trop sûrs des réactions de leur base ni de la masse des praticiens.

Cependant, un accord devrait être trouvé sur les modalités d'application entre les deux principales organisations de médecins (la CSMF et la Fédération des médecins de France) et les caisses nationales d'assurance-maladie. Un « protocole d'accord » plus précis que par le passé sera notamment établi par le médecin traitant avec le médecin-conseil de la caisse, définissant le traitement prévu pour la « maladie longue et coûteuse » et les complications possibles. Le fait que cet « examen conjoint » (en fait sur le papier) soit rémunéré 2,5 fois le tarif de la consultation (au lieu de 1,5 fois auparavant) rendra sans doute plus acceptable cette source nouvelle de « dépenses ».

Le numéro de « Monde » daté 17 février 1987 a été tiré à 486 287 exemplaires.

## BOURSE DE PARIS

Matinée du 17 février

Léger repli : -0,38 %

La Bourse de Paris a enregistré un léger recul le 17 février en séance du matin, l'indice de clôture cédant 0,38 %, Europe 1 (-2,76 %), Synthelabo (-2,71 %), Beghin-Say (-2,45 %), La Redoute (-2,31 %) et Bie (-1,89 %). Comptant parmi les plus fortes baisses : Schneider (+4,73 %), Facom (+3,69 %) et Cofimeg (+1,68 %) se redressant.

### Valeurs françaises

Code	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours
Azur	542	542	540
Agache Hovart	2030	2025	2030
Air Liquide (L)	688	688	687
Sanofi Sial	1059	1059	1059
Sanofi	2375	2375	2377
Sergem	1250	1250	1250
S.F.S.	4850	4860	4850
Carrefour	3250	3260	3260
Chargoux S.A.	1538	1520	1520
Club Méditerranée	885	885	880
Euro (Gis)	1440	1425	1427
E.F. Aquitaine	384	384	383
Historie-Dupont	3818	3800	3800
Endor	1402	1412	1408
Michelin	3000	2988	2988
Midi (Gis)	1588	1562	1560
Multi-Vidéo	2275	2282	2285
Novis Médias	1028	1025	1030
Olivier (L)	3864	3865	3865
Paroche-Ricard	1018	1018	1017
Supagel S.A.	1280	1281	1280
Suez	810	810	810
Source Paris	774	769	768
Télématique	3285	3285	3286
Thomson-C.S.F.	1520	1518	1514
Toshiba S.F.	488	488	487
T.A.T.	2085	2085	2085
Valeo	515	514	511

## Le Royaume-Uni

### ferme ses frontières aux malades du SIDA

L'entrée du territoire britannique sera interdite à toute personne atteinte du SIDA ou porteuse du virus de la maladie, à moins que les autorités de l'aéroport ou du port de débarquement ne considèrent qu'elle ne présente pas un danger pour la santé publique, ont déclaré, le 16 février, les ministères britanniques de l'Intérieur et de la Santé publique.

Le SIDA figurera donc prochainement sur la liste des maladies infectieuses empêchant l'accès au Royaume-Uni. Les autorités ont fait cette déclaration en confirmant une déclaration de presse faisant état du renouveau, il y a quelques semaines, à l'aéroport londonien de Gatwick, par les services d'immigration, d'un nouveau cas de SIDA. — (AFP, Reuters).

### Cinq cas de méningite dans le Rhône

Cinq cas de méningite, dont deux mortels, ont été enregistrés cette semaine dans le département du Rhône. Pour autant, estime la Direction départementale des affaires sanitaires et sociales, il ne s'agit pas d'une épidémie.

Une vingtaine de cas de méningites sont déclarés officiellement chaque année dans le Rhône, ajoute les services de la DASS « essentielle-ment des méningites foudroyantes connues sous le nom de purpura fulminans ».

Les deux victimes sont un élève de dix-huit ans, interne du lycée Lakanal de Lyon, et un enfant de trois ans, habitant Deménil, une petite bourgade du Beaujolais.

## Moscou invite une délégation de l'Union de l'Europe occidentale

Autre manifestation de la « nouvelle pensée politique » de M. Gorbatchev : l'Union de l'Europe occidentale, ce groupement de sept pays (1), qui représente depuis plus de trente ans les espoirs d'une unification des efforts de défense des pays européens et était pour cette raison, après l'alliance atlantique et l'OTAN, une des « bêtes noires » de la propagande soviétique, reçoit droit de cité à Moscou. L'ambassadeur d'URSS à Paris vient d'inviter le président de l'Assemblée parlementaire de l'UEO, M. Caro, à envoyer une délégation en Union soviétique.

(1) France, Grande-Bretagne, RFA, Italie, Belgique, Pays-Bas et Luxembourg.

## Le sort de Iossif Begun

Moscou (UPI). — Le fils de Iossif Begun, Boris, a annoncé mardi matin 17 février qu'il allait entreprendre une grève de la faim jusqu'à ce que son père ait pu regagner son domicile. Dimanche soir, un membre du comité central du PC soviétique, M. Artabanov, proche de M. Gorbatchev, avait annoncé à New-York la libération du célèbre dissident juif. Aux dernières nouvelles cependant, Iossif Begun était toujours détenu à la prison de Tbilissi, et le ministre soviétique de l'Intérieur déclarait à être au courant d'une mesure le concernant.

## Sur le vif Silence ! on confère

C'est fou ce qu'ils me traitent mal en ce journal. Non, c'est vrai, je suis exclu de tout, ils veulent de moi nulle part. Sorti du coup de feu entre 8 heures et midi, il y a des papiers scotchés sur toutes les portes : en réunion, prière de ne pas déranger. Quand c'est pas marqué et que vous le pouvez, le portez, vous tombez sur un pack de mecs en train de discuter, qui se taisent dès que vous entrez.

Il y a des sous-chefs, pas de chefs. Ils ont des réunions de service, des groupes de réflexion. Ou de coordination. Ou de modernisation. Ou de planification. Ils ont des comités de rédaction, des comités d'entreprise et des conseils d'administration. Enfin, ils ont tout un tas de trucs et moi j'ai rien. Oui, bon d'accord, j'ai le droit d'assister à la conférence du matin. Vous savez pourquoi ? Pour faire la bonne. Pousser les chaînes contre les murs, passer les câbles, éteindre la porte après le dernier arrivé.

Résultat, je crampis à l'écart, complètement isolé, dans mon placard à balai, et quand j'essaie de contacter quelqu'un à l'extérieur, c'est pareil, je peux pas : il est en conférence. Parce qu'il faut comprendre une chose : dans les entreprises, il y a ceux qui sortent en conférence et ceux qui, n'y étant pas, ne sortent pas pour vous dire que les autres y sont.

Tenez, hier, j'ai passé la journée entière à essayer d'entrer en communication avec une dame, elle bosse dans un ministère. Pas évident, hein ! Je me dis souvent qu'en faisant tourner les tables j'aurais probablement plus de chance qu'en faisant tourner hier chiffres sur un écran. Ça hein, fois que je téléphone, elle y était, elle, en communication. Pas avec moi. Ou alors en réunion. Ou encore en comité. Et ça risquait de se prolonger longtemps. Après, c'était le week-end, fallait mieux rappeler la semaine prochaine.

Non, mais ça va pas ! Pour qu'elle se prenne, ça va pas ! Le soir, j'appelle chez elle et je tombe sur une Conchita à la Brétcher. Je lui demande :

— Elle est là, M<sup>me</sup> Lafitte ?

— C'est de la part de qui ?

— Quittez pas, ça va bien... Non, déçolé, elle peut pas vous prendre. Elle est en conférence.

CLAUDE SARRAUTE.

## TURQUIE Des personnalités nationales et étrangères appellent au rétablissement des libertés syndicales

Istanbul (de notre correspondant)

Une clientèle inhabituelle était rassemblée, vendredi 13 février, sous les lambris de l'hôtel Pera Palace à Istanbul, pour le cocktail organisé en présence des représentants de nombreuses organisations syndicales, dont la CFTC, et de diplomates européens, à l'occasion du vingtième anniversaire de la fondation de la Confédération des syndicats ouvriers révolutionnaires (DISK). La DISK a été interdite d'activité à la suite du coup d'Etat militaire du 12 septembre 1980, et le procès de ses dirigeants s'est achevé en décembre dernier par la condamnation à des peines de un à quinze ans d'emprisonnement de 264 de ses membres — dont beaucoup, ayant déjà purgé leurs peines, participaient à la réception.

Le lendemain, un séminaire était organisé par le Parti social-démocrate sur le rôle des syndicats dans les démocraties. L'intervention du président de ce parti, M. Inönü, a été reprise aux informations télévisées. M. Mathias Hindercheid, secrétaire général de la Confédération européenne des syndicats, a dénoncé, lors de ce séminaire, le verdict prononcé le 23 décembre contre la DISK et réaffirmé que le rétablissement complet de la démocratie, en particulier de la liberté syndicale, restait une condition sine qua non de la normalisation des rapports entre la Turquie et l'Europe.

M. Abdullah Basturk, président de la DISK, a dénoncé la dégradation des conditions de vie des salariés, dont le pouvoir d'achat « a baissé de 53 % en six ans », ainsi que le carcan mis par la législation à l'exercice de l'activité des syndicats, interdits de participation à la vie politique par la Constitution.

## GRÈCE Une grève générale des secteurs public et privé paralyse la vie du pays

Athènes (AFP). — Plusieurs centaines de milliers de salariés des secteurs public et privé se sont mis en grève, mardi 16 février, pour protester contre la politique d'austérité du gouvernement, en vigueur depuis 1985.

Dans le secteur public, quelque trois cent mille adhérents de la Fédération des fonctionnaires ont entamé une grève de quarante-huit heures, qui touche notamment l'enseignement, les bureaux du fisc et les douanes. Le fonctionnement des hôpitaux a été sérieusement perturbé par un mouvement d'arrêt du travail, qui doit durer deux jours, de l'ensemble de son personnel, y compris des médecins, pour demander des négociations sur le règlement des questions fiscales et des conventions collectives.

Les banques, qui ont cessé leur activité jeudi dernier, seront encore fermées jusqu'à mercredi prochain.

Le personnel de l'électricité, qui procède à des débrayages tournant depuis deux mois, a cessé, lui aussi, le travail pour quarante-huit heures malgré une décision judiciaire qualifiant le mouvement d'illégal. Les travailleurs des télécommunications, des postes, de la Société de l'eau et de l'administration locale, y compris les éboueurs, sont également restés chez eux mardi.

Le secteur privé a été, quant à lui, paralysé par une grève de vingt-quatre heures — la troisième depuis le 15 janvier — lancée par vingt-huit centrales ouvrières, dont celle d'Athènes (370 000 adhérents) et de Pirée (150 000), ainsi que douze fédérations.

La plupart des vols d'Olympic Airways et des compagnies étrangères en Grèce ont été suspendus. En outre, aucun bateau n'a appareillé.

Les commerçants ont fermé leurs magasins pour vingt-quatre heures. Les camionneurs ainsi que les chauffeurs de taxis se sont mis en grève pour quarante-huit heures et les pompes à essence devaient être fermées pendant trois jours.

Préservez votre dos fragile avec **Pirado**  **PIRELLA**

commence à lates / de bois

DEMANDEZ CONSEIL A VOTRE MEDECIN

**CAPELOU**

DISTRIBUTEUR

37, Av. de la République 75018 PARIS  
TÉL. 45 47 42 45 Métro : PARNEMENTER

DE LA SIMPLE RÉTOUCHE AU PLUS BEAU VÊTEMENT

PRIX EXCEPTIONNELS avec la garantie d'un grand maître tailleur

**PANTALONS** MESURE 700 F

A partir de **COSTUMES** 2150 F

A partir de

NOUVELLE COLLECTION 3 000 tissus Luxueux et draperies anglaises

Fabrication traditionnelle

**TAILLEURS, JUPES, MANTEAUX PARÉSSUS SUR MESURE**

UNIFORMES ET INSIGNES MILITAIRES

**LEGRAND Tailleur**

27, rue de la République, Paris - Opéra  
Téléphone : 47-42-70-81.

Du lundi au samedi de 10 h à 18 h.

Jusqu'au 28 février

**NICOLL**

La tradition anglaise du vêtement

vous propose

**COSTUME 2 890 F**

à vos mesures

à Paris 29 rue Tronchet depuis 1820

Cercle 1415

**LES AMATEURS D'APPLE PROFITENT DES PRIX ET DES SERVICES D'INTERNATIONAL COMPUTER**

LES  SONT TOUJOURS DANS LE SIROP.

Un Macintosh Plus et un disque dur 20 M.o.

SCSI compatible

26.900 F HT

900 F TTC

**INTERNATIONAL COMPUTER**

La micro sans frontières

26, rue de la République Paris 4 • 42.72.26.26

8, av. du Prado Marseille 9 • 91.37.25.03